

NOUVEAU

# RdL

## GRÈCE : DESTRUCTION PROGRAMMÉE D'UN PAYS

Entretien avec **Stathis Kouvelakis** sur une crise sans précédent

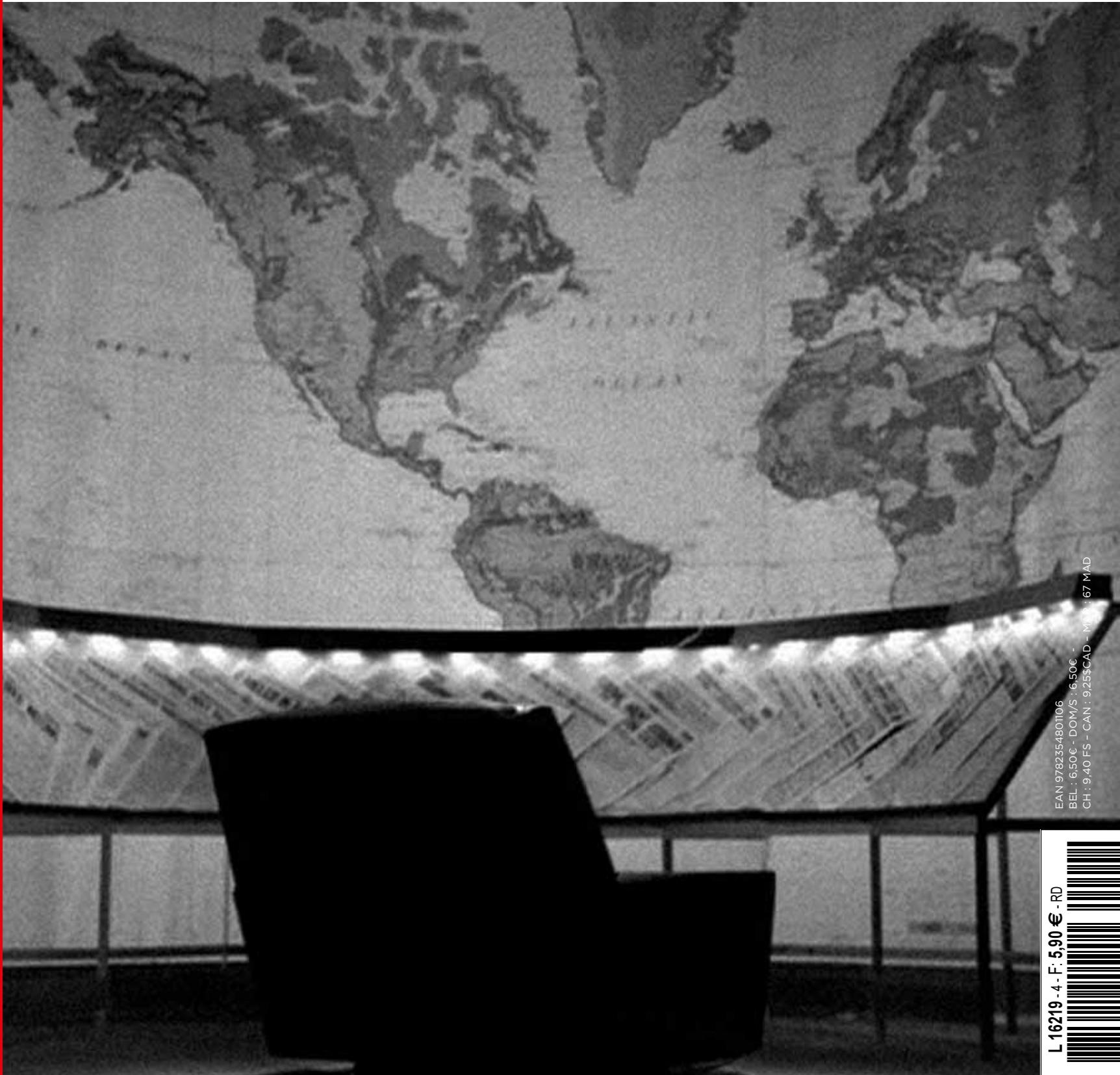
Également dans ce numéro : **Quand les socialistes libéraient la finance** • **Et mes seins, tu les aimes ?** • **Trotsky : une biographie peu scrupuleuse** • **Le monde social est-il plat ?** • **La singularité de Kafka** • **Ivan Illich**

La Revue des Livres

revuedeslivres.fr

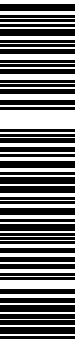
n° 004

Mars  
Avril  
2012



EAN 9782354801106  
BEL : 6,50€ - DOM/S : 6,50€ -  
CH : 9,40 FS - CAN : 9,25\$CAD - MEX : 67 MAD

L 16219 - 4 - F : 5,90 € - RD





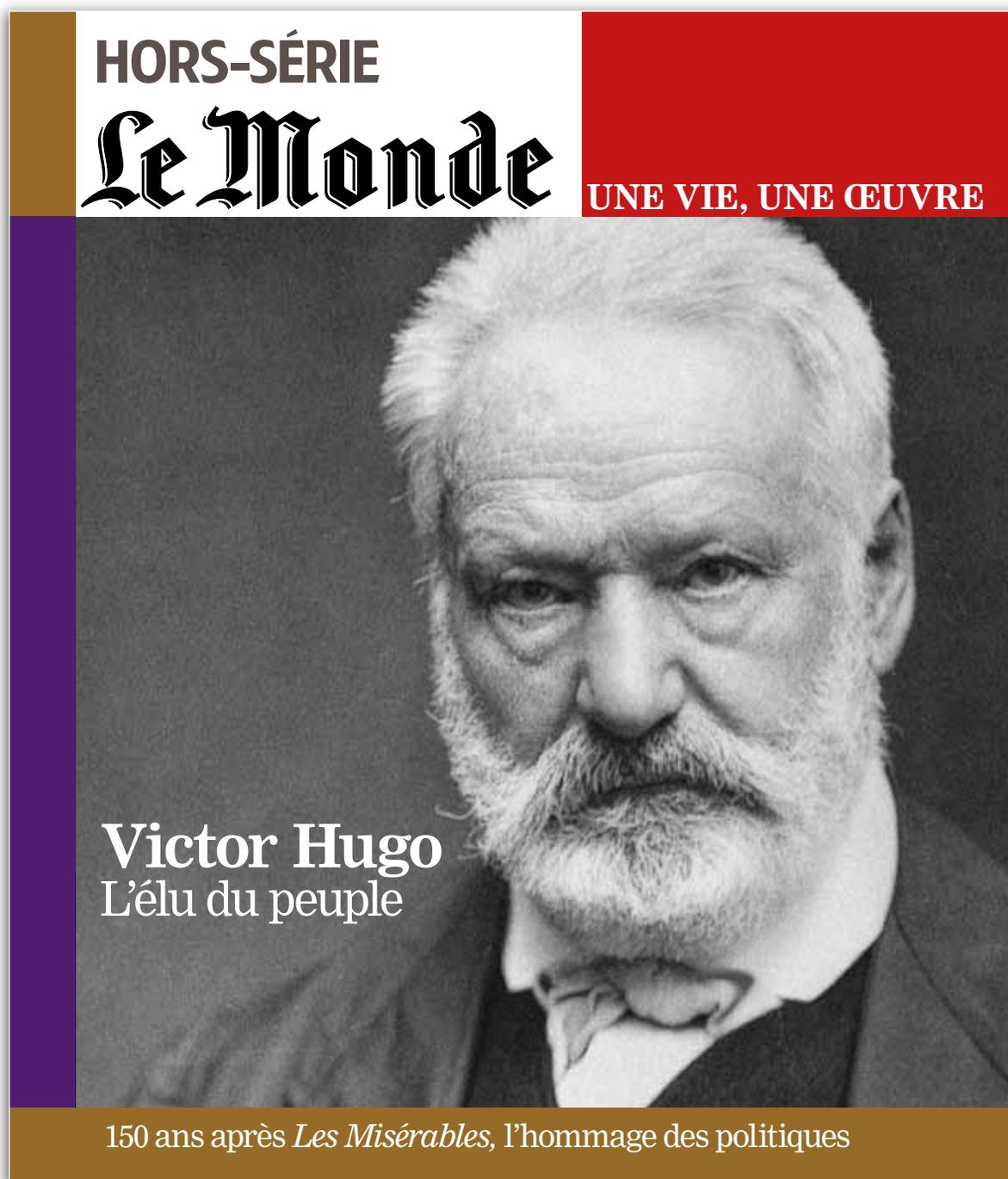
*RdL, la Revue des Livres*  
est une grande entreprise  
intellectuelle et politique  
économiquement précaire.

**Nous avons besoin de votre soutien.**

**ABONNEZ-  
VOUS !**

[www.revuedeslivres.fr](http://www.revuedeslivres.fr)

# Il y a 150 ans paraissaient *Les Misérables*



Portrait de Victor Hugo par Jean-François Kahn : de quelle manière l'écrivain s'est métamorphosé au point de devenir une figure révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle.

Une sélection de textes de l'auteur qui n'oublie ni le poète, ni l'homme de théâtre, ni le romancier, en particulier celui des « Misérables ».

Un entretien avec Jean-Marc Hovasse, auteur de la biographie de référence consacrée à Victor Hugo et qui assure la direction éditoriale de ce numéro.

Les textes des candidats à l'élection présidentielle et des responsables politiques montrent à quel point les thèmes abordés par Victor Hugo sont en résonance avec l'actualité.

# SOMMAIRE

RdL, la Revue des Livres  
www.revuedeslivres.fr  
31 rue Paul Fort, 75014 Paris

Édité par BV2N Revue et Livres  
SAS au capital de 41 000 €

## Directeur de publication

Jérôme Vidal

## Coordination éditoriale

Jérôme Vidal

## Secrétariat de rédaction

Fabienne Chamelot

## Collectif éditorial

François Athané, Sarah Benabou, Aurélien Blanchard, Félix Boggio Éwanjé-Épée, Christophe Bonneuil, Marion Duval, Clémence Garrot, Oury Goldman, Joséphine Gross, Thomas Hippler, Laurent Jeanpierre, Razmig Keucheyan, Stéphane Lavignotte, Laurent Lévy, Alexandre Mouawad, Charlotte Nordmann, Germinal Pinalie, Hélène Quiniou, Alice Le Roy, Julien Théry, Jérôme Vidal, Julien Vincent et Najate Zougari

## Conception graphique

Élie Colistro, Arnaud Crassat, Alexandre Mouawad et Scott Pennor's. Contact: bmouvement@hotmail.com

## Mise en page

Élie Colistro

eliecolistro@gmail.com

## Rédaction

info@revuedeslivres.fr

01 45 41 23 33

## Inscription à la lettre d'information

électronique

liste@revuedeslivres.fr

## Abonnements RdL

31 rue Paul Fort, 75014 Paris

abos@revuedeslivres.fr

01 45 41 23 33

## Communication et relations presse

Germinal Pinalie

germinalpinalie@revuedeslivres.fr

06 64 78 37 92

## Publicité

pub@revuedeslivres.fr

## Diffusion et distribution en librairie

Belles Lettres Diffusion Distribution

www.blld.fr

## Conseil distribution-diffusion / ventes en ligne

KD Presse

www.kdpresse.com

14 rue des messageries, 75010 Paris

Tel: 01 42 46 02 20

Si vous voulez que votre marchand de journaux le plus proche soit approvisionné régulièrement en exemplaires de la *RdL* appelez le 01 42 46 02 20 ou envoyez un courriel à [contact@kdpresse.com](mailto:contact@kdpresse.com)

## Impression

Drukkerij Moderna

Schoebroekstraat 50

B-3583 Paal-Beringen

Belgique

N° Commission paritaire: 116 K 91129

N° ISSN: 2118-5700

Dépôt légal:

mars 2012

■ STATHIS KOUVELAKIS,

## Grèce : destruction programmée d'un pays

Entretien

p. 02

■ RAPHAËL KEMPF,

## Quand les socialistes libéraient la finance

– à propos de Rawi Abdelal, *Capital Rules*

p. 14

■ SCOTT MCLEEMEE, trad. C. Jaquet,

## Le nouvel assassinat de Léon Trotski

– à propos de Bertrand Patenaude, « Robert Service. *Trotsky: A Biography*; David North. *In Defense of Leon Trotsky* » (*The American Historical Review*)

p. 24

■ YVES CITTON ET SASKIA VALENTOWITZ,

## Pour une écologie des lignes

– à propos de Tim Ingold, *Une brève histoire des lignes ; The Perception of the Environment. Essays on Livelihood, Dwelling and Skill* ; et de *Being Alive. Essays on Movement, Knowledge and Description*

p. 28

■ YOLÈNE CHANET ET JOSÉPHINE GROSS,

## Et mes seins, tu les aimes ?

– à propos de Mona Chollet, *Beauté fatale*

p. 42

■ NADÈGE RAGARU

## Du balkanisme à l'histoire transnationale des Balkans ?

– à propos de Maria Todorova, *Imaginaire des Balkans*

p. 48

■ ALBAN LEFRANC,

## La singularité de Kafka

– à propos de Pascale Casanova, *Kafka en colère*

p. 54

## Le point sur

■ STÉPHANE HABER,

## Analyser le néolibéralisme aujourd'hui

p. 60

## Géographie de la critique

■ EDUARDO GUDYNAS, trad. N. Haeringer

## La Pacha Mama des Andes : plus qu'une conception de la nature

p. 68

## Le portrait

■ JÉRÔME DESQUILBET

ET CHARLOTTE NORDMANN,

## Ivan Illich

p. 74

## Expérimentations politiques

■ NAJATE ZOUGGARI

## La Case de Santé

p. 78

## À lire également sur [www.revuedeslivres.fr](http://www.revuedeslivres.fr)

■ CHRISTIAN LAVAL,

## Penser le néolibéralisme

Article publié dans *La Revue internationale des livres et des idées* (n° 2, 2007)

■ LAURENT LÉVY

## L'hégémonie néolibérale, considérée dans son discours

– à propos de Thierry Guilbert, *L'« évidence » du discours néolibéral* (Croquant, 2011)

■ MICHAEL LÖWY ET ROBERT SAYRE

## Réponse à Anselm Jappe

– à propos de Anselm Jappe, « Grandeurs et limites du romantisme révolutionnaire » (*RdL* n° 2)

■ KOSTAS CHRYSOGONOS, ANDRÉAS DIMITROPOULOS, GIORGOS KASSIMATIS, GIORGOS KATROUGALOS ET ELIAS NIKOLOPOULOS

## Déclaration sur le Mémorandum soumis au Parlement Grec

- Première déclaration votée par l'assemblée populaire de la place Syntagma, Athènes, le 25 mai 2011

- Décision de l'assemblée populaire de la place Syntagma suite à la proposition de la commission thématique Travailleurs-Chômeurs, Athènes, 8 juin 2011

## Iconographie: Société réaliste

## Remerciements

Jean-Baptiste Boyer (éditions EHESS), Jérôme Carassou (Non Lieu), Nicolas Haeringer, Julienne Flory (Mouvements), Christophe Jaquet, Le Seuil, les camarades de La Poste Paris-Brune.

## La *RdL* n° 5 sera en kiosque le mercredi 2 mai 2012 et en librairie le vendredi 18 mai 2012.

Vous souhaitez devenir contributeur et nous faire parvenir un article ou un projet d'article ? Écrivez-nous à l'adresse [info@revuedeslivres.fr](mailto:info@revuedeslivres.fr)

Suivez-nous sur  
Facebook et Twitter  
([revuedeslivres](http://revuedeslivres.fr))

# GRÈCE : DESTRUCTION PROGRAMMÉE D'UN PAYS

ENTRETIEN AVEC **STATHIS KOUVÉLAKIS**

Une machine de guerre travaille aujourd'hui à détruire la Grèce. « *Il s'agit, nous dit Stathis Kouvélakis, de jeter les bases d'une gigantesque opération d'« accumulation par dépossession », d'installer à l'intérieur même d'un pays de l'eurozone un modèle d'accumulation expérimenté jusqu'à présent dans le Sud et les pays est-européens.* » Voici venu, autrement dit, le temps d'un déploiement direct, à l'intérieur de l'espace défini par l'Union européenne, de la stratégie du choc décrite par Naomi Klein, autrefois réservée aux pays de la périphérie. Comment comprendre le mécanisme de cette machine de guerre ? Quels possibles politiques ouvre la crise sans précédent qui en résulte ? C'est à ces questions que l'entretien qui suit s'efforce d'apporter des éléments de réponse.

**Stathis Kouvélakis**, enseignant en philosophie politique au King's College de l'université de Londres, est membre du comité de rédaction de la revue *Contretemps*. Il est l'auteur de *La France en révolte. Luites sociales et cycles politiques* (2007) et de *Planète Marx* (à paraître en mars 2012).

*RdL : Les mesures d'« austérité » (sinistre euphémisme !) imposées par la troïka formée par l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, et adoptées par le parlement grec, ne peuvent avoir pour effet que de « casser » la société grecque. Un observateur naïf de cette entreprise de casse ne peut être que dubitatif. Il ne s'agit à l'évidence pas de remettre la Grèce sur de bons rails. Pourquoi alors cet acharnement ? Pourquoi faut-il détruire la Grèce ? Quel intérêt, quelle logique conduit à écarter toute alternative à la destruction de la Grèce ? Il est difficile de comprendre, à première vue, ce qui peut motiver l'Union européenne et les forces au pouvoir en Grèce.*

**Stathis Kouvélakis :** On peut bien sûr répondre à cette question en invoquant les intérêts des classes dominantes, grecques et européennes, en disant qu'il s'agit de faire payer la crise aux travailleurs, mais une telle réponse, sans être fausse, reste trop générale et ne parvient pas à saisir l'enjeu de la situation, ce qui en fait la spécificité et la distingue d'autres conjonctures de crise capitaliste. Essayons donc de comprendre de façon un peu plus précise la logique de ce qui est mis en œuvre en Grèce, et qui, comme tu le dis à juste titre, va bien au delà de la simple adoption de mesures d'austérité.

Tout d'abord, il y a la question de la dette souveraine, dans laquelle s'est cristallisée la deuxième phase de la crise qui a débuté en 2007, qui concerne la quasi-totalité des pays développés mais qui a pris en Grèce une forme paroxystique. Pourquoi ? D'une part parce que le capitalisme grec est plus fragile que d'autres et que, à l'instar des autres pays de la périphérie de l'eurozone (Portugal, Irlande, Espagne: les fameux « PIGS »), il a été particulièrement affecté par la perte de compétitivité qui découle du fonctionnement même de la monnaie unique. Nul hasard si tous ces pays présentés comme des modèles jusqu'à une date récente ont connu une croissance en trompe l'œil dans les années qui ont précédé la crise actuelle, une croissance qui reposait sur des

secteurs relativement protégés de la concurrence externe, basée sur des « bulles » (immobilière en Espagne, bancaire en Irlande, de la consommation en Grèce), toutes financées par le crédit bon marché que l'euro rendait possible en même temps qu'il creusait les déficits commerciaux et de la balance des paiements de ces pays, au profit pour l'essentiel de l'Allemagne et, plus largement, du secteur bancaire et de la finance européenne. Ce modèle de croissance n'était évidemment pas soutenable, il a ravagé la base productive de tous ces pays, base non seulement industrielle, mais aussi agricole (je pense ici notamment au saccage de l'agriculture grecque), et il engendre des dégâts environnementaux et sociaux considérables. Avant même la crise, la Grèce occupait ainsi, dans le classement de l'OCDE de 1997, le troisième rang pour les inégalités, derrière seulement le Mexique et la Nouvelle Zélande. Rappelons ici la révolte de la jeunesse grecque, rejointe par d'autres « perdants » de la société grecque (précaires, chômeurs, travailleurs immigrés), en décembre 2008. Cette révolte a jeté une lumière crue sur l'exaspération d'une jeunesse frappée, déjà, par un chômage important et une précarisation galopante, une jeunesse écœurée par un système politique corrompu et par la banalisation de la brutalité policière.

Par ailleurs, s'il est exact de dire que l'État grec est plus fragile et inepte que la moyenne des États ouest-européens, ce n'est pas pour les raisons habituellement invoquées. Loin d'être hypertrophié, le secteur public en Grèce est en-deçà de la moyenne européenne, et la chose est plus marquée encore s'agissant de la fonction publique au sens strict. Il en va de même du niveau de la dépense publique. En réalité, l'État grec souffre bien plutôt de son incapacité structurelle à institutionnaliser, après la guerre civile de 1946-1949, des compromis sociaux avec les couches populaires. Ce n'est que dans les années 1980 qu'un État social limité s'est mis en place. Il en résulte d'un côté le clientélisme, de l'autre une privatisation « par le haut » de l'État,

WHITE HOUSE ROOF GREY, WASHINGTON D.C.

THEY WILL  
COME ON  
EARTH  
UNARMED.

par la collusion incestueuse entre élites politiques et fractions du capital, ou capitalistes individuels. Le système d'exemption fiscale, légale ou simplement tolérée, était au cœur de ce deal. De là un problème chronique de financement de l'État, dû à une insuffisance de recettes, qui renvoie elle-même à l'étroitesse de l'assiette fiscale.

Tordons ici le coup à un mythe : les salariés en Grèce, aussi bien du public que du privé, ont toujours payé leurs impôts, et le niveau de l'imposition indirecte, particulièrement injuste, on le sait, est l'un des plus élevés d'Europe. L'exemption et l'évasion fiscales – contrairement à ce qu'on laisse souvent entendre, c'est la première qui constitue l'essentiel du problème – ont toujours été l'apanage du capital, non seulement du grand, mais aussi des couches de la petite-bourgeoisie non-salariée, dont le poids demeure important dans la société grecque, avec environ un tiers de la population active si l'on inclut la paysannerie. Ainsi, sont légalement exemptés d'impôts aussi bien les agriculteurs que les armateurs, tandis que l'État ferme les yeux sur l'évasion fiscale systématique des professions indépendantes et de la petite entreprise familiale. Quant aux impôts sur les sociétés, déjà faible, il a drastiquement diminué avec les politiques néolibérales poursuivies avec acharnement depuis le milieu des années 1990.

C'est donc tout ce modèle socio-économique qui s'effondre sous l'effet de la dernière tornade.

*RdL* : Bien, mais confrontés à cette réalité, quels ont été les choix du gouvernement grec et de l'Union européenne, et pourquoi celle-ci apparaît-elle d'emblée, dès le début de la crise, comme un acteur déterminant de la stratégie poursuivie ?

*S.K.* : Les choix effectués, inscrits dans le marbre du premier mémorandum (mai 2010), visaient tout d'abord à préserver coûte que coûte les intérêts des banques franco-allemandes, détentrices principales des titres de la dette grecque, tout particulièrement au début de la crise (la BCE en a récupéré depuis une bonne partie, à un coût réduit, en se fournissant sur le marché secondaire). Plus généralement, il s'agissait de préserver les intérêts du secteur financier, qui constitue l'épicentre de la crise actuelle et qui a le plus à perdre à toute situation d'insolvabilité des pays endettés. Il est en effet essentiel de comprendre à quel point le projet de l'euro est lié à la financiarisation du capitalisme européen : une monnaie forte, qui a réussi à devenir une monnaie de réserve au niveau mondial, en compétition avec le dollar et le yen, est un atout décisif pour l'expansion de la finance mais aussi de l'industrie, des entreprises tournées vers l'internationalisation de leur activité. L'euro a

été un atout essentiel pour l'expansion du secteur bancaire dans l'ensemble de l'eurozone, y compris en Grèce, notamment en faisant baisser le coût du crédit mais aussi en creusant les écarts de compétitivité, donc les besoins de financement des États et des particuliers (la dette privée a également explosé en Grèce, moins qu'ailleurs toutefois).

La gestion de la dette souveraine grecque est donc d'emblée un problème européen, qui touche au cœur même du fonctionnement de l'eurozone et des effets de polarisation que l'euro induit, effets que la crise actuelle vient brusquement à la fois révéler et amplifier. L'UE, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) – la fameuse «troïka» avec laquelle le gouvernement grec a signé depuis mai 2010 les mémorandums successifs – se sont obstinés à gérer le dossier dans l'intérêt exclusif des banques européennes, refusant jusqu'en juillet dernier toute discussion sur l'annulation, même partielle, d'une dette dont on savait pertinemment que, quel que soit le cas de figure, elle était impayable dans sa majeure partie. Les fameux plans de prétendue «aide à la Grèce» – qui ne sont que des prêts garantis, accordés à des taux d'intérêt salés, et nullement de l'argent frais – ne visent qu'à assurer le remboursement de la dette, dont la charge a atteint un niveau exorbitant, qui ne cesse de croître. Le but est donc de couper sauvagement dans les dépenses publiques pour arriver à dégager des excédents budgétaires, qui servent par la suite à payer les titres de la dette parvenus à échéance. Ces plans sont dans la stricte continuité

des cadeaux faits au secteur bancaire et financier depuis le début de la crise, à ceci près qu'ils fonctionnent comme un mécanisme prédateur, assurant un prélèvement et un transfert externe réguliers de richesse, à l'encontre d'un pays déterminé.

Mais l'ambition de la thérapie de choc administrée à la Grèce, comme à tout les pays qui ont subi par le passé de tels «plans d'ajustement structurel», va au-delà. Il vise à «remédier» au problème dit «structurel» de compétitivité, en imposant une «dévaluation interne», c'est-à-dire une baisse brutale relativement uniforme des salaires et (théoriquement) des prix. Dans les pays du Sud, où le FMI était seul aux manettes, cette baisse s'effectuait par un arbitrage entre baisse du «coût du travail», c'est-à-dire des salaires, et dévaluation de la monnaie nationale, qui permet de faire baisser les prix à l'exportation. Or cette deuxième option était impossible dans le cas de la Grèce, puisque celle-ci fait partie de l'eurozone. La totalité de la pression se reporte donc sur les salaires. À cette baisse des salaires directs, qui s'ajoute aux coupes de la dépense publique déjà mentionnées, vient également se combiner une politique de privatisation massive, qui vise essentiellement à «ouvrir» le pays aux «investisseurs étrangers», en réalité à offrir à vil prix au capital des créneaux à profitabilité garantie, notamment, pour prendre le cas de la Grèce, très représentatif, dans les infrastructures (ports, aéroports, autoroutes), les services publics (eau, électricité, énergies renouvelables), le foncier (patrimoine immobilier public, plages

## EXTRAIT LES FORCES POLITIQUES ET SYNDICALES EN GRÈCE

Les dernières élections législatives ont eu lieu en octobre 2009. Le **PASOK** (socialistes) en est sorti vainqueur avec 44 % des voix, l'un de ses meilleurs résultats depuis les années 1990, et 160 sièges sur les 300 que compte le Parlement.

La **Nouvelle Démocratie** (droite) a obtenu 33,4 % des voix, le plus mauvais résultat de son histoire. Avec 5,6 %, l'extrême droite du **LAOS** (Rassemblement populaire orthodoxe) a sensiblement progressé depuis les élections précédentes (+ 1,8 %).

**Les écologistes**, qui affichent un profil «centre-gauche moderne», social-libéral sur les questions économiques, ont obtenu 2,53 %.

À gauche du PASOK, le Parti communiste (**KKE**) a obtenu 7,6 %, et la Coalition de la gauche radicale (**Syriza**) 4,6 %, en recul de 0,4 % sur les résultats de 2007. Syriza regroupe une dizaine de

composantes (qui vont du maoïsme au trotskisme en passant par des sensibilités «mouvementistes») dont la principale est **Synaspismos** (Coalition de gauche), issue de deux scissions successives du **KKE** (1968 et 1991). L'extrême gauche a présenté trois listes, totalisant 0,7 %. La principale composante, **Antarsya** (0,36 %), est un regroupement d'une dizaine d'organisations.

Actuellement, les sondages font apparaître une défiance de l'électorat vis-à-vis des partis politiques, un tiers environ des personnes interrogées refusant d'indiquer une préférence, et un effondrement du PASOK, ainsi qu'une érosion sensible des deux autres partis qui ont intégré le gouvernement de Papademos. Sur la base de projections effectuées à partir des réponses données par les personnes indiquant un choix, la fourchette des estimations est de 8 à 12 % pour le PASOK, de 26 à 28 % pour la ND et de 4 à 5 %

pour le LAOS, auxquels il convient d'ajouter les 2 à 3 % dont est habituellement créditée l'organisation néonazie Aurore dorée (qui a obtenu 5 % à Athènes aux municipales de 2010).

Les petites formations de centre-gauche sont créditées de 3 à 4 % pour les écologistes et de 15 à 18 % pour la **Gauche démocratique**, créée par des dissidents de Synaspismos qu'ils accusent de «dérive gauchiste». Syriza est estimé entre 12 et 14 %, le KKE de 13 à 14 % et Antarsya autour de 1%. Sur la base de ces estimations, aucun parti n'obtiendrait de majorité en sièges au Parlement.

Le mouvement syndical est composé de deux confédérations regroupant l'ensemble des sensibilités politiques. Jusqu'à la crise, et depuis plusieurs décennies, le PASOK était majoritaire tant dans la confédération du secteur privé et nationalisé (**GSEE**) que dans celle des fonctionnaires (**ADEDY**).

et zones côtières). Il s'agit en fait de jeter les bases d'une gigantesque opération d'« accumulation par dépossession », pour reprendre une notion-clé de David Harvey, d'installer à l'intérieur même d'un pays de l'eurozone un modèle d'accumulation expérimenté jusqu'à présent dans le Sud et les pays est-européens.

Voilà en quoi la Grèce est un véritable laboratoire, qui met en jeu l'ensemble des contradictions motrices de la crise actuelle du système, et qui sert de test aux stratégies des classes dominantes. On voit aussi que dans ce processus les rapports de domination et les effets de polarisation entre capitalismes nationaux sont essentiels. Quant au mécanisme politique qui condense leur expression et assure la coordination et la mise en œuvre des choix stratégiques qui en découlent, il s'agit de l'Union européenne.

*RdL: La « stratégie du choc » imposée à la Grèce -- pour reprendre l'expression popularisée par Naomi Klein -- a déjà eu un effet dévastateur sur la société.*

*Quel est le lot quotidien, quelles sont les conditions de vie de la majorité des Grecs aujourd'hui ?*

**S.K.:** On peut parler d'un cataclysme social qui n'a aucun précédent en Europe occidentale depuis la dernière guerre, mais qui rappelle, bien entendu, ce qu'ont vécu des pays d'Amérique latine, on pense notamment à l'Argentine, ou d'Europe de l'Est après la chute du « socialisme réel ». Mais le point de départ de la Grèce est différent ; l'Athènes de 2008 était certainement plus semblable à une ville ouest-européenne quelconque de taille comparable qu'à la Moscou des années 1980 ou à la Buenos Aires de 2000. Ce désastre est le résultat d'un triple processus : la perte de revenu, la déliquescence des services publics et, plus généralement, de l'État, l'explosion du chômage. Les salariés du secteur public ont vu leur salaire nominal diminuer d'environ un tiers ; dans le privé, des baisses de salaire « sauvages » ont été effectuées, à la faveur de la remise en cause des conventions collectives ; les retraites, déjà très faibles (la moyenne

## CHRONOLOGIE DE LA CRISE GRECQUE

### 2008

6 décembre : Alexis Grigoropoulos, lycéen de 16 ans, est assassiné par deux policiers dans le centre d'Athènes. Pendant les deux semaines qui suivent, le pays est secoué par des manifestations et des émeutes massives de la jeunesse.

### 2009

4 octobre : Élections législatives anticipées, large victoire du PASOK, qui fait campagne sur le refus des mesures d'austérité préconisées par le gouvernement de droite.

### 2010

23 Avril : Le premier ministre Georges Papandréou annonce le recours de la Grèce auprès de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI (la « Troïka ») en vue d'assurer le refinancement de sa dette publique.

5 mai : Le Parlement approuve (par les voix du PASOK et du LAOS) le premier mémorandum signé entre le gouvernement grec et la Troïka. Le même jour, grève générale et manifestations massives. À Athènes, des groupes de manifestants attaquent le Parlement. Trois employés de la banque Marfin meurent lors de l'incendie de leur agence causé par l'action d'individus cagoulés et non-identifiés issus des groupes du Black Bloc.

### 2011

25 mai : Suite à un appel lancé sur Facebook par le groupe Realdemocracy, des dizaines de milliers affluent sur la place Syntagma à Athènes, en face du Parlement. Début du « mouvement des places ». Les rassemblements sont quotidiens, s'étendent aux principales villes, avec des « temps forts » les mercredis et dimanches.

5 juin : Gigantesques rassemblements dans tout le pays, plus de 300 000 à Athènes.

15 juin : Grève générale et manifestations massives à Athènes. Jonction entre « mouvement des places » et cortèges syndicaux. George Papandréou tente pour quelques heures, sans succès, d'entraîner la Nouvelle Démocratie et le LAOS dans un gouvernement d'« entente nationale ».

28-29 juin : Grève générale et manifestations, moins massives que celles du 15, mais réprimées avec une extrême brutalité par la police. Vote par le parlement du paquet d'austérité dit « de mi-parcours » (du mémorandum signé avec la Troïka). Reflux du « mouvement des places ».

19 octobre : Grève générale historique et manifestations gigantesques dans tout le pays. Le lendemain le Parlement est assiégé par les cortèges du Parti communiste (KKE), rejoints par d'autres forces de gauche et du mouvement social. Le

service d'ordre et le cortège du KKE sont violemment attaqués par des fractions du Black Bloc.

28 octobre : Les commémorations à l'occasion de la fête nationale tournent à l'émeute. Le gouvernement Papandréou perd le contrôle de la situation.

31 octobre : George Papandréou annonce un référendum sur l'accord conclu lors du sommet européen du 26-27 octobre. Humilié par les dirigeants européens à Cannes, le 3 novembre, il modifie sa proposition, puis l'abandonne. Dans les jours qui suivent, intenses tractations pour la formation d'un gouvernement d'« entente nationale ».

11 novembre : Lucas Papadémos, ancien gouverneur de la banque de Grèce, devient premier ministre, à la tête d'un gouvernement composé du PASOK, de la Nouvelle Démocratie et, pour la première fois, de l'extrême-droite du LAOS.

### 2012

11 et 12 février : le Parlement approuve le Mémorandum 2. Le LAOS quitte le gouvernement Papadémos. Grève générale et rassemblements massifs dans tout le pays. À Athènes, des centaines de milliers de manifestants subissent la répression policière. Scènes d'émeutes, les plus violentes depuis décembre 2008.



était inférieure à mille euros) ont également été amputées dans des proportions similaires. Le seul garde-fou était le salaire minimum, mais le mémorandum imposé par la troïka, qui vient d'être voté par le parlement grec, prévoit de le baisser de 22 %, le ramenant à 580 euros, avec une baisse supplémentaire de 10 % pour les salariés de moins de 25 ans, soit un niveau d'à peine plus de 500 euros, tout cela dans un pays dont le niveau de prix, qui n'a connu aucune baisse, est comparable à celui de la France (à l'exception des loyers). Il faut également ajouter que, dans près de la moitié des entreprises du secteur privé, on constate des retards de salaires d'environ trois mois.

La déliquescence des services publics est frappante : hôpitaux dévastés, dépourvus de médicaments de base, de matériel pour les blocs opératoires, où les patients s'entassent, dont certains sont exclus car ils ne peuvent pas payer le ticket modérateur de cinq euros qui a été instauré. L'étude publiée dans la revue de référence *The Lancet* par une équipe de chercheurs coordonnée par Alexandros Kentelenis parle d'une catastrophe sanitaire inédite dans l'Europe de l'après guerre. Les manuels scolaires, fournis à titre gratuit par le ministère, n'ont pas été distribués cette année, et des centaines d'établissement scolaires ont cessé d'exister, obligés de « fusionner » avec d'autres.

Les services de base de l'administration ont cessé de fonctionner normalement. Même l'armée, qui continue à absorber une part monstrueuse du budget de l'État, est touchée. La population a complètement intériorisé l'idée qu'elle vit dans un pays où plus rien ne fonctionne vraiment.

Quant au chômage, il constitue l'indicateur le plus fidèle de l'ampleur de l'effondrement économique. Les chiffres de novembre dernier montrent qu'il a dépassé le million, soit plus de 21 % de la population active – et il s'agit là du chiffre officiel, notoirement sous-évalué. L'institut d'étude de la confédération des syndicats grecs l'évaluait à environ 25 % en 2010. Ces chiffres terrifiants traduisent l'ampleur de l'effondrement de l'économie. La diminution cumulée du PIB depuis le début de la crise atteint 16 %. C'est une Grande Dépression comparable à celle des années 1930. À l'époque, d'ailleurs, seuls deux pays avaient, brièvement, connu un recul supérieur à 20 % de leur PIB, l'Allemagne et les États-Unis.

L'explosion du chômage constitue à présent le principal facteur de la paupérisation galopante. Selon les statistiques officielles, près de 30 % de la population a déjà basculé en-dessous du seuil de pauvreté. Dans un nombre croissant d'établissements scolaires les enseignants demandent aux parents ou aux organisations caritatives de leur

ZHONGNANHAI PANEL BLUE, BEIJING

THEIR BRAIN  
WILL BE  
THEIR ONLY  
WEAPON.

fournir de la nourriture parce que les enfants s'évanouissent en salle de classe.

La population revit le cauchemar d'un passé encore gravé dans les mémoires. Je rappelle qu'en 1941, sous l'occupation italienne, environ un Athénien sur dix est mort de faim et de malnutrition, et on peut dire que pour la majorité des Grecs, dans les campagnes et les classes populaires des villes, l'expérience des privations a duré jusqu'à la fin des années 1960. Ce n'est pas le seul aspect insoutenable de ce passé qui ressurgit, fût-ce sous une forme différente : les jeunes, maintenant diplômés et, pour la plupart multilingues, ont repris en masse le chemin de l'émigration. Les chiffres de l'organisme de l'UE qui gère la mobilité professionnelle au sein de l'UE fait état de plus de 80 000 demandes pour 2011, et il ne s'agit que de la partie visible de l'iceberg.

D'une façon générale, je suis bouleversé, à chaque fois que je rentre à Athènes, ma ville natale, par la transformation qui s'opère, et par son rythme : plus d'un commerce sur trois a mis les clés sous la porte, quel que soit le quartier ; les rues sont sombres ; des zones naguère animées sont la plupart du temps vides ; les sans-abri, phénomène entièrement inconnu jusqu'à présent (si l'on excepte la partie la plus fragilisée des migrants), envahissent l'espace public ; le commerce de la

drogue et la criminalité explosent, la prostitution s'étend dans des endroits insoupçonnés. Les zones où se concentrent les travailleurs immigrés tendent d'une part à se ghettoïser, de l'autre à se vider de leur population car les immigrés repartent en masse dans leurs pays d'origine. C'est un paysage urbain qui se rapproche de plus en plus de celui des villes sinistrées du grand Sud.

La violence qui s'exprime de façon de plus en plus claire dans les actions collectives, mais aussi sous la forme de la criminalité et de la délinquance, n'est que la réaction à cette immense violence systémique que la population subit depuis près de deux ans.

*RdL: Beaucoup de Grecs se sont impliqués dans de grands mouvements de protestation. Peux-tu nous parler un peu de la dynamique de ces mobilisations ? Quelle est leur ampleur ? Qui y participe ? Quelles sont les formes de résistance et de protestation mises en œuvre par les Grecs ? Et quelle est la place des organisations (politiques, syndicales, associatives) dans ces mobilisations ?*

*S.K:* Je commencerai par une esquisse de mise en perspective historique. La Grèce a une longue histoire de rébellion, de soulèvement populaire et de révolution. De façon caractéristique, les Grecs ont toujours appelé leur guerre d'indépendance

---

*cette dimension nationale, très forte depuis le « mouvement des places » du printemps dernier et la mise à l'honneur du drapeau grec dans tous les rassemblements populaires, n'est en rien nationaliste : sur ces mêmes places, on a vu flotter en nombre des drapeaux égyptiens, tunisiens, espagnols ou argentins, en référence aux mouvements présents ou passés dans ces pays.*

---

« la Révolution de 1821 ». Dans son *Ère des révolutions*, Hobsbawm souligne que les Balkans, et plus particulièrement la Grèce, sont la seule aire européenne où la tradition jacobine a trouvé une véritable base populaire, dans la rencontre entre les masses paysannes et les cadres intellectuels tournés vers la France. Ce fil rouge de l'histoire grecque moderne a culminé dans les années 1940, la grande décennie révolutionnaire avortée du combat antifasciste et de la guerre civile, et il a resurgi dans la lutte contre la dictature des colonels, avec l'insurrection étudiante et ouvrière de novembre 1973, dite « de l'école Polytechnique ».

Ce ne sont pas là simplement des questions d'histoire : le slogan principal dans les manifestations des derniers mois est une reprise de celui de 1973 : « *Pain, Éducation, Liberté* » (le terme grec pour « éducation » est *paideia*, l'équivalent de la *Bildung* allemande, qui désigne à la fois l'éducation, la culture et la conscience citoyenne). L'autre mot d'ordre fait également référence à la période des colonels : « *La junte ne s'est pas terminée en 1973, c'est nous qui l'achèverons sur cette place.* » Il faut également mentionner ce qui s'est passé le 28 octobre dernier, lors de la fête nationale commémorant le « non » de la Grèce à Mussolini en 1940. Dans des dizaines de villes, la foule a envahi la chaussée, empêchant notamment la tenue du défilé militaire à Thessalonique, elle a chassé tous les représentants de l'État des tribunes officielles, et elle a manifesté en chantant l'hymne national et des chants de la Résistance et de la lutte contre la dictature.

Il ne s'agit pas d'une question d'histoire : cette expérience montre que la réappropriation de ce passé est une condition pour une subjectivation politique de masse au présent. C'est précisément cette subjectivation que visait à entraver les stéréotypes orientalistes et racisants diffusés par une grande partie des médias étrangers, complaisamment repris par les médias et les politiciens grecs, qui présentent les Grecs comme un peuple de fainéants et de tricheurs, vivant aux crochets des vertueux « vrais » Européens, ceux du Nord bien évidemment. J'y vois pour ma part une confirmation de la vision gramscienne des luttes des groupes dominés, qui doivent prendre la forme d'une lutte « nationale et populaire » pour briser la situation de subalternité et prétendre à l'hégémonie, à la direction de la société, à travers la constitution d'un nouveau « bloc historique ». Je précise également que cette dimension nationale, très forte depuis le « mouvement des places » du printemps dernier et la mise à l'honneur du drapeau grec dans tous les rassemblements populaires, n'est en rien nationaliste : sur ces mêmes places, on a vu flotter en nombre des drapeaux égyptiens, tunisiens, espagnols ou argentins, en référence aux mouvements présents ou passés dans ces pays.

Venons-en à présent au cycle de mobilisations qui se déroule depuis un an et demi environ et qui

constitue, à mon sens, l'expérience la plus avancée du conflit de masse qu'une société européenne ait connu depuis les années 1970. Nous pouvons distinguer trois étapes principales, chacune structurée par un temps fort, suivie par une période plus ou moins lente de décrue apparente mais aussi de mouvements moléculaires qui travaillent la société de façon souterraine et dont l'impact apparaît au grand jour lors de l'étape suivante.

La première phase débute lorsqu'il a s'agi de voter le premier mémorandum et elle culmine le jour même du vote, le 5 mai 2010, avec une journée de grève générale. Les manifestations sont énormes, notamment à Athènes, où le parlement est attaqué par de nombreux cortèges, dont certains provenaient même des rangs du parti communiste. L'acteur principal de ce mouvement est le mouvement syndical, appuyé par les partis de la gauche radicale. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il est possible de réitérer l'exploit de 2001, lorsqu'une journée de grève générale, accompagnée de gigantesques cortèges, avait contraint le gouvernement du socialiste « modernisateur » Costas Simitis à retirer son projet de réforme de retraites – cas unique à ma connaissance en Europe. C'est un échec cuisant, d'une part parce que la mort de trois employés de la banque Marfin dans l'incendie de leur agence, provoqué, semble-t-il, par des activistes de la mouvance Black Bloc, a causé un traumatisme dans le mouvement et permis aux médias et au gouvernement de se déchaîner. Mais aussi parce qu'il devenait évident que l'attaque était d'une tout autre ampleur, voire même d'une autre nature, qu'un simple projet de réforme ou un conflit sectoriel. Il s'agissait d'une remise en cause radicale des fondements mêmes du « pacte social », qui n'épargnerait aucune sphère d'activité économique, sociale ou politique. Et dans cette attaque, c'était l'État qui se trouvait aux premières loges, un État placé toutefois sous la tutelle de plus en plus affirmée de l'UE. D'où le caractère d'emblée politique du conflit et du terrain sur lequel celui-ci était appelé à se déployer. Pour le dire autrement, dès le vote du mémorandum signé entre le gouvernement grec et la troïka UE-BCE-FMI, avec tous ces mécanismes de verrouillage institutionnel des choix effectués, il était clair que, pour annuler une seule de ces mesures, c'était à l'ensemble qu'il fallait s'attaquer, et que s'attaquer à l'ensemble équivalait à demander le départ du gouvernement et son remplacement par autre chose. Or c'est là justement le problème. Sans même parler des faiblesses de fond du mouvement syndical (bureaucratisme, contrôle exercé par l'appareil du PASOK sur la plupart des grandes fédérations, corruption des sommets, faible implantation dans les petites entreprises du privé et extériorité par rapport au précaire), ce qui est toute de suite apparu, c'est que la gauche radicale n'avait pas d'alternative à proposer. Il faudra revenir sur ce point, en fin de compte déterminant, mais il faut souligner à quel

point il marque une limite sur laquelle sont venus buter toutes les vagues successives de mobilisation.

Ce qui suit cette première phase est une période intermédiaire assez longue, de septembre 2010 au printemps 2011, pendant laquelle les quelques journées de grève générale et les appels à de grandes manifestations ne rencontrent qu'un succès modéré. En plus des facteurs subjectifs mentionnés auparavant, il faut bien sûr prendre en compte l'impact de la montée foudroyante du chômage, le climat de peur qui règne dans les entreprises – qui n'épargne pas le secteur public lui aussi concerné par les licenciements –, ainsi que le coût des retenues sur le salaire lorsque celui-ci est à ce point amputé et que les possibilités de gain de l'action envisagée apparaissent pour le moins aléatoires. Ce qui se développe dans cette phase, ce sont donc surtout les initiatives et les campagnes locales, centrées sur le refus de payer certains prélèvements ou taxes (les péages d'autoroutes privatisées, qui touchent même les habitants de la grande banlieue d'Athènes) ou encore la dégradation et la fermeture des services publics (écoles, hôpitaux). Parfois, il s'agit simplement de créer de l'entraide et d'enrayer autant que possible la destruction du tissu social, de la vie de quartier, et d'empêcher l'installation d'un climat de « guerre de tous contre tous » ouvertement propagé par le gouvernement et les grands médias. En règle générale, ce sont des noyaux militants locaux qui prennent ce type d'initiative, à la limite du caritatif parfois. Des anarchistes d'Exarcheia ou des militants communistes de la banlieue ouvrière du Pirée m'ont par exemple raconté comment ils sont allés voir le pope du coin – l'équivalent du curé pour l'Église orthodoxe – afin d'obtenir de la nourriture pour les personnes en détresse et pour les enfants des écoles. Ces initiatives se sont enracinées, partiellement structurées à l'échelle régionale et nationale autour du réseau « Je ne paie pas ». Elles ont joué un rôle essentiel dans toutes les mobilisations de masse qui ont suivi. Elles ont pris une nouvelle vigueur avec la lutte contre les nouvelles taxes, votées en septembre dernier, notamment celles, tout à fait exorbitantes, sur le foncier, intégrée dans les factures d'électricité – que 40 % des ménages n'ont pas pu régler, ou ont refusé de régler –, au risque de voir plus de la moitié de la population privée de courant.

La deuxième phase est incontestablement celle du « mouvement des places » (et nullement, dans le cas de la Grèce, des « indignés », nom que lui ont accolé les médias) de mai-juin 2011. L'idée était dans l'air depuis le mois de mars, elle avait été diffusée dans les manifestations et la blogosphère, mais l'étincelle est finalement venue d'un appel circulant sur Facebook. Son épiscentre était la place Syntagma, la place de la Constitution à Athènes, en face du parlement, même si elle a essaimé dans la plupart des centres urbains. Bien sûr, les « printemps arabes » et les « indignés » espagnols ont stimulé l'imaginaire, mais il faut se méfier des

transpositions. Le mouvement grec n'était pas particulièrement juvénile ou marqué en termes générationnels. Son trait le plus frappant était que des centaines de milliers de personnes qui n'avaient auparavant jamais participé à un rassemblement, une manifestation ou une grève sont descendues dans la rue. Il s'agissait pour la plupart d'électeurs en colère du PASOK ou de la droite, venant de la petite-bourgeoisie frappée par la paupérisation ou des couches populaires peu politisées, en général fidèles au PASOK. Dépourvues de toute culture de l'action collective, étrangères à la tradition de la gauche radicale et du mouvement ouvrier, ces foules ont en général brandi le drapeau national et crié, parfois avec des slogans sortis des stades de foot, leur dégoût de la classe politique au pouvoir ces dernières décennies, la seule qu'elles sont capables d'identifier, classe politique à laquelle elles avaient longtemps confié le soin de les représenter.

Bien sûr, il n'y avait pas que cela. Ce que l'on a appelé la « partie basse » de la place Syntagma est rapidement devenu le rendez-vous des militants, en général assez jeunes, de la gauche radicale (à l'exception du PC) et d'une partie des mouvances libertaires, dans une ambiance qui rappelait beaucoup celle des Forums sociaux, avec la centralité des AG et la manie des procédures, et bon nombre des travers qui en découlent, notamment les discussions jusqu'au petit matin et le fait que les militants politiques, qui ont presque immédiatement pris le contrôle de la chose, se présentaient toujours comme de simples particuliers. Les mouvances militantes radicales à l'échelle internationale se sont focalisées sur cet aspect du mouvement, qui a certes joué un rôle significatif, par exemple en expulsant les groupes d'extrême-droite qui ont tenté de détourner les rassemblements, mais le phénomène est resté limité : l'AG de la place Syntagma n'a jamais rassemblé plus de 3 000 personnes, alors que les rassemblements du 7 et du 12 juin ont compté près d'un demi-million de personnes. Et surtout, ces AG autogérées n'ont jamais réussi à fonctionner comme un véritable centre organisateur du mouvement, leur décisions, aux objectifs souvent très ambitieux (organiser le blocage du parlement par exemple), sont restées lettres mortes, en l'absence de forces significatives pour les mettre en œuvre.

La clé du succès de ce « mouvement des places » se trouve à mon sens dans le fait qu'il a réussi d'une part à combiner la masse inorganisée de départ aux fractions politiques et syndicales les plus significatives (une fois de plus : à l'exception du PC), ainsi qu'aux réseaux d'initiatives locales et sectorielles dont j'ai parlé auparavant, et, d'autre part, à se donner un objectif clair et concret : empêcher le vote par le parlement d'un paquet supplémentaire de mesures d'« austérité », initialement prévu à la mi-juin, puis reporté à la fin du mois. L'objectif ne fût pas atteint, et il ne pouvait pas l'être, mais on peut dire que l'acquis essentiel reste dans la jonction qui

---

*Bien sûr, les « printemps arabes » et les « indignés » espagnols ont stimulé l'imaginaire, mais il faut se méfier des transpositions. Le mouvement grec n'était pas particulièrement juvénile ou marqué en termes générationnels.*

---



s'est opérée le 15 et le 16 juin avec les syndicats, lors de la grève générale massivement suivie, et qui a débouché sur des cortèges imposants, qui ont fait vaciller le gouvernement Papandréou, démissionnaire de fait pendant quelques heures.

On peut donc dire que, à partir du mouvement des places, la crise se transforme en crise du système politique et même en crise de l'État, « crise organique » dirait Gramsci, au sens où les bases mêmes du consentement sont atteintes et où de larges masses jusqu'alors passives se mettent en mouvement et se détachent de leur formes antérieures de représentation. Cette crise a pris une ampleur nouvelle en octobre, avec les deux journées de la grève historique du 19 et 20 octobre, très certainement le mouvement social le plus important que le pays ait connu depuis la chute des colonels, grève elle-même encadrée par une multitude d'actions extrêmement dynamiques telles que l'occupation de dizaines de bâtiments publics, y compris de grands ministères. Tout cela prenait une forme quasi-insurrectionnelle, comme l'ont confirmé les événements du 28 octobre dont il a déjà été question. Le gouvernement Papandréou avait clairement perdu le contrôle de la situation, il a joué son va-tout avec l'idée d'un référendum, qui n'a fait qu'accélérer sa chute et la mise en place de l'actuel gouvernement d'« entente nationale » dirigé par le banquier Papadémos. Tout cela

bien sûr sans la moindre légitimité démocratique, et qui jette une lumière crue sur la mise sous tutelle du pays par l'UE, tout particulièrement par l'« axe franco-allemand », dans laquelle l'Allemagne et ses alliés stratégiques (Pays-Bas, Finlande, Autriche) tient le premier rôle.

à mon sens, du point de vue de la mobilisation populaire, on se trouve aujourd'hui dans un approfondissement de cette troisième phase. Le gouvernement Papadémos a semblé apporter un calme précaire pendant trois mois, essentiellement du fait de sa relative inaction. En réalité, derrière ce calme, la crise s'approfondissait. La désintégration du PASOK, autour des 10 % dans les sondages, s'est poursuivie. Moins visibles, les grèves se sont pour la première fois depuis le début de la crise étendues dans le secteur privé, grâce notamment à la dynamique de la lutte-phare des métallos des aciéries d'Elefsina, qui a eu retentissement significatif dans la zone industrielle tout entière, la plus importante du pays. Avec l'annonce du vote du nouveau mémorandum, encore plus dur que le précédent, les éléments étaient réunis pour l'explosion du 12 février.

*RdL: La situation est aujourd'hui particulièrement volatile, explosive. Le bloc au pouvoir semble prêt à tout. Y a-t-il un risque d'implosion complète du système politique grec? Quels sont les risques*

KANTEI FACADE GREEN, TOKYO

THEIR TRUTH  
WILL BE  
THEIR ONLY  
MOTIVE.

*d'une solution « autoritaire » à la crise, qui impliquerait l'armée et la police, le déploiement d'une violence armée ?*

**S.K.** : Le système politique grec a déjà implosé. Rien d'étonnant à cela du reste, aucun système politique fondé sur un régime parlementaire n'a survécu aux thérapies de choc. Dans le cas de la Grèce, une étape cruciale, sans doute décisive, de cette désintégration a été franchie lors du vote sur le second mémorandum, celui du 12 février. Une trentaine de députés du PASOK ont fait défection, notamment, pour la première fois, plusieurs figures de premier plan, ainsi qu'une vingtaine de députés de droite. En apportant son soutien au gouvernement, la Nouvelle Démocratie (droite) s'est grillée et, avec elle, disparaît le dernier facteur de stabilité possible. L'extrême-droite du LAOS, en baisse constante dans les sondages depuis sa participation au gouvernement Papadémou, s'était, quant à elle, déjà retirée de la coalition quelques jours avant le vote. Plus personne ne sait quelle est la configuration du parlement actuel, lequel a perdu ne serait-ce que l'ombre d'une légitimité. Les partis de la coalition droite-PASOK au pouvoir totalisent à peine plus de 30 % des intentions de vote. La gauche radicale est à plus de 25 %, mais très divisée entre la Coalition de la gauche radicale (Syriza) et le PC grec (KKE), combatif et dominant en tant

qu'organisation, mais d'un sectarisme néostalinien unique en Europe. Un parti minuscule, qui ne s'est jamais présenté aux élections, mais très avantagé par les médias, la Gauche démocratique, issue d'une récente scission droitiste de Syriza, est à plus de 15 % dans les sondages. En réalité ils ne sont pas plus à gauche que le PASOK, mais ils jouent tactiquement la carte d'une opposition « responsable », refusant les mesures mais sans aller jusqu'à la rupture, ce qui leur permet de capter une fraction significative de l'électorat modéré situé au centre-gauche. Il paraît à peu près certain qu'ils seront bientôt concurrencés par la nouvelle formation que ne vont pas manquer de lancer certains des députés dissidents du PASOK, avec l'appui de quelques personnalités.

Cette liquéfaction du système politique, ainsi que le poids très important de la gauche radicale, conduisent l'UE et le gouvernement à tout faire pour ajourner le plus possible la date des élections, le mandat de ce parlement s'étendant, formellement, jusqu'en octobre 2013. Cette option est intenable, car si un « bonapartisme sans Bonaparte » est possible (c'est ainsi que Gramsci désignait les exécutifs soutenus par des coalitions parlementaires en principe contre-nature, très autonomisés du jeu représentatif habituel), il faut quand même une base, un socle minimal de consentement dans

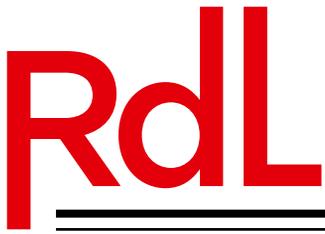
la société. Il en est de même pour une fuite en avant répressive et autoritaire : on ne peut exclure une telle tentative, et on voit parfaitement des fractions du personnel politique, essentiellement l'aile ultralibérale du PASOK, se laisser tenter par une telle aventure. Mais là encore il faut des appuis. Pinochet n'aurait pas pu mener à bien son coup d'État, et, a fortiori, gouverner le Chili pendant des décennies et en faire le modèle mondial du néolibéralisme, sans l'appui d'une fraction importante de la société, terrorisée par l'expérience socialiste d'Allende. Or c'est précisément cet appui qui fait défaut au gouvernement actuel, et, la situation économique et sociale ne cessant de se détériorer, nulle issue ne semble viable du point de vue du système. D'autant plus que, loin de décliner, la mobilisation populaire semble repartie pour un nouveau cycle offensif, même si elle n'a pas résolu la question stratégique de l'alternative.

Le point de non-retour a donc déjà été franchi, nous sommes condamnés à du nouveau, de l'inédit. Sa nature et le type de perspectives qui s'ouvriront dépendent bien sûr des rapports de forces sur le terrain sociale, mais aussi, et, comme toujours dans ce type de situation, des choix que feront les acteurs, en particulier du côté de la gauche radicale.

*RdL: Justement, quelles autres issues seraient possibles ? Est-ce que l'émergence d'un Kirchner grec est envisageable ? Est-ce que la formation d'un front des organisations de la gauche radicale est possible ?*

*S.K:* C'est bien entendu la question la plus cruciale. Commençons par la gauche radicale. Son opposition résolue à la politique du désastre et l'implication de ses militants dans les mobilisations lui ont permis d'élargir son audience. Elle apparaît aujourd'hui comme le seul espoir possible au sein du champ politique, y compris pour des couches très éloignées jusqu'à récemment de ses positions. Cela dit, il ne faut pas cacher ses limites. Le « mouvement des places » a montré les difficultés à unifier des secteurs sociaux hétérogènes, et cela concerne tout autant la gauche politique que les syndicats grecs. Il y a par ailleurs le poids de la fragmentation, à la fois résultat et cause à part entière d'une faiblesse plus profonde. J'ai parlé de la fracture qui existe entre Syriza et le PC du fait du sectarisme de ce dernier, mais, même si elle constitue à mon sens une partie essentielle du problème, dans la mesure où elle entrave même l'unité d'action la plus élémentaire, elle ne l'épuise pas pour autant. Syriza est en fait une coalition composée d'une dizaine de formations, qui sont loin de converger sur tout ; d'ailleurs, la principale d'entre elles, la Coalition de gauche (Synaspismos), est divisée entre des courants très distincts, qui s'opposent sur la plupart des questions stratégiques de l'heure. Sans même parler de l'extrême-gauche, créditée d'environ 1% des voix, pour l'essentiel regroupée dans la coalition Antarsya, mais qui

se divise elle aussi sur la perspective stratégique. Celle-ci tourne essentiellement autour du point que tu soulèves dans ta question, à savoir le problème de la constitution d'un front politique autour d'une série de revendications transitoires, susceptibles d'offrir des solutions à la fois radicales et concrètes à la situation. Il est essentiel de comprendre que la tâche à laquelle la gauche radicale grecque se trouve aujourd'hui confrontée n'est pas celle de la « résistance », de l'accumulation de forces ou d'un coup d'éclat électoral, c'est celle d'un projet hégémonique, qui pose la question du pouvoir et d'une voie alternative praticable ici et maintenant par la société, sous la direction et dans l'intérêt des classes subalternes. Or, face à cela, les formations de la gauche radicale se déroberont, et ce, dès le début de la crise, oscillant entre une rhétorique radicale, mais abstraite, et un pragmatisme dépourvu de substance, qui refuse de tirer les leçons de la faillite complète du modèle de développement suivi dans le cadre de l'intégration européenne. Aussi incroyable que cela puisse paraître, aucune formation ne propose une solution de type Kirchner, car cela suppose une rupture avec le consensus euro-péiste, qui traverse l'ensemble de la classe politique, y compris, d'une certaine façon, la gauche radicale. Une telle proposition, à mon sens la seule alternative concrète possible, est défendue par divers courants et sensibilités au sein la gauche radicale, et par une fraction croissante de l'opinion publique, sans être, jusqu'à présent, parvenue à s'imposer au sein des formations politiques en tant que telles, à l'exception d'Antarsya. Son fondement est la cessation de paiement à l'initiative du pays débiteur, et non imposé à celui-ci par ses créiteurs avec des conditions draconiennes, mais qui suppose aussi de retrouver la souveraineté monétaire, donc de sortir de l'euro, dont j'ai montré tout à l'heure qu'il se trouvait au cœur de la stratégie du désastre actuel (la « dévaluation interne ») non seulement pour la Grèce, mais pour l'UE tout entière. Ces mesures ne sont bien entendu qu'un point de départ, elles demandent à être complétées, notamment par la nationalisation du secteur bancaire, le contrôle des capitaux et l'imposition du capital et des couches les plus aisées. Ce n'est sans doute pas le socialisme, mais c'est un programme transitoire réaliste et pourtant radical, qui frappe au cœur la stratégie poursuivie avec un acharnement destructeur par les groupes dirigeants nationaux et européens. Je précise également qu'il ne s'agit en rien d'un choix de « repli national », contrairement à ce qu'on entend parfois à gauche. Ce dont il est question, c'est d'ouvrir une brèche, en commençant là où se situe, dans le moment actuel, le maillon le plus faible, une brèche où pourront s'engouffrer des forces immenses, encore hésitantes, dans le reste de l'Europe. Certains, notamment le leader de l'extrême-droite grecque, agitent le spectre d'une Grèce « Cuba de l'Europe ». Je dirai pour ma part qu'il s'agit tout d'abord d'en faire la Tunisie.



---

# LES RENCONTRES DE LA RdL

## COMMENT LES INDUSTRIES DU « COMPLEXE MODE-BEAUTÉ » TRAVAILLENT À L'ALIÉNATION DES FEMMES

Le mercredi 11 avril 2012, à 19 heures  
au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris  
(M° Ménilmontant)

**Rencontre avec Mona Chollet** autour de

*Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine (Zones/La Découverte)*

« Soutiens-gorge rembourrés pour fillettes, obsession de la minceur, banalisation de la chirurgie esthétique, prescription insistante du port de la jupe comme symbole de libération: la « tyrannie du look » affirme aujourd'hui son emprise pour imposer la féminité la plus stéréotypée. »  
(Présentation de l'éditeur)

---

# LA TOILE DE LA RdL

## LES ZOMBIES ET NOUS

**Projection du film**

*Land of the Dead*

(*Le territoire des morts*, 2005)

de Georges Romero avec Dennis Hopper, Asia Argento, Simon Baker, John Leguizamo et Simon Pegg

**suivi d'un débat avec la participation de**

- **Véronique Dubarry** (adjointe EELV au Maire de Paris, co-auteure de « Résister n'est pas créer. Pour une analyse théologico-politique de *Walking Dead* », un article paru dans la *RdL* n° 3)

- **Rurik Sallé** (acteur, compositeur et journaliste)

- **William Blanc** (historien et conférencier)

le vendredi 13 avril 2012, à 19 heures  
au Théâtre de Château Landon  
31 rue de Château Landon, à Paris  
(M° La Chapelle ou Stalingrad)

Et si les zombies avaient quelque chose de nous ? Et si nous avions quelque chose des zombies ? C'est ce que pense le cinéaste George Romero qui depuis quarante ans, depuis la fameuse *Night Of the*

*Living Dead* (1968), n'a cessé d'explorer l'univers des morts-vivants. Les morts-vivants parlent de nous, des dérives de la société capitaliste et de notre crainte d'un avenir incertain.

Une initiative du CRL 10, de l'association Goliard[s] et de la *RdL*.

# QUAND LES SOCIALISTES LIBÉRAIENT LA FINANCE

## LE « CONSENSUS DE PARIS » ET LA MONDIALISATION FINANCIÈRE

### À PROPOS DE

**Rawi Abdelal**, *Capital Rules: The Construction of Global Finance*, Cambridge, Harvard University Press, 2007, 304 p., 15,15 £.

\***Raphaël Kempf** est juriste, titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat. Il est l'auteur de *L'OMC face au changement climatique. Étude de droit international* (Pedone, 2009).

Et si, loin d'être l'effet d'une nécessité économique implacable et incontrôlable, l'expansion du capitalisme financier était le fruit de décisions politiques ? Et si, de surcroît, ces décisions politiques ne résultaient pas simplement de l'activisme de Wall Street et du Trésor américain ? Et si, surtout, les Européens, et parmi eux les socialistes français en particulier, loin d'avoir simplement « traduit » dans leurs pays des contraintes extérieures, avaient joué un rôle pionnier et directeur dans la « libéralisation » de l'économie à l'échelle mondiale, autrement dit dans la production d'une prétendue nécessité implacable et incontrôlable ? C'est la thèse que défend Rawi Abdelal dans *Capital Rules*, un livre paru en 2007, dont on peut légitimement s'étonner, avec **RAPHAËL KEMPF\***, qu'il n'ait pas déjà été traduit en français.

**L**e candidat est lyrique et la pique fait mouche. Son « adversaire », son « véritable adversaire [...] n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance ». En ce 22 janvier, au Bourget, François Hollande a prononcé le discours qui lui permettra peut-être d'emporter la bataille présidentielle. En s'attaquant à la finance, il se place aux côtés des nombreux Français qui espèrent que soit mis fin aux excès du capitalisme financier mondialisé.

Il n'est pourtant pas sûr que cet adversaire soit vraiment anonyme. Il n'est pas évident qu'aucun parti ne soit à ses côtés pour lui permettre de croître. L'étude de l'histoire récente de la mondialisation montre au contraire que la finance a bénéficié de soutiens de poids. Sans des gouvernements, sans des autorités publiques détentrices du droit de promulguer des lois, la finance n'aurait pas pu se libéraliser. Et, pourrait-on ajouter, sans le choix fait par les socialistes français d'embrasser le capital, la finance n'aurait pas pu, pour reprendre les mots de François Hollande, prendre « le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies ».

### Politiques de la mondialisation financière

Ainsi, lorsque le candidat affirme dans son discours que « la finance s'est affranchie de toute règle, de toute morale, de tout contrôle », cela pose avant tout une interrogation d'ordre grammatical. La « finance » est ici le sujet, comme si elle avait pu faire exploser d'elle-même les chaînes qui entravaient son déploiement. D'après François Hollande, la finance s'est libérée toute seule, par la seule grâce de son dynamisme et de sa force dévastatrice, peut-on penser. Ce récit est faux. Il a fallu que des gouvernements élus, dans plusieurs pays mais principalement en France, décident de

libéraliser les mouvements de capitaux pour que la finance puisse effectivement se déployer.

Comme en matière commerciale, où la libéralisation des échanges résulte de choix politiques traduits à l'échelle mondiale dans les accords de l'Organisation mondiale du commerce, ce sont, en matière financière, des décisions politiques qui ont permis de libérer les mouvements de capitaux. Ces événements majeurs de notre époque ne sont pas le fruit d'un mouvement naturel s'imposant avec la puissance de l'évidence. Ils résultent, nous n'y insisterons jamais assez, de choix politiques conscients.

Tout l'intérêt du livre important de Rawi Abdelal est de rappeler cette composante politique de la mondialisation financière. L'auteur, professeur à la Harvard Business School et spécialiste d'économie politique internationale, explique, dans sa préface à *Capital Rules*, avoir eu envie de comprendre pourquoi l'idée selon laquelle les capitaux doivent circuler librement au-delà des frontières constitue de nos jours « l'orthodoxie » de la pensée économique. C'est donc à une reconstruction historique de l'émergence de cette idée que se livre Rawi Abdelal, qui explique vouloir « écrire une histoire intellectuelle, juridique et politique de la mondialisation financière » (p. x). C'est lors de ses recherches qu'il a découvert le rôle de premier plan qu'a joué la France dans cette entreprise.

Persuadé à l'origine, comme tout le monde, que la libéralisation de la finance est le fruit de l'activisme de Wall Street, du Trésor américain et de politiciens de droite, il « a au contraire découvert le leadership de l'Europe dans la rédaction des règles libérales de la finance globale » (p. xi). C'est d'abord de cette découverte, dont l'auteur semble être le premier étonné, que le livre fait part. « L'émergence d'un régime libéral de la finance globale ne peut que difficilement se comprendre comme un complot, et encore moins comme un complot orchestré par des politiciens



et des banquiers américains. Les conspirateurs les plus influents ont été des socialistes français, des banquiers centraux allemands et des bureaucrates européens.» (p. 21) – ces derniers pouvant également être membres du Parti socialiste français: c'est notamment le cas de Jacques Delors et Pascal Lamy.

L'auteur propose ainsi, de son propre aveu, «une histoire révisionniste de l'émergence de la finance globale» (p. 218) et montre au final que celle-ci n'était «ni inexorable, ni inévitable» (p. 223). S'appuyant sur l'étude des archives de plusieurs organisations internationales (UE, FMI, OCDE) et sur de nombreux entretiens conduits avec les «conspirateurs» de l'époque – hauts fonctionnaires français ou européens, ministres des deux côtés de l'Atlantique, analystes des agences de notation –, le livre offre une histoire vivante de la globalisation financière, racontée par ses acteurs de manière souvent assez libre.

Le lecteur écouterait ainsi avec amusement Pascal Lamy raconter à Rawi Abdelal que «lorsqu'il s'agit de libéraliser, il n'y a plus de droite en France. La gauche devait le faire, parce que ce n'est pas la droite qui l'aurait fait» (p. 62-63<sup>1</sup>). L'actuel directeur général de l'OMC confiera encore à l'auteur que «des politiciens français ont joué un rôle majeur dans la promotion de la libéralisation du capital en

Europe, à l'OCDE et au FMI» (p. 13). Comment ne pas constater la contradiction qui existe entre ces déclarations, qui reconnaissent clairement que la mondialisation résulte de choix politiques, avec ce que ce même Pascal Lamy expliquait récemment au journal *Le Monde*? «Les moteurs de la mondialisation sont technologiques: le porte-conteneurs et Internet. Gageons que la technologie ne reviendra pas en arrière<sup>2</sup>!» Alors, la mondialisation, choix politique ou conséquence naturelle du progrès de l'histoire et de la technique?

Rawi Abdelal, on l'aura compris, décortique les choix politiques, notamment étatiques, relatifs à la circulation des capitaux. Comme l'explique un professeur de droit, la «surveillance [de l'État] s'est principalement manifestée sous la forme d'un contrôle plus ou moins strict sur les mouvements de capitaux, allant de la simple observation à des fins statistiques jusqu'à une interdiction de principe tempérée par un système d'autorisations chichement accordées. L'objectif fondamental des États a longtemps été de veiller à la santé de leur monnaie, de lutter contre l'évasion de leurs réserves en devises et, plus généralement, de contrôler leur balance des paiements<sup>3</sup>.» Ce contrôle n'est plus très bien vu aujourd'hui car le «libéralisme ambiant rend suspectes, voire insupportables, les mesures restrictives auxquelles s'attachent encore

---

Le lecteur écouterait ainsi avec amusement Pascal Lamy raconter à Rawi Abdelal que «lorsqu'il s'agit de libéraliser, il n'y a plus de droite en France. La gauche devait le faire, parce que ce n'est pas la droite qui l'aurait fait».

---

plusieurs États<sup>4</sup>». Alors que le contrôle étatique des capitaux était la norme de la plupart des pays de la planète au début des années 1980, elle n'est plus aujourd'hui que celle de certains pays du Sud ; la liberté des capitaux concerne désormais l'ensemble du monde dit « développé ». Le livre de Rawi Abdelal raconte ce qui s'est passé entre ces deux époques et comment nous en sommes aujourd'hui arrivés à une situation dans laquelle, comme le dit encore François Hollande, « *il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses* » d'un pays à un autre et sans contrôle des autorités publiques.

*Capital Rules* – dont le titre peut signifier aussi bien « les règles du capital » que « le capital gouverne » – permet ainsi de comprendre comment s'est construite la finance globale en rappelant le caractère historique de telle ou telle orthodoxie économique, en opposant deux types de mondialisation (celle de style « européen » fondée sur des institutions et des règles et celle de

style « américain » qui se veut plus spontanée ou « *ad hoc* », pour reprendre les termes de l'auteur), et en insistant sur l'importance de certains hommes politiques, dont des socialistes français. On pourra regretter – même si là n'est pas le véritable objet du livre – que Rawi Abdelal ne prenne pas la mesure de l'ampleur de sa découverte sur l'avenir des gauches de gouvernement en général et du socialisme français en particulier.

#### Relativité de l'orthodoxie économique

Rawi Abdelal montre en revanche très bien comment chaque époque a tenté de justifier ses choix politiques concernant les mouvements de capitaux en les présentant comme naturels. « *Les métaphores religieuses qui se répandent dans l'étude et les orientations pratiques du système monétaire international – le dogme, l'hérésie, l'orthodoxie – laissent penser, comme c'est souvent le cas avec un vocabulaire aussi radical, qu'elles ne sont pas fondées sur des bases solides* » (p. 218).

### LA LIBÉRALISATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Nombre de décideurs publics, de banquiers et de dirigeants d'entreprise constataient avec inquiétude que la mondialisation financière ne serait jamais complète en l'absence de règles codifiant la liberté de mouvement des capitaux et empêchant les gouvernements de revenir en arrière vers davantage de contrôles.

La révision des textes va pourtant intervenir à la fin de la décennie 1980. Les dispositions de l'UE et de l'OCDE, qui avaient ralenti le processus de mondialisation des marchés financiers, sont alors réécrites pour épouser une forme libérale : les États membres de ces deux organisations vont devoir libéraliser tous les mouvements de capitaux. [...]

Certes, cette évolution est le résultat d'une confluence d'événements, mais elle n'a pu se faire que grâce à l'intervention décisive de trois personnages : Jacques Delors (UE), Henri Chavranski (OCDE) et Michel Camdessus (FMI). Ces trois hommes ont en effet proposé ou appuyé activement l'adoption de règles libérales par leurs organisations respectives et ont participé à la rédaction définitive des nouvelles dispositions. Sans eux, un consensus en faveur de la codification de la norme de mobilité des capitaux aurait été inconcevable. Delors, Chavranski et Camdessus ont beaucoup de points communs, mais il en est un qui saute aux yeux : ils sont français.

Voilà qui est tout à fait curieux, car pendant plus de trente ans la France, plus que tout autre pays, avait multiplié les obstacles à toute modification des textes en faveur de la mobilité des capitaux. « *Il existe, observe Pascal Lamy, un paradoxe du rôle des Français dans la mondialisation. Il y a un décalage entre l'attitude française traditionnelle relative à la liberté de circulation des capitaux et le fait que des Français ont joué un rôle décisif, au sein de l'UE, de l'OCDE et du FMI, pour promouvoir cette liberté.* »

Mais pour cela, les Français devaient d'abord inverser radicalement leurs positions quant à la réglementation des flux de capitaux en France et hors de France. Entre 1983 et 1986, ils ont choisi l'intégration de leur pays dans les marchés financiers internationaux. Après 1986, des personnalités françaises vont figurer au premier rang de celles qui vont rendre possible la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Le paradoxe est d'autant plus fort que Delors était une importante figure socialiste : or c'est lui, plus que quiconque, qui a été l'architecte de la « rigueur » française et qui a amené le parti à remettre en question sa position sur les questions financières. Quant à Chavranski et Camdessus, qui n'étaient pas directement engagés dans une carrière politique, ils se sont néanmoins

distingués en tant que hauts fonctionnaires du Trésor sous la présidence de François Mitterrand, et c'est ce dernier qui a nommé Camdessus gouverneur de la Banque de France. Ce fut un moment où les positions de la gauche française en matière de libéralisation des capitaux ne se distinguaient pas de celles de la droite. Ce phénomène social d'orthodoxie économique qu'on a appelé en France « *la pensée unique* » embrassait effectivement tout le spectre politique. [...]

L'histoire de l'instauration du libéralisme sur les marchés financiers du monde développé n'est pas, comme on l'assène volontiers, celle de la capitulation de la gauche européenne. Au contraire, la gauche française a fait beaucoup plus que se laisser briser par les réalités de la mondialisation. Beaucoup de socialistes français se sont ralliés sincèrement au marché. À la fin du xx<sup>e</sup> siècle, la gauche et la droite, en France et dans plusieurs autres pays européens, n'étaient d'accord sur pratiquement rien, sauf sur la finance.

Rawi Abdelal, « Le consensus de Paris : la France et les règles de la finance mondiale », trad. Rachel Bouyssou, *Critique internationale*, 2005/3, n° 28, p. 88-90. (Cet extrait recoupe en partie le chapitre II de *Capital Rules*.)

Et en effet, la relativité de ce vocabulaire religieux se révèle sur le plan historique : « *Le contenu de l'orthodoxie financière a été profondément transformé au cours du siècle précédent, et plus d'une fois. [...] Pourquoi le contrôle des capitaux était-il hérétique au début du xx<sup>e</sup> siècle, orthodoxe au milieu, et de nouveau hérétique à la fin ?* » (p. IX). En effet, de manière générale, avant la première guerre mondiale, les taux de change étaient fixes et les capitaux et le commerce libres, tout comme « *les gens traversaient les frontières nationales avec peu de contraintes* » (p. 4) ; Keynes, cité par l'auteur, se félicitait de pouvoir se déplacer librement et échanger or ou monnaie sans contrainte. La guerre a naturellement conduit les gouvernements à suspendre la convertibilité de leur monnaie avec l'or et d'autres monnaies, et la crise des années 1930 a poussé les États à accroître les contrôles sur les mouvements de capitaux.

La fin de la seconde guerre mondiale donne naissance au système de Bretton-Woods, période qualifiée par l'auteur de « *libéralisme encastré* » (« *embedded liberalism* ») pendant laquelle le capital était « *gouverné* » (« *capital ruled* »). Le consensus de l'époque était « *extraordinaire* » (p. 43) en ce que le monde estimait naturel de contrôler les mouvements de capitaux alors même que l'orthodoxie était inverse quelques décennies plus tôt. « *Le capital devait être contrôlé et ce, pour une raison importante : les gouvernements étaient supposés être autonomes des forces du marché* » (p. 44).

Les règles de l'époque ont codifié le droit des États de contrôler les mouvements de capitaux, notamment à court terme, dans les textes fondateurs du FMI, de la Communauté européenne et de l'OCDE. Ce sont certains de ces textes qui seront transformés dans les années 1980, sous l'impulsion de socialistes français, pour obliger les États à ouvrir les vannes aux mouvements de capitaux.

La période suivante est celle d'une mondialisation « *ad hoc* » de la finance. Ainsi, « *au cours des années 1960, les gestionnaires, investisseurs et spéculateurs se sont frayé un chemin de manière ingénieuse parmi la pléthore de règlements qui encadraient leurs pratiques* » (p. 7). Cette période est celle d'une mondialisation spontanée où « *cette créativité* » (*ibid.*) des marchés eux-mêmes permet d'étendre le domaine de la finance, malgré les contraintes étatiques sur les mouvements de capitaux.

La place consacrée à cette période dans *Capital Rules* est minime. Cela peut étonner car il est souvent admis que les marchés se sont libéralisés d'eux-mêmes, et la logique de cette époque semble correspondre au récit dominant. Cette période de mondialisation « *ad hoc* » pourrait ainsi être une preuve du caractère spontané, voire naturel, de l'extension du domaine de la finance. On pourrait presque penser que, si Abdelal avait pleinement étudié cette période et en avait déroulé la logique, ses conclusions auraient été contraires à la découverte dont il nous fait part dès les premiers

## EXTRAIT

## LES AGENCES DE NOTATION

L'ère de la mondialisation est aussi, nécessairement, une ère de la « *crédibilité* ». Les politiques des gouvernements peuvent réussir ou échouer sur la base de leur propre mérite intellectuel. Mais le succès d'une politique dépend aussi fondamentalement et inévitablement de la manière dont les marchés financiers réagissent. Une politique crédible sera renforcée par l'approbation du marché, car les capitaux vont pénétrer dans le pays. [...] La conséquence logique est claire : si les marchés financiers croient qu'une politique peut réussir, alors celle-ci pourra réussir, ou pas. Mais si les marchés financiers ne croient pas qu'une politique peut réussir, alors il est certain que celle-ci échouera. [...]

L'ère du capital s'est accompagnée de l'introduction nécessaire de la discipline du marché. Contrairement à la discipline brusque et décentralisée des marchés financiers de la fin du xix<sup>e</sup> siècle, la voix de la discipline du marché se concentre

aujourd'hui dans les lettres de notation des agences. Du point de vue des États tout autour du monde, cela peut paraître inquiétant, mais il s'agit d'une discipline à laquelle ils se sont volontairement soumis. La conséquence la plus problématique de l'essor de Moody's et Standard & Poor's, selon les critiques, est l'amplification d'une discipline de marchés qui sont faillibles. La valorisation, voire parfois la glorification, de « *l'autorité privée* » des marchés que représentent les agences de notation soulève un certain nombre de questions importantes, de nature à la fois philosophique et empirique.

Les spécialistes qui parlent de la privatisation de l'autorité dans l'économie globale avancent des arguments importants sur le rôle des agences de notation. Cette thèse souffre toutefois de deux exceptions sérieuses. En fait, l'autorité des agences de notation n'est pas véritablement privée. Moody's et S&P

n'ont pas arraché aux États un pouvoir qui était, jadis, public. Elles ont au contraire créé quelque chose de totalement nouveau : une simplification et une extension d'un pouvoir qui a toujours été privé lorsque le capital a été internationalisé. Les marchés financiers ont gagné du pouvoir grâce aux États qui les ont libéralisés, et les marchés ont simplement délégué une part de ce pouvoir aux agences de notation. Les États ont également délégué leurs responsabilités en matière de régulation aux agences. Trop peu d'attention a été portée à ce qui lie ces deux idées. Cela est pourtant capital : les notations de dette souveraine par Moody's et S&P ont force de loi aux États-Unis et dans de nombreux pays autour du monde.

Rawi Abdelal, *Capital Rules: The Construction of Global Finance*, Cambridge, Harvard University Press, 2005 (trad. R. K.), p. 163-165.



paragraphe de son livre. Autrement dit, François Hollande pourrait facilement s'appuyer sur l'histoire de cette période pour étayer sa thèse d'une finance sans visage.

C'est d'ailleurs là une des principales critiques qui a été adressée à *Capital Rules* par des commentateurs, notamment en France. Jérôme Sgard rappelle ainsi que « *la globalisation financière est d'abord une affaire d'investisseurs privés et d'arbitrage de marchés*<sup>5</sup> » et lui reproche de gonfler l'importance des règles, du politique et des organisations internationales dans la libéralisation financière. Son livre insisterait trop sur les décisions prises en conscience par des acteurs politiques réalisant un dessein, et pas assez sur leur caractère souvent court-termiste et contingent. Il en oublierait en outre jusqu'au rôle essentiel des marchés.

Peut-être peut-on reprocher à Abdelal d'avoir voulu, dès le départ, partir en quête de normes figées pour raconter la mondialisation financière. Tout comme il est vrai qu'on ne saurait écrire l'histoire d'un peuple en étudiant uniquement ses codes et ses lois, il paraît impossible d'expliquer la mondialisation en ne s'intéressant qu'au droit international. Son approche serait donc trop institutionnelle et juridique. La loupe utilisée, à force de grossir le trait, donnerait-elle une image faussée du phénomène étudié ?

Si, effectivement, *Capital Rules* passe peut-être trop rapidement sur cette période où les forces du marché auraient elles-mêmes mondialisé la finance, il montre toutefois que, même ici, les marchés n'auraient rien pu faire sans les États. Plusieurs éléments avancés par Abdelal permettent ainsi de relativiser la thèse de la « créativité » spontanée des marchés. Ainsi, il rappelle que, dans les années 1960, les premiers signes de la mondialisation financière « *ont émergé du fait des acteurs du marché, avec l'accord tacite des États-Unis et du Royaume-Uni* » (p. 8). Ces deux pays ont encouragé ce mouvement en relâchant les contrôles sur les mouvements de capitaux.

Le second élément avancé par l'auteur a trait aux agences de notation. Elles ont joué un rôle essentiel dans cette mondialisation « spontanée ». Rawi Abdelal leur consacre un chapitre important et esquisse une fine analyse de leur rôle dans le système financier et dans la définition de l'orthodoxie économique. Si le contenu de l'orthodoxie défendue par les agences (Standard & Poor's et Moody's, deux agences qui forment, selon l'auteur, un « *duopole* » ou un « *double monopole* ») a pu évoluer avec le temps, le fameux « triple A » a toujours été accordé uniquement aux États ouverts au commerce et intégrés au système financier global (p. 178). Et si les critères de notation développés

# THEIR SELVES WILL BE THEIR SPIRITS.

par les agences ont pu prendre autant d'importance, c'est parce que des règles nationales, américaines en premier lieu, y font référence. « *La puissance de S&P et Moody's provient en partie des informations exprimées par leurs notes, mais aussi de la très grande intégration des notations de crédit dans les réglementations financières nationales* » (p. 8). « *Ni publiques, ni privées* » (p. 173), ou alors publiques et privées à la fois, les agences de notation exercent un pouvoir qui leur a été délégué par les gouvernements et les marchés. Leurs notations acquièrent ainsi « *force de loi* » par la grâce de cette délégation. Autrement dit, même là où la libéralisation financière paraît être spontanée ou « *ad hoc* », elle résulte d'une délégation d'autorité par des pouvoirs publics.

Ce bref tableau historique aura permis à Rawi Abdelal de déconstruire certaines évidences en rappelant le caractère contingent des idées qui peuvent apparaître successivement orthodoxes ou hétérodoxes en fonction des époques. Et, à cette mondialisation financière spontanée et approuvée par les États-Unis et le Royaume-Uni, il oppose le projet européen, français et socialiste de maîtriser la mondialisation en l'encadrant par des règles, fussent-elles libérales.

## Où l'on apprend que les socialistes renoncèrent à discipliner le capital

L'Europe a joué un rôle essentiel dans la codification des règles de libéralisation financière, et son évolution au cours des années 1980 permet de le mesurer. Le traité de Rome de 1957 ne faisait de la liberté des mouvements de capitaux qu'une liberté secondaire par rapport aux autres libertés économiques fondamentales<sup>6</sup>. « *Le capital devait être, selon le langage de l'époque, « discipliné » – obligatoirement investi dans le pays pour créer des emplois et des revenus fiscaux, qui permettraient alors de financer l'État-providence* » (p. 48).

Dans un arrêt de 1981, la Cour de justice des Communautés européennes pouvait ainsi affirmer que « *les mouvements de capitaux présentent des liens étroits avec la politique économique et monétaire des États membres. Au stade actuel, on ne saurait exclure que la liberté complète de tout mouvement de capital puisse compromettre la politique économique de l'un ou de l'autre des États ou provoquer un déséquilibre de sa balance des paiements*<sup>7</sup>. »

Cette « *situation a changé radicalement en juin 1988* » (p. 57), lorsqu'une directive essentielle est adoptée et libéralise les mouvements de capitaux entre États membres<sup>8</sup>. En 1992, le traité de Maastricht obligera les États membres à libéraliser

---

*L'auteur s'interroge :*  
« Une question essentielle est alors de savoir ce qui a changé en Europe entre le début et la fin des années 1980, lorsque les fondements institutionnels de la finance européenne ont été complètement restructurés. [...] La réponse est presque trop simple : la France a changé. La simplicité de cette réponse symbolise l'un des virages les plus importants de l'histoire économique moderne ».

---

ces mouvements également dans leurs relations avec les États tiers. Ainsi, en moins de dix ans, le capital a gagné le droit de circuler librement alors même que cela pouvait « *compromettre la politique économique de l'un ou de l'autre des États* ». Cette transformation radicale constitue le nœud de *Capital Rules*. L'auteur s'interroge : « *Une question essentielle est alors de savoir ce qui a changé en Europe entre le début des années 1980 – lorsqu'une initiative pour réécrire les règles de la finance européenne a échoué alors même que le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas la soutenaient avec enthousiasme – et la fin des années 1980, lorsque les fondements institutionnels de la finance européenne ont été complètement restructurés. [...] La réponse est presque trop simple : la France a changé. La simplicité de cette réponse symbolise l'un des virages les plus importants de l'histoire économique moderne* » (p. 57).

C'est en recherchant ce qui s'est passé en France à cette période que Rawi Abdelal découvre le rôle essentiel de certains socialistes autoproclamés modernisateurs. « *L'histoire de l'intégration financière européenne est aussi nécessairement l'histoire de la manière dont la gauche française s'est convertie au capital* » (p. 58).

*Capital Rules* entreprend alors de raconter l'histoire – bien connue de ce côté-ci de l'Atlantique – des premières années Mitterrand et du tournant de la rigueur de mars 1983, que l'auteur décrit comme un « *revirement* » (« *the Mitterrand U-turn* »). Il rappelle ainsi les contraintes économiques extérieures et la fuite des capitaux à la suite de l'élection de François Mitterrand, ainsi que les mesures drastiques de contrôle des changes qui ont suivi, puis l'assouplissement général de ces mêmes contrôles à partir de la fin 1983 à la suite de ce fameux tournant. Ce moment essentiel a pu être décrit dans une note de la très officielle Fondation Jean-Jaurès comme « *le moment du retournement, celui où se concrétise le basculement de l'idéologie à la réalité économique*<sup>9</sup> ». La référence à la « *réalité* » laisse songeur. Il pourrait s'agir ici de l'autre nom de la « *pensée unique* », expression utilisée avec bonheur, et en français dans le texte, par Rawi Abdelal pour décrire cette année 1983 où les règles de l'orthodoxie économique ont été adoptées par l'ensemble du spectre politique français.

La conversion des socialistes au capital peut être décrite comme un mouvement en trois temps. Le premier est celui où le gouvernement socialiste se retrouve confronté aux marchés internationaux. À l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, « *un choix semblait toujours être possible* » (p. 58), le politique paraissait avoir une marge de manœuvre sur l'économie de manière à favoriser la redistribution des richesses. Mais ce projet échoua rapidement, raconte Abdelal, « *en partie parce que les marchés financiers ne faisaient pas confiance au nouveau gouvernement français* » (p. 58). Le livre ne s'attarde pas ici sur l'importance du rapport

entre marchés et gouvernement, même s'il développera dans un autre chapitre une analyse de ce rôle nouveau des marchés, qui accordent ou non leur confiance aux politiques publiques. Les premières années Mitterrand pourraient pourtant être considérées comme un exemple typique de ce poids nouveau des marchés dans les choix politiques.

À cette nouvelle contrainte, le gouvernement a répondu en renforçant les contrôles sur les mouvements de capitaux, lesquels sont apparus à certains ministres et hauts fonctionnaires comme des règles inefficaces et nuisibles, surtout aux classes moyennes. Le deuxième temps est donc celui du débat sur la nature de la politique à adopter dans ces circonstances. Ce débat s'est déroulé entre les membres du gouvernement et quelques experts, à l'exclusion du Parti socialiste, de ses militants, et bien évidemment du peuple. On rappellera rapidement que le ministre des Finances Jacques Delors et le Premier Ministre Pierre Mauroy défendaient la rigueur et le maintien de la France dans le système monétaire européen, tandis que d'autres préconisaient « *l'autre politique* » (p. 59, en français dans le texte) visant à défendre l'autonomie de la France par rapport aux marchés et à l'Europe. Le tournant interviendra lorsque le ministre du Budget Laurent Fabius et le secrétaire général de l'Élysée Pierre Bérégovoy accepteront la rigueur et convaincront le président.

Le troisième temps est donc celui de la rigueur et du relâchement des contrôles des mouvements de capitaux. Au-delà des débats de personnes au sein du gouvernement, les motivations des socialistes acteurs de ce tournant permettent de mettre en lumière une inflexion radicale du sens de la politique à gauche. En effet, si l'on en croit l'auteur, l'une des raisons déterminantes ayant poussé le gouvernement à prendre ce tournant est le constat selon lequel les contrôles des capitaux nuisaient surtout aux classes moyennes, tandis que les riches arrivaient sans difficulté à les contourner. Le « *carnet de change* » était alors impopulaire et limitait les devises auxquelles avaient droit les Français lors de leurs déplacements à l'étranger. Il serait intéressant de savoir quelle proportion des « *classes moyennes* » pouvait, en 1983, prendre ses vacances à l'étranger et était réellement sous la contrainte du carnet de change. Quoi qu'il en soit, en se basant sur des entretiens avec des acteurs de cette période, Abdelal considère qu'il y a là un fondement du tournant pris par les socialistes. En outre, une autre motivation du tournant est l'objectif d'utiliser des « *politiques libérales ostensibles comme des outils à objectif social* » (p. 29). L'auteur y insiste à de nombreuses reprises : l'idée, avec la libéralisation du secteur bancaire français était, comme pour l'assouplissement du contrôle des changes, « *d'apporter les bénéfices du capital aux classes moyennes* » (p. 62). Enfin, la volonté de « *moderniser* » la France est apparue à certains responsables socialistes comme un moyen de gagner

une crédibilité politique personnelle en mettant en avant leur compétence et leur réalisme. Que le terme de modernisation soit associé à la libéralisation financière signe un changement d'époque, une transformation du vocabulaire, un tournant.

Le récit officiel de l'abdication de la gauche devant les forces du marché doit donc être réécrit. « *L'année 1983 n'a pas été l'année de la capitulation de la gauche française devant la finance, mais celle de son ralliement à celle-ci* », écrit Aquilino Morelle dans une tribune de presse<sup>10</sup>. Bien plus, les idées et pratiques nées en France à cette période – à savoir que la mondialisation peut et doit être maîtrisée par des règles, fussent-elles libérales – constituent un véritable schème explicatif cohérent. « *La seule convergence décisive des visions libérales était à Paris. C'est le « consensus de Paris », et non celui de Washington, qui est avant tout responsable de l'organisation financière mondiale telle que nous la connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire centrée sur les économies développées de l'UE et de l'OCDE, et dont les codes libéraux constituent le socle institutionnel de la mobilité des capitaux*<sup>11</sup>. »

À partir de ce tournant et de la cristallisation de ce qu'on n'appelait pas encore le « consensus de Paris », les architectes français de la rigueur s'emploieront à écrire des règles libérales dans les textes fondateurs de certaines organisations internationales, Europe en tête. C'est Jacques Delors, devenu président de la Commission européenne en 1985, et son directeur de cabinet Pascal Lamy, qui prépareront la directive de 1988 sur la libéralisation des mouvements de capitaux. Le traité de Maastricht permettra, trois ans plus tard, d'inscrire ces règles dans les textes fondamentaux de l'Union européenne. À partir de ce moment, il n'est plus possible aux États membres de limiter les mouvements de capitaux entre eux ou avec des États tiers.

Rapidement, le « consensus de Paris » s'étend au-delà des frontières de l'Europe. De hauts fonctionnaires français du Trésor, artisans de la rigueur lorsque la gauche était au pouvoir, se retrouvent à des postes clés au sein de l'OCDE (Henri Chavranski) ou au FMI (Michel Camdessus) et tentent de faire interdire par leurs organisations respectives les contrôles sur les mouvements de capitaux de leurs membres. La tentative réussit à l'OCDE, qui réunit des pays dits « développés », mais pas au FMI, où elle ne résiste pas aux crises financières de la fin du xx<sup>e</sup> siècle dans plusieurs pays émergents. Dans les années 1990, en effet, sous la direction de Michel Camdessus, le FMI avait tenté d'étendre son mandat à la sphère du contrôle des mouvements de capitaux. Mais le Fonds ne réussira pas à codifier une telle règle. Entre-temps, en septembre 1998, la Malaisie, par exemple, est parvenue à surmonter la crise en réinstaurant un contrôle des capitaux. Il devenait dès lors impossible de cristalliser une telle règle au niveau du FMI. Il n'en reste pas moins que la liberté de la finance est aujourd'hui la règle dans l'Union européenne et dans l'OCDE.

## **De quoi le « consensus de Paris » est-il le nom ?**

Des socialistes français, c'est entendu, ont formulé le consensus de Paris sur la mondialisation financière. Mais même si Rawi Abdelal qualifie ce fait de « *paradoxe français* », il paraît ne pas en prendre toute la mesure politique. Il semble au contraire s'amuser de sa découverte, comme si elle n'avait d'autre intérêt que cosmétique, et la prend parfois à la légère – elle ne serait qu'un moyen de pimenter son récit. Des Français, des socialistes, à l'origine du capitalisme financier contemporain, dites-vous ? Voilà qui a de quoi faire sourire les rédactions outre-Atlantique. Et le *Wall Street Journal* ne s'y est pas trompé qui salue ce livre tout en s'amusant du rôle de cette « *bande de socialistes français* » dans l'histoire<sup>12</sup>.

En France, on l'a vu, *Capital Rules* n'a fait naître aucun débat politique, bien qu'il ait fait l'objet de quelques recensions assez techniques<sup>13</sup>. Les critiques se sont focalisées sur le rôle minime accordé aux marchés par l'auteur, et son insistance sur des hommes et des institutions. Pour Jérôme Sgard, « *Abdelal en fait un peu trop avec nos Quatre Socialistes* » (Delors, Lamy, Camdessus, Chavranski), qui ont propagé la bonne parole libérale dans les institutions internationales. Il est vrai qu'il insiste beaucoup sur le poids des hommes, lesquels ne sont pourtant que de hauts fonctionnaires au milieu d'organisations aux intérêts multiples. Néanmoins, au-delà de ces quatre personnes, le tournant de 1983 a été décidé, on l'a vu, par un gouvernement socialiste ; et ce tournant a permis à l'Europe de prendre elle aussi le virage de la libéralisation financière. La question n'est donc pas de savoir quel est le rôle individuel de tel ou tel, mais plutôt de voir une gauche de gouvernement prendre dans son ensemble une direction tout autre que celle pour laquelle elle a été élue.

C'est en cela, sur le plan politique, que ce livre pose, en France, des questions difficiles. Car il ne s'agit pas de faire une critique interne de *Capital Rules*, du point de vue de l'expert en économie ou du spécialiste des institutions internationales. Il faut au contraire voir ce qu'il peut nous dire et nous apprendre de politique. Que penser de ce ralliement des socialistes ? Signe-t-il la fin de la possibilité même de construire un projet émancipateur à gauche ? Dans son remarquable ouvrage sur la décennie 1980, François Cusset a souligné cette grande victoire paradoxale de la gauche. « *Les milieux économiques eux-mêmes se félicitent d'une crise qui pousse le nouveau pouvoir à des réformes allant dans le sens de leurs intérêts : rigueur salariale, allègement de la fiscalité, modernisation des marchés financiers, flexibilité accrue de l'emploi. La gauche est plus libérale, plus efficacement libérale que la droite, se réjouissent-ils, et elle seule pouvait venir à bout en trois petites années d'un anticapitalisme français qu'on croyait indéradicable.* » Que faire, désormais, de cette gauche

---

*C'est le « consensus de Paris », et non celui de Washington, qui est avant tout responsable de l'organisation financière mondiale telle que nous la connaissons aujourd'hui.*

---



BUNDESKANZLERAMT WINDEN BLUE, BERLIN

THEY  
WILL SET  
THEIR OWN  
STANDARDS.

de gouvernement ? Peut-on croire que la rigueur n'était qu'une « parenthèse »<sup>14</sup>, comme l'a expliqué à l'époque, en 1983, le premier secrétaire du PS<sup>15</sup> ?

Lionel Jospin dirigeait alors un parti « *pensé avant tout comme une organisation de mobilisation de l'électorat, au détriment des autres fonctions dévolues à un parti politique, comme notamment la fonction doctrinale* »<sup>16</sup>. Il a en effet été démontré que le parti avait été marginalisé dans les choix faits par le gouvernement de François Mitterrand<sup>17</sup>. L'appareil militant n'avait pas son mot à dire, pas plus que le peuple, à qui était imposé le virage.

C'est ici que le livre de Rawi Abdelal soulève une autre interrogation. Si ce sont bien des « choix politiques » qui ont permis l'expansion de la finance, la nature de cette « politique » est pour le moins réductrice. Le terme ne vise ici que des choix faits au niveau d'experts gouvernementaux, hauts fonctionnaires ou ministres, qui ont débattu entre eux des options à prendre. Le peuple est réduit aux seules « classe moyennes » au profit desquelles auraient été opérés le tournant de la rigueur et la libéralisation financière et bancaire. Ainsi, au-delà du seul ralliement au capital, l'année 1983 signerait-elle aussi l'abandon par la gauche des classes populaires ?

Comment lire, également, la fine analyse par l'auteur de la notion de crédibilité ? Nous vivons, explique-t-il, à « *l'ère de la crédibilité* ». C'est-à-dire que « *le succès d'une politique dépend fondamentalement et nécessairement de la manière dont les marchés financiers réagissent. [...] Lorsque les marchés ne croient pas qu'une politique va améliorer les performances économiques d'un pays, alors cette politique ne peut pas réussir* » (p. 163). Doit-on en déduire que les jeux sont faits, que la politique n'existe plus ? « *En France, écrit encore François Cusset, comme dans le reste du monde occidental, les années 1980 sont l'aboutissement d'un processus biséculaire d'autolimitation économique de la politique, sinon même le résultat d'une très vieille tentative, bien sûr impossible, pour abolir la politique* »<sup>18</sup>. » Il est vrai qu'une fois que les règles du capitalisme mondialisé sont inscrites dans des traités internationaux, lesquels nécessitent l'accord de plusieurs dizaines de pays pour être modifiés,

il paraît impossible de revenir dessus et de choisir une autre politique. En codifiant ces règles au cours des années 1980, le politique s'est lui-même interdit, pour l'avenir, de faire d'autres choix.

Le livre de Rawi Abdelal, s'il ne se prononce pas sur l'avenir du politique, a le mérite de mettre au jour cette histoire. Et il paraît étonnant qu'il ait été ignoré en France, alors même que ce pays est le premier concerné. Pourrait-on en conseiller la lecture au candidat socialiste ? Cela lui permettrait peut-être de formuler avec plus de mesure et, serait-on tenté de dire, avec plus de réalisme, ses diatribes contre la finance. Connaître et assumer le passé de son propre parti lui permettrait peut-être de le dépasser, et de ne pas tromper l'attente de ces électeurs éblouis par les charmes d'un candidat normal, proche des gens, et dont les attaques contre la finance paraissent si convaincantes.

**Post-scriptum :** Alors que je m'apprêtais à envoyer l'ultime version de cet article à la rédaction de la *RdL*, François Hollande accordait un entretien à la presse britannique. Devant les journalistes, loin de passer sous silence le rôle de la gauche de gouvernement dans l'expansion du capitalisme financier, il l'assume et le revendique... à Londres, mais pas devant les électeurs français ! Voici comment, quelques semaines après le discours du Bourget, il cherche ouvertement à rassurer les marchés : « *la gauche a été au gouvernement pendant quinze années, au cours desquelles nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations* ». La conclusion du candidat socialiste est sans appel : « *Il n'y a pas à avoir peur* ». Et le peuple de gauche, en France, de quoi doit-il avoir peur ? (« François Hollande seeks to reassure UK and City of London », *The Guardian*, 14 février 2012)

## NOTES

- 1. Rawi Abdelal, « Le consensus de Paris : la France et les règles de la finance mondiale », trad. R. Bouyssou, *Critique internationale*, 2005/3, n° 28, p. 96. (Cet article recoupe en partie certains chapitres de l'ouvrage commenté. Nous avons choisi d'utiliser la traduction de Rachel Bouyssou lorsque cela était possible.)
- 2. Pascal Lamy, « La démondialisation est un concept réactionnaire », entretien paru dans *Le Monde*, 1er juillet 2011.
- 3. Claude J. Berr, « Circulation des capitaux – Paiements internationaux et investissements », *Répertoire commercial Dalloz*, octobre 2009, p. 2.
- 4. *Ibid.*
- 5. Jérôme Sgard, « Lectures », *Critique internationale*, n° 42, janvier-mars 2009, p. 171-172.
- 6. Les textes fondateurs du droit de l'Union européenne (souvent dénommé « droit communautaire »), et en premier lieu le traité de Rome, établissent quatre libertés économiques fondamentales pour permettre la réalisation du marché intérieur : la libre circulation des produits, des personnes et des capitaux, ainsi que la libre prestation de services. Elles ne doivent évidemment pas être confondues avec les « libertés fondamentales » du sens commun et des juristes de droit public (libertés d'expression, de manifestation, etc.).
- 7. CJCE, Casati, 11 novembre 1981, C-203/80, §9, p. 2614, cité par Rawi Abdelal p. 55.
- 8. Directive 88/361/CEE du Conseil du 24 juin 1988 pour la mise en œuvre de l'article 67 du traité.
- 9. Floriane Galeazzi et Vincent Duchaussoy, « 1983 : le "tournant" en question », *Note n° 90*, Fondation Jean-Jaurès, 2 mai 2011, p. 10.
- 10. Aquilino Morelle, « La démondialisation inquiète les partisans d'un libéralisme aux abois », *Le Monde*, 8 septembre 2011.
- 11. Rawi Abdelal, « Le consensus de... », art. cit, p. 90.
- 12. Matthew Rees, « Why Money Can Now Make Its Way Around the World », *The Wall Street Journal*, 14 février 2007.
- 13. Jérôme Sgard, art. cit. Voir aussi Nicolas Véron, « Le "French paradox" de la libéralisation financière », *La Vie des Idées*, septembre 2007.
- 14. Cité par Thierry Barboni, « Ressorts du discours socialiste lors du « virage de la rigueur » », *Nouvelles Fondations*, 2006, n° 2.
- 15. François Cusset, *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006, p. 93.
- 16. *Ibid.*, p. 62.
- 17. *Ibid.*
- 18. *Ibid.*, p. 214.

---

# POUR VOUS ABONNER À LA **RdL** RENDEZ-VOUS SUR WWW.REVUEDES LIVRES.FR

---

# LE NOUVEL ASSASSINAT DE LÉON TROTSKI

Ce texte a initialement été publié sur le site *Inside Higher Ed.* le 8 juillet 2011 ([http://www.insidehighered.com/views/mclemee/mclemee\\_on\\_trotsky\\_in\\_ahr#ixzziedCidSWz](http://www.insidehighered.com/views/mclemee/mclemee_on_trotsky_in_ahr#ixzziedCidSWz)).

## À PROPOS DE

Bertrand Patenaude, « Robert Service, *Trotsky: A Biography*. David North. *In Defense of Leon Trotsky* », in *The American Historical Review*, vol. 116, n° 3, Juin 2011, p. 900-902.

\* Scott McLemee est chroniqueur pour le site *Inside Higher Ed.* et a été membre du comité de direction du National Book Critics Circle. Ses articles ont notamment été publiés dans *The New York Times*, *The Boston Globe*, *The Nation*, *Newsday*, *Bookforum* et *The Common Review*.

\*\* Christophe Jaquet a traduit *Frantz Fanon* de David Macey (La Découverte, 2011), *La Première Guerre totale. L'Europe de Napoléon et la naissance de la guerre moderne* (Champ Vallon, 2010), *Hard Times* de Studs Terkel (Amsterdam, 2009). [ch\\_jaquet@yahoo.fr](mailto:ch_jaquet@yahoo.fr)

La presse bourgeoise, de *Marianne* à *L'Express*, a accueilli avec peu de réserves et beaucoup de louanges la publication de la traduction française d'une biographie de Trotski par l'historien américain Robert Service, préoccupée d'abattre l'idole que serait le révolutionnaire assassiné en 1940 au Mexique par un agent de Staline. Dans les pages du *Monde*, c'est Benjamin Stora, un universitaire et ancien militant trotskiste, qui en a proposé une critique assez favorable. La rédaction du magazine *Lire*, quant à elle, a élu le livre de Service « meilleur livre d'histoire 2011 », rien de moins. Aux USA, le livre avait reçu le même accueil enthousiaste... jusqu'à ce que la plus importante revue d'histoire universitaire, *The American Historical Review*, en publie un compte rendu implacable, signé par un autre universitaire, Bertrand Patenaude, compte rendu qui montrait les manquements de l'ouvrage aux exigences élémentaires de la rigueur intellectuelle et scientifique. **SCOTT MCLEEMEE\*** propose ici avec humour une petite histoire de cette réception américaine.

Traduit de l'anglais par Christophe Jaquet \*\*

De temps à autre un universitaire commente l'ouvrage d'un tiers avec une telle dureté que sa critique devient légendaire. L'exemple le plus persistant est sans doute celui d'A. E. Housman, dont les contre-argumentaires (*antiblurbs*) ont, depuis plus d'un siècle, conservé toute leur acuité. On connaît surtout Housman pour les vers de son recueil *A Shropshire Lad* (1896). Mais les spécialistes de littérature ont encore à l'esprit ses articles, souvent remarquables, sur les éditions de poésie ancienne d'autres philologues et peuvent parfois en citer, de mémoire, quelques extraits. « *Quand j'ouvre pour la première fois une édition de Persius, écrit-il ainsi dans un de ces articles, je vais directement satire VI, 51 pour voir si l'éditeur identifie correctement le mot adeo. J'ai le regret de dire que M. Summers croit qu'il s'agit d'un verbe.* »

Les comptes-rendus de revues universitaires tendent de nos jours à plus de modération sinon de raffinement – ou du moins sont-ils plus circonspects. *The American Historical Review* vient cependant de publier un texte qui devrait se ménager une bonne place dans les annales de la démolition académique. Un historien y dit en effet d'un autre qu'il « *commet des distorsions de sources historiques si nombreuses et des erreurs factuelles si grossières que c'est l'honnêteté intellectuelle de toute son entreprise qui est à remettre en question.* L'éditeur (une des plus éminentes maisons d'édition universitaire des États-Unis) « *a donné son imprimatur à un livre qui ne remplit pas les normes les plus élémentaires de la recherche historique.* »

J'en passe et des meilleures. Depuis la lecture de cette critique la semaine dernière, j'ai été en contact avec le critique ainsi qu'avec l'auteur du livre incriminé – j'ai aussi tenté pendant une semaine d'obtenir une réaction de l'éditeur au sein de la maison d'édition, mais il était en congé ou préférerait se cacher.

L'ouvrage en question s'intitule *Trotsky: A Biography* (Harvard University Press, 2009), et son auteur est Robert Service, professeur d'histoire russe à l'Université d'Oxford. On lui doit également des biographies de Lénine et de Staline, elles aussi publiées par Harvard. Il faut mentionner que Robert Service n'est l'auteur, ni de *The Great Terror: Stalin's Purge of the Thirties* (1968), ni de *The Harvest of Sorrow: Soviet Collectivisation and the Terror-Famine* (1986), qui sont, eux, de Robert Conquest. Tous deux ont été chercheurs à la Hoover Institution on War, Revolution and Peace, de l'université de Stanford, ce qui n'aide guère à les distinguer (le prochain historien britannique de l'Union soviétique se prénomme Robert et promis à devenir un auteur remarqué aurait peut-être intérêt à envisager d'utiliser l'initiale R à la place de son prénom).

Il se trouve que le critique du livre de Service, Bertrand M. Patenaude, est également chercheur à la Hoover Institution. Son *Trotsky: Downfall of a Revolutionary* (HarperCollins, 2009) est sorti en même temps que celui de Service. Les deux ouvrages ont reçu, à leur parution, des commentaires très positifs de la presse britannique et de la presse états-unienne.

Trotski fut, tout au long de sa vie, objet d'adoration autant que de dénigrement, et il le reste encore aujourd'hui. Personnage qui ne le cède, à la tête de la Révolution russe, qu'à Lénine lui-même, il fut le fondateur de l'Armée rouge, l'auteur de nombreuses déclarations de l'Internationale communiste et un personnage majeur des non moins nombreux débats culturels et politiques de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Dans la polémique, il reçut autant de coups qu'il en asséna. (Le critique états-unien de la culture Dwight Macdonald a d'ailleurs déclaré qu'il s'était senti honoré d'avoir inspiré cette remarque de Trotski: « *Tout le monde a le droit d'être stupide de temps en temps, mais le camarade Macdonald*

*abuse de ce privilège.*») Il fut assassiné par un agent de Staline en 1940, mais sa capacité à susciter la polémique semble, elle, éternelle.

Afin de replacer le débat de l'AHR dans son contexte, il faut commencer par un aperçu de l'histoire de tous les efforts faits jusqu'à ce jour pour faire la biographie du révolutionnaire. En tête, la monumentale trilogie d'Isaac Deutscher, commencée en 1954 avec *The Prophet Armed* et achevée en 1963 avec *The Prophet Outcast*. Dans les années 1930, Deutscher fut exclu, pour trotskisme, du parti communiste polonais. En tant que biographe, il fut franchement partisan, sans pour autant se faire perroquet. Délégué à la première conférence de la Quatrième Internationale (l'organisation mondiale de Trotski), il vota contre la fondation du nouveau groupe, jugeant que ses forces étaient trop faibles. S'étant retiré de l'activisme politique, il devint un journaliste prolifique et couvert, principalement pour la presse britannique, l'histoire et la politique soviétiques.

Lors de la rédaction de sa biographie, Deutscher eut un accès total aux archives de l'exil russe à l'université de Harvard, et notamment à celles concernant ses années d'exil (1929-1940) qui restèrent interdites au public jusqu'en 1980. Sa profonde expérience de la politique communiste et son remarquable talent d'écrivain dans la langue qu'il venait d'adopter – l'anglais – ont fait de la trilogie de Deutscher une des très considérables biographies du dernier demi-siècle. Parallèlement, le reste des papiers de Trotski à Harvard devint accessible aux chercheurs, et quelques années plus tard, à l'époque de la glasnost, les archives soviétiques commencèrent à être ouvertes. Les vieilles controverses (par exemple, Trotski constituait-il une alternative à Staline ou n'était-il qu'un dirigeant totalitaire de plus, doué d'une meilleure plume ?) reçurent de nouveaux éléments de réflexion.

Aucun travail postérieur à celui de Deutscher n'a pu remplacer sa trilogie en tant qu'ouvrage de référence, même si la biographie de Pierre Broue, publiée en France en 1988, en est la principale rivale. (Broue, trotskiste français, a également écrit une histoire remarquable de la révolution en Allemagne et de la guerre d'Espagne.) L'ouvrage le plus connu réalisé à partir des archives soviétiques est *Trotsky: The Eternal Revolutionary* de Dmitri Volkogonov, ancien général de l'Armée rouge puis conseiller de Boris Eltsine. Son livre, publié en anglais peu de temps après la mort de Volkogonov en 1995, fait partie d'une collection de biographies des « pères fondateurs » de l'Union soviétique, écrites dans l'esprit de démystification du début de l'après-guerre froide. Selon lui, Trotski fut un des « architectes du système bureaucratique totalitaire soviétique ».

Il y eut bien d'autres publications sur Trotski, tantôt universitaires, tantôt épouvantables. On peut lire aujourd'hui les notes de Trotski sur Hegel. Ou tout savoir sur sa relation avec Frida Kahlo. Il

n'y a, en vérité, que l'embarras du choix – excepté lorsqu'il n'y a qu'embarras tout court.

Pour distinguer son livre de ce grain et cette ivraie mêlés, Service écrit dans sa préface qu'il s'agit de « *la première biographie complète de Trotski, écrite par quelqu'un vivant hors de Russie et n'étant pas trotskiste* ». L'affirmation semble d'autant plus surprenante qu'elle est totalement et incontestablement fautive. Un éditeur compétent aurait dû lui épargner l'embarras de cette inexactitude. Or, dans sa critique de l'*American Historical Review*, Patenaude va jusqu'à suggérer que ce n'est là que la partie émergée d'un iceberg d'erreurs factuelles.

« *J'ai dénombré plus de quatre douzaines [d'erreurs], écrit-il. Service mélange les noms des fils de Trotski, se trompe sur l'identité du plus grand groupe politique à la première Douma, en 1906, déforme le nom de l'archiduc d'Autriche assassiné à Sarajevo, dénature les circonstances de l'abdication de Nicolas II, antedate la position de Trotski de 1940 sur l'entrée en guerre des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale et se trompe sur l'année de la mort de sa veuve. Le livre de Service n'est absolument pas fiable. [...] Les erreurs y sont parfois invraisemblables. Service croit que Bertram Wolfe fut un des "disciples" avec lesquels Trotski vécut au Mexique (p. 441, 473), qu'André Breton était un "peintre surréaliste" dont les "tableaux montraient de la sympathie pour la détresse des travailleurs" (p. 453) et que Trotski fut réhabilité par Mikhaïl Gorbatchev, en 1988, alors que le gouvernement soviétique, en réalité, ne lui accorda aucune réhabilitation posthume.* »

(Permettez-moi ici d'ajouter un détail de nature historique, puisqu'il se peut que le nom de Bertram Wolfe, l'éminent soviétologue, décédé en 1977, ne soit guère connu des lecteurs. Dans les années 1920, alors qu'il dirigeait le parti communiste aux États-Unis, il écrivit un pamphlet qui dénonçait Trotski, puis s'impliqua dans les purges des disciples de celui-ci avant d'être purgé lui-même quelques mois plus tard. En faire un « disciple » de Trotski constituerait sans doute, si elle était avérée, une découverte intéressante. Service le confond avec Bernard Wolfe, un écrivain qui vécut un moment en exil et qui publia, plus tard, un roman sur Trotski.)

« *Service ne parvient pas à examiner de façon sérieuse les idées politiques exprimées par Trotski dans ses discours et ses écrits, écrit Patenaude, et il ne semble pas qu'il se soit jamais soucié de se familiariser avec elles.* » Et de citer à titre d'exemple le résumé que fait Service du livre du révolutionnaire, *Littérature et Révolution* (1923). Service y écrit : « *Comme les autres chefs communistes, Trotski voulait que la haute culture fût subordonnée aux objectifs du parti. Il faudrait des années, pensait-il, pour qu'existât une "culture prolétarienne" à part entière.* » C'est exactement le contraire. Le livre avait pour but de dénoncer le mouvement pour la « culture prolétarienne » et Trotski ne montre, sur ce point, aucune ambiguïté.

---

« Le livre de Service n'est absolument pas fiable. [...] Les erreurs y sont parfois invraisemblables. Service croit que Bertram Wolfe fut un des "disciples" avec lesquels Trotski vécut au Mexique, qu'André Breton était un "peintre surréaliste" et que Trotski fut réhabilité par Mikhaïl Gorbatchev, en 1988 »

---

---

« Comment un livre aussi tendancieux, un travail aussi peu rigoureux, avait-il pu recevoir des critiques aussi élogieuses de la part de tant d'historiens et d'éminents critiques, en Grande-Bretagne comme aux États-Unis ? »

---

Service dépeint un Trotski aussi froid et distant avec sa famille qu'avec ses ennemis. Il en veut pour preuve le récit qu'il fait de l'émigration du révolutionnaire Russe en Angleterre, en 1902, qui lui permettra d'éviter l'exil en Sibérie : « *Il n'avait pas plus tôt conçu quelques enfants, écrit Service, qu'il décida de s'enfuir. Peu de révolutionnaires laissèrent autant de désordre derrière eux. Mais il ne faisait, en cela, qu'agir dans le cadre du code de conduite révolutionnaire.* » Service dit ensuite de Trotski qu'il « *plaqua sa première femme* » et cite un passage de l'autobiographie de Trotski qui semble pourtant contredire tout l'épisode : « *La vie nous sépara.* » Le critique dénonce cette « *altération des faits* » qui consiste à « *couper un passage qui ne lui convient pas* ». Dans son autobiographie, Trotski raconte en effet que sa femme et lui étaient tous deux d'avis qu'il devait quitter le pays. Voici le texte de Trotski dans son intégralité : « *La vie nous sépara, mais rien ne pouvait détruire notre amitié et notre complicité intellectuelle* » (p. 125). Patenaude observe également que la première femme du révolutionnaire resta politiquement de son côté et « *trouva la mort dans la Grande Terre en tant que trotskiste* ». Service préfère peut-être dire de Trotski qu'il a « *plaqué* » sa première femme, mais ce n'est à l'évidence pas ainsi que celle-ci le percevait.

Ce n'est là qu'un échantillon des erreurs ou des manipulations factuelles relevées par Patenaude dans son article. Celui-ci fait environ deux mille mots et parle également d'un ouvrage de David North, intitulé *In Defense of Leon Trotsky*, publié en 2010 chez Mehring Books, éditeur lié au Socialist Equality Party (Parti socialiste de l'égalité), North étant le pseudonyme de son chef.

Étant moi-même, à maints égards, quelqu'un d'étrange, ma familiarité avec l'œuvre de North, qui comprend des essais affirmant que certains trotskistes furent des agents du FBI ou des renseignements soviétiques, est assez étendue. Ses livres ne bénéficient pas souvent de l'intérêt de *American Historical Review*. Il m'a semblé curieux que cet ouvrage-ci l'eût suscité. J'ai questionné Patenaude à ce sujet. La revue lui avait-elle demandé d'écrire sur les deux ouvrages ? Comment les éditeurs avaient-ils réagi à son texte – l'avaient-ils modifié ? J'ai voulu aussi lui faire part d'une chose que m'avait dite un historien après avoir lu l'article : « *C'est la critique la plus ébouriffante que j'ai jamais vue dans une revue d'histoire. Il doit y avoir quelque chose là-dessous – un élément de motivation personnelle, une revanche quelconque.* » D'autres personnes assurément y ont aussi songé. Quelles furent les circonstances de la commande ?

« *J'ai écrit l'article à la requête des éditeurs de l'AHR, me répondit-il par courriel. Ils m'ont demandé de parler à la fois du livre de Service et de celui de North. J'ai trouvé cela un peu curieux, parce que Service est une figure éminente de l'histoire soviétique et que plusieurs critiques ont*

*affirmé qu'il avait écrit la biographie définitive de Trotski. Pourquoi donc diluer l'impact de cet article en y associant l'ouvrage mince, largement autoédité, d'un trotskiste avoué qui consacre l'essentiel de son livre à critiquer Service et sa biographie ? »*

Patenaude dit qu'il eut « *d'abord envie de décliner la demande de la revue* » parce qu'il n'avait lu aucun des deux ouvrages et qu'il savait que la rédaction de l'article l'empêcherait de se consacrer à d'autres travaux. « *Néanmoins, après avoir vérifié que le livre de David North ne parlait pas de mon récent ouvrage sur Trotski, j'ai accepté l'invitation, croyant que j'ajouterai bientôt ma voix au chœur de louanges qui avait salué la biographie de Service.* »

Au cours de la lecture, il « *fut surpris par le grand nombre d'erreurs factuelles [...] ainsi que par le ton invariablement accusateur de l'auteur. Arrivé à la fin de l'ouvrage, je compris que quelque chose clochait vraiment : comment un livre aussi tendancieux, un travail aussi peu rigoureux, avait-il pu recevoir des critiques aussi élogieuses de la part de tant d'historiens et d'éminents critiques, en Grande-Bretagne comme aux États-Unis ? »*

Patenaude ouvrit alors le livre de North, dont un peu moins de la moitié est une critique de la biographie de Service. Il s'attendait à lire « *la diatribe polémique et prévisible d'un gauchiste radical* », mais trouva en réalité que North « *avait vu juste en soulignant les problèmes fondamentaux de la biographie de Service* ».

Quant à une éventuelle « *revanche* », il semble que l'article mette Patenaude dans une situation plutôt délicate : Service a écrit une critique favorable de son livre, dont un extrait apparaît aujourd'hui sur la couverture de son édition « *paperback* ».

« *Il se trouve que Service et moi sommes collègues à la Hoover Institution ; il est vrai que, comme il n'est là que l'été, je ne l'y ai rencontré qu'une fois, très brièvement, il y a quelques années.* »

Patenaude reconnaît que son article est peut-être inhabituellement sévère pour une revue universitaire, mais c'est la situation elle-même qui était inhabituelle : « *Ayant lu au moins une douzaine d'articles élogieux sur le livre de Service (dont quelques-uns qui traitaient de son livre et du mien), j'ai pensé au début que j'allais produire un article universitaire tout à fait respectueux, mais il ne me fut pas possible de mâcher mes mots devant le scandale auquel je me trouvais confronté en lisant son livre.* »

Tout en allant droit au fait, sans retenue ni ménagement, l'article de Patenaude ne s'apparente en rien à la jouissive malignité des attaques légendaires de Housman. « *Une fois que j'eus lu les deux livres et évalué la situation, me déclara-t-il, je compris que je n'avais pas d'autre choix que d'agir comme je l'ai fait.* »

Avant d'interroger Patenaude, j'écrivis à Robert Service. Avait-il préparé une réponse à l'article de l'AHR et voudrait-il, d'une manière ou d'une autre, le commenter ?

Il me répondit immédiatement : « Avez-vous un exemplaire de la revue ? Je ne puis commenter ce que je n'ai pas lu ! »

Je lui en envoyai un. Il ne répondit pas. Le silence devenant inquiétant, à la fin de la journée, je racontai à ma femme ce qu'il s'était passé. « Tu l'as tué », me dit-elle (cette pensée m'avait déjà traversé l'esprit).

Trois jours plus tard, après deux tentatives de plus pour obtenir une réponse, Service m'écrivit ceci :

« Il vaut mieux, pour les universitaires sérieux, éviter les traitements partiels. Cela fait près de deux ans que les trotskistes utilisent toutes sortes de tactiques calomnieuses et évasives pour attaquer ma biographie de Trotski. Il était prévisible qu'ils n'aiment pas un livre qui contrarie leur idolâtrie et ils n'ont jamais pu répondre aux questions fondamentales de mon livre. Mais l'intelligentsia occidentale a également, de tout temps, compté en son sein des romantiques qui veulent penser du bien de Trotski et qui se montrent plus ou moins indulgents vis-à-vis de l'histoire de l'Union soviétique. D'une certaine façon, Trotski les fascine. C'était déjà le cas de son vivant. Si j'en juge par l'article rageur de Patenaude, cette fascination demeure et même prospère. Son récit des dernières années de Trotski au Mexique en fait un martyr plein de noblesse. C'est, à tout le moins, une vue contestable ; je demande seulement qu'on lise ma biographie et qu'on se fasse sa propre opinion. »

« Les petites erreurs factuelles de la première édition de ma biographie ont été corrigées ; aucune n'affaiblit la révision de la réputation de Trotski que j'y ai tentée, après la complaisance dont il a bénéficié pendant des décennies. Ce qu'il faut, c'est une réflexion commune sur notre attitude par

rapport à l'Union soviétique et à notre histoire présente. La vie est trop courte pour une dispute. »

C'est là une réaction, mais en aucun cas une réponse. Le livre de Patenaude, qui s'intéresse aux trois dernières années de la vie de Trotski et à son assassinat au Mexique, n'est absolument pas une hagiographie. (L'idée qu'il s'abandonnerait à une sorte de nostalgie trotskiste ne résiste pas à la lecture.) Rien dans l'article de l'AHR n'est calomnieux ou abusif. Et les critiques d'universitaires de gauche comme Paul Le Blanc et Hillel Ticktin sont plus rhétoriques que polémiques. Les objections faites au travail de Service ne portent pas sur quelques « erreurs factuelles mineures » mais montrent qu'il a déformé des faits et n'a pas su lire les sources qu'il cite lui-même. Et lorsqu'elles dépassent un certain nombre, les « erreurs factuelles » ne se distinguent guère de la pure incompetence.

Aucun auteur écrivant sur Trotski ne peut échapper à la controverse, ce qui ne fait que souligner davantage la nécessité d'une exactitude scrupuleuse. Je ne peux donc que suggérer aux bibliothèques qui ont fait l'acquisition de l'ouvrage de Service de songer également à acquérir celui de David North.

Enfin, quand on peut lire dans une des principales revues académiques du pays qu'une maison d'édition universitaire « a donné son imprimatur à un livre qui ne remplit pas les critères élémentaires de la recherche historique », il semble raisonnable d'espérer une réponse. En huit jours, j'ai contacté cinq personnes (la plupart d'entre elles au moins deux fois) pour demander un commentaire sur l'article de l'AHR, et je n'en ai pas obtenu. Quelques fois, le silence est d'or ; parfois, il signale un plus vil métal.

## LES BIOGRAPHIES DE LÉON TROTSKI

Les incontournables biographies de Trotski sont, sans aucun doute, *Ma vie, essai autobiographique* (3 tomes, première édition en français 1930) et le chef-d'œuvre littéraire en forme de fresque triptyque d'Isaac Deutscher, auteur polonais qui s'est installé en Angleterre et qui a eu une influence importante sur la *New Left Review* : *Le Prophète armé, 1879-1921*, *Le Prophète désarmé, 1921-1929*, et *Le Prophète hors-la-loi (l'exil), 1929-1940* (publiés en français entre 1962 et 1965).

On peut compléter avec les ouvrages de quatre compagnons du « Vieux », *Vie et mort de Trotski* de Victor Serge (1951 en fr.), *Sept ans auprès de Léon Trotski : de Prinkipo à Coyoacán* de Jean Van Heijenoort (1978 en fr.),

*Avocat de Trotsky* de Gérard Rosenthal (1975) et *Mémoires d'un dinosaure trotskyste : secrétaire de Trotsky en 1933* d'Yvan Craipeau (1999). À voir aussi, *La Jeunesse de Trotsky* de l'Américain Max Eastman (1929 en fr.).

D'un point de vue scientifique, *Trotsky* de Pierre Broué (1988) continue de faire référence et il est utile de le comparer avec *Trotsky : le révolutionnaire sans frontières* de Jean-Jacques Marie (2006).

Parmi les interprétations plus ou moins douteuses, on peut citer *Lénine, Trotsky, Staline* de Bertram D. Wolfe (1951 en fr.), *Trotsky vivant* de Pierre Naville (1962), *L'Assassinat de Trotsky* de Julian Gorkin (1970), *Trotsky* d'Ernest Mandel (1980), et *Trotsky, le Staline manqué* de Willy Huhn (1981).

En anglais, les biographies non-traduites en français vont des plutôt intéressantes comme *Trotsky: Downfall of a Revolutionary* de Bertrand M. Patenaude (2010) aux très hostiles et peu fiables comme *Trotsky: The Eternal Revolutionary* de Dmitri Volkogonov (2007). Parmi les ouvrages académiques assez « secs » figurent *Trotsky* de Ian D. Thatcher (2002) et *Trotsky* de Geoffrey Swain (2006). Les quatre tomes (1990-1994) de Tony Cliff, fondateur du Socialist Workers Party britannique, relèvent du genre de l'historiographie militante, mais pèchent par un excès de citations de Lev Davidovitch qui deviennent rapidement lassantes.

Enfin, ne surtout pas oublier la pièce de théâtre de Peter Weiss, *Trotsky en exil* !

# POUR UNE ÉCOLOGIE DES LIGNES ET DES TISSAGES

## À PROPOS DE

**Tim Ingold**, *Une brève histoire des lignes* (2007), trad. Sophie Renaut, Bruxelles, Zones sensibles, 2011, 256 p., 22 €. **Tim Ingold**, *The Perception of the Environment. Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*, Londres, Routledge, 2000 (rééd. 2011), 488 p., 25,86 €. **Tim Ingold**, *Being Alive. Essays on Movement, Knowledge and Description*, Londres, Routledge, 2011, 288 p., 22,85 €.

\* **Yves Citton** est professeur de littérature française du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'université de Grenoble-3 et membre de l'UMR *LIRE* (CNRS 5611). Il a récemment publié *Zazirocratie. Très curieuse introduction à la biopolitique et à la critique de la croissance* (Amsterdam, 2011), *L'Avenir des Humanités. Économie de la connaissance ou cultures de l'interprétation?* (Paris, La Découverte, 2010), ainsi que de *Mythocratie. Storytelling et imaginaire de gauche* (Amsterdam, 2010). Il est co-directeur de la revue *Multitudes*.

\*\* **Saskia Walentowitz** est anthropologue, chargée de recherche à l'université de Berne, Institut d'anthropologie sociale. Elle a dernièrement publié dans l'ouvrage *L'Argument de la filiation. Aux fondements des sociétés européennes et méditerranéennes* (Maison des Sciences de l'Homme, 2011) et dans *Fatness and the Maternal Body. Women's Experiences of Corporality and the Shaping of Social Policy* (Berghahn Books, 2011). Elle est membre du comité de rédaction de *Tsantsa*, revue de la Société Suisse d'Ethnologie et du comité éditorial de la nouvelle revue en ligne *AnthropoChildren*.

Prendre un TGV, tracer un trait de plume, connecter deux points, scier une planche, tricoter, respirer : nous faisons tous ces gestes sans y penser. Tout change quand on a lu les ouvrages de l'anthropologue britannique Tim Ingold. Reconnaître un monde de lignes, de textures, de cheminements, d'habiletés et d'habitation, là où l'on ne voyait que des objets, des connexions, des moyens de transport et de production : voilà ce qu'il nous faut apprendre au plus vite. La révolution écologique passe par la découverte de cette nouvelle anthropologie.

Par **YVES CITTON\*** et **SASKIA WALENTOWITZ\*\***

**T**im Ingold n'est encore connu, de ce côté-ci de la Manche et de l'Atlantique, que dans les cercles étroits des lecteurs de la « nouvelle anthropologie ». Comme Bruno Latour, Philippe Descola, Alfred Gell ou Eduardo Viveiros de Castro, ses livres font pourtant implorer tout le cadre disciplinaire antérieur. Les questions que pose ce professeur d'anthropologie sociale à l'université d'Aberdeen sont au cœur de tous nos problèmes sociaux et politiques. Qu'est-ce qu'habiter un lieu ? Qu'est-ce que produire quelque chose ? Pourquoi notre monde ne se réduit-il pas à des « réseaux » ? De quelles amputations se paie notre vie technologisée ? Tim Ingold sait surtout traduire ces questions abstraites en des termes immédiatement identifiables pour chacun de nous : qu'est-ce que marcher ? Qu'est-ce qu'une ligne ? Qu'est-ce que le ciel ? Qu'est-ce que scier une planche ou tisser un panier ?

*Une brève histoire des lignes*, ouvrage de 2007 salué par de nombreux prix et dont la traduction française assurée par Sophie Renaut vient de paraître chez Zones sensibles, repose sur une idée apparemment bizarre, fortement dépaysante, mais proprement révolutionnaire : nous avons l'habitude de penser que nous occupons des « places » dans un « espace », que nous sommes entourés d'« objets » et que les connaissances « utiles » sont celles qui nous permettent de prendre l'altitude du « surplomb ». Tout cela, qui nous a été inculqué par la modernisation de nos formes de vie collectives, nous a toutefois fait perdre de vue ce qui fait concrètement la trame de nos existences. Pour mieux habiter notre monde, il faut apprendre à redevenir des « itinérants » (*wayfarers*) et à percevoir que notre monde est constitué de lignes.

## Un monde de lignes

Un monde de lignes se compose d'au moins cinq types d'entités. Les *traces* sont « *des marques durables laissées dans ou sur une surface solide par un mouvement continu* ». Il y a des traces additives (écrire à l'encre sur du papier), des traces soustractives (graver son nom au couteau dans un tronc d'arbre), des traces laissées par un passage continu (sur un chemin), par un pliage unique (sur du papier) ou récurrent (les lignes de la main). On

parlera de *fil* pour désigner « *un filament d'un certain type, qui peut être entrelacé avec d'autres fils ou suspendu entre des points dans un espace à trois dimensions* » ; contrairement aux traces, les fils « *ne s'inscrivent pas sur des surfaces* »<sup>1</sup>.

La nature est pleine de fils (branches, racines, rhizomes, mycéliums, nerfs) ; le monde humain aussi (cordes, câbles, circuits intégrés, mais aussi veines, nerfs, pilosité). Ces lignes peuvent revenir sur elles-mêmes pour former des *nœuds* (nœuds routiers, nœuds de cordes des marins, nœuds des brodeurs). Plusieurs fils peuvent s'intriquer pour former des *maillages* (*meshworks*) constituant les tissus dont sont faits les organes de notre corps, les paniers en osier ou les vêtements que nous portons.

Ces textures sont un lieu de passage réciproque entre le monde des traces et celui des fils : en effet, la *surface*, nécessaire au marquage (soustractif ou additif) d'une trace, est souvent elle-même une texture composée par l'intrication de multiples fils. Les surfaces tendent à se dissoudre lorsqu'on les appréhende comme tissées de fils ; à l'inverse, leur réalité de maillage s'efface lorsqu'on les traite comme des surfaces.

## Renverser l'inversion de l'environnementalisme

Que gagne-t-on à redécrire notre monde à travers le vocabulaire des lignes ? *Une conscience écologique*. C'est ce qu'explorent les deux autres livres les plus récents de Tim Ingold, *The Perception of the Environment* (2000) et *Being Alive* (2011), dont un compendium sortira en français chez Zones sensibles en 2013.

On savait depuis Arne Næss que ceux qui cherchent à protéger l'« environnement » n'ont pas compris le premier enjeu de la transformation radicale qu'apporte l'écologie à nos modes de penser<sup>2</sup>. Parler d'« environnement » implique en effet que nous existons (comme organismes, comme individus) au sein d'un environnement qui se contenterait de nous « entourer » : nous sommes dedans, il est notre extérieur ; nous sommes en lui comme le jaune est dans l'œuf, dans un rapport de contenu à contenant. Arne Næss nous invitait à substituer une pensée relationnelle au modèle contenu/

contenant. Nous ne vivons pas « dans » un certain environnement : nous sommes un ensemble de relations, qui nous constituent en même temps qu'elles constituent notre environnement.

Avec son vocabulaire de lignes – ainsi qu'avec les multiples dessins par lesquels il illustre son propos –, Tim Ingold décrit cette relationalité de façon beaucoup plus concrète, intuitive et éclairante. Il dénonce au plus profond de notre tradition culturelle une *logique de l'inversion* qui a situé à l'intérieur d'organismes séparés de leur environnement ce qui émanait des relations tissées au sein de cet environnement. La modernité nous a conditionnés à penser en termes de dedans et de dehors, d'espaces à isoler puis à connecter, de lieux à occuper et d'objets techniques à produire. Individus,

Confrontés à l'évidence qu'un TGV sans rails, un avion sans équipe de maintenance ou un téléphone sans interlocuteurs potentiels ne sont en fait pas si autonomes que cela, on réinvente après coup la notion de « réseau », en affirmant haut et fort que ces objets ne valent finalement que ce que valent leurs « connexions ». Ou alors on dira qu'il faut « protéger notre environnement » et « économiser l'énergie », parce que nos voitures ont besoin d'essence et nos poumons d'oxygène.

### Le tissage du monde

Ce sont toutes ces (fausses) évidences que nous invite à critiquer Tim Ingold, pour qui « l'écologie est l'étude de la vie des lignes » (*Lignes*, p. 136). On renversera l'inversion des modernes en traçant, non

---

*Nous ne vivons pas « dans » un certain environnement : nous sommes un ensemble de relations, qui nous constituent en même temps qu'elles constituent notre environnement.*

---

maisons, nations : nous concevons les êtres comme limités par des membranes séparant un intérieur d'un extérieur. C'est seulement dans un second temps que nous envisageons (parfois) de reconstruire un être avec tel ou tel aspect particulier de son « environnement ». D'abord, je trace un cercle, puis je le dote de certaines connexions : telle est la logique de l'inversion pratiquée par les modernes, qui demeure intacte dans la plupart des discours environnementalistes (figure 1).

Comment nous déplaçons-nous dans un tel « environnement » ? En nous « transportant » d'un « lieu » à un autre à travers un « espace » postulé vide, ou du moins sans intérêt. Ce qui compte, c'est le point de départ, où nous sommes, et le lieu d'arrivée, où nous voulons aller (en nous déplaçant le plus vite possible, puisqu'il n'y a rien à voir entre les deux) (figure 2). Pour nous faciliter la tâche, nous inventons des objets techniques : une voiture, un TGV, un avion, ou encore un téléphone, si possible portable pour nous détacher complètement de tout lieu concret. Et nous nous empressons de considérer ces divers gadgets comme autant d'« objets » que nous avons « produits », en leur donnant une existence autonome, hors-sol, séparée de nous et de leur environnement.

pas des cercles membraniques isolant un lieu ou un être, mais des trajets, des itinéraires (*wayfaring*). Il est plus éclairant de concevoir les êtres comme des *nœuds* plutôt que comme des cellules. Mon corps est constitué par le nouage infiniment intriqué des flux qui y circulent : air, eau, sang, humeurs, calories, vitamines, hormones. Mon esprit, de même, n'est rien d'autre que ce que trament en moi et à travers moi les lignes que je lis dans un livre, les bandes-annonces que je vois au cinéma, les flux de parole qui me viennent de mes proches ou de mes transistors. Il n'y a pas un *moi* « dans » un environnement ; il y a des trajets multiples qui se nouent « en » moi pour me donner mon existence propre. Je ressemble davantage à un nœud qu'à une cellule connectée à d'autres cellules par un réseau (figure 3).

Même si de tels nœuds ont une certaine stabilité, ils ne restent vivants que s'ils se renouvellent sans cesse. C'est ce traçage et ce tissage incessants qui assurent notre vie. « La relation n'est pas entre une chose et une autre – entre l'organisme « ici » et l'environnement « là-bas ». Il s'agit d'un traçage le long duquel la vie est vécue. [...] Chaque traçage constitue un fil dans un tissu de trajectoires qui trament ensemble la texture du monde vivant ».

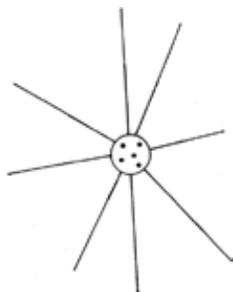


Figure 1



Figure 2

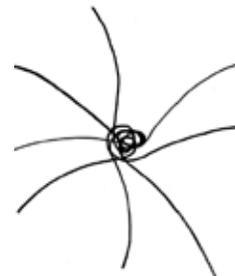


Figure 3

---

Des premières mappemondes à Google Earth, un mouvement d'élévation physique ou intellectuel nous a habitués à valoriser le regard surplombant, qui distingue des points privilégiés sur le plancher des vaches et qui s'efforce de les relier par des connexions topologiques ou causales.

---

L'environnement n'est plus simplement « ce qui entoure l'organisme », mais « un domaine d'enchevêtrement [a domain of entanglement]. C'est à l'intérieur d'un tel enchevêtrement de trajectoires entrelacées, constamment étirées par ici et ravaudées par là, que les êtres se développent et poussent le long des lignes de leurs relations. Cet enchevêtrement est la texture du monde<sup>3</sup>. »

### Trois types de mouvements

Il n'est sans doute pas indifférent que le « terrain » sur lequel l'anthropologue a basé ses premières observations ait été celui des peuples du grand Nord. Toute sa pensée nous conduit à sentir ce que les modernes ont perdu en abandonnant la vie des chasseurs-cueilleurs. Ceux qui vivent dans le blanc ou la nuit des pôles perçoivent l'existence des rares êtres qui partagent leur territoire (proies, prédateurs, voyageurs) à travers les lignes qu'ils laissent sur la neige. « Chez les Inuits, il suffit qu'une personne se mette en mouvement pour qu'elle devienne une ligne<sup>4</sup>. » L'habitation d'un lieu (par un être, par une communauté) apparaît de la façon la plus évidente comme un ensemble de traces qui convergent pour se nouer autour d'un igloo ou d'un trou dans la glace (figure 4).



Figure 4

L'étonnant chapitre III d'*Une brève histoire des lignes* propose une catégorisation redoutablement efficace de trois types de mouvements : longer (*along*), traverser (*across*), surplomber pour connecter (*up*). Passons-les rapidement en revue.

1) En tant qu'*itinérant* (*wayfarer*), le chasseur-cueilleur se déplace en forêt en restant constamment attentif à ce qui l'entoure. Son mouvement ne consiste pas à aller d'un point A à un point B prédéterminé (à travers un espace indéterminé), mais à suivre les lignes et les traces qu'il découvre sur son chemin au fil de son cheminement (*along*). Le comportement de l'itinérant repose sur « l'appariement de la perception et de l'action » : son mouvement est fondé sur l'attention qu'il porte au chemin le long duquel il avance. Qu'il repère la trace fraîche d'une proie possible, et le voilà qui s'enfonce dans la forêt ; qu'il entende un cri provenant de la direction inverse, le voilà qui rebrousse chemin.

2) Tel n'est pas le cas du passager d'un TGV, qui peut dormir, lire un livre, regarder un film ou rêvasser, sans prêter la moindre attention aux vaches qui regardent son train passer. Ce qui compte pour lui, c'est d'aller aussi vite que possible de Paris à Berne, à travers (*across*) des campagnes qui ne l'intéressent en rien. « Ce qui fait la spécificité du transport n'est donc pas le recours à des

moyens mécaniques ; il s'illustre plutôt par la dissolution du lien intime qui, dans le trajet (*wayfaring*), associe la locomotion et la perception<sup>5</sup>. »

3) Grâce aux inventions des frères Montgolfier et de la Nasa, grâce aux photographies de Yann Arthus-Bertrand, mais aussi grâce à tout le travail de cartographie accompli par la modernité, nous avons également appris à transporter nos regards vers le haut (*up*). Des premières mappemondes à Google Earth, un mouvement d'élévation physique ou intellectuel – bien analysé par Peter Sloterdijk<sup>6</sup> – nous a habitués à valoriser *le regard surplombant*, qui distingue des points privilégiés sur le plancher des vaches et qui s'efforce de les relier par des connexions topologiques ou causales (routes, réseaux, structures, modèles explicatifs).

### La Terre vue du ciel

Parmi ses nombreuses implications, la distinction de ces trois types de mouvements permet de mieux comprendre les limites de l'environnementalisme dominant – qui reste presque complètement inféodé aux impératifs du transport et à la vision en surplomb. La majorité des discours écologistes cherche plutôt à alimenter les TGV par des éoliennes qu'à questionner la dissociation entre locomotion et perception. La conscience environnementaliste repose largement sur un effort – légitime et indispensable – pour voir les « choses de haut » : elle exige avec raison que nous levions le nez de nos petits besoins personnels ou désirs consuméristes pour envisager leurs implications globales et à long terme. Cette « écologie vue du ciel » – dont témoigne de façon caricaturale le double succès populaire du film *Home* de Yann Arthus-Bertrand et de l'émission *Le dessous des cartes* de Jean-Christophe Victor – nous fait voir notre monde comme une somme plane de lieux, de paysages, d'espaces (plus ou moins densément occupés), de statistiques, de causalités réciproques et de tendances contradictoires qui coexistent ou s'entrechoquent à la surface de la planète.

En montrant l'emprise du transport et du surplomb sur nos discours environnementalistes, Tim Ingold fait apparaître que « la notion d'un environnement global, loin de marquer la réintégration de l'humanité dans le monde, signale au contraire l'apogée d'un processus de séparation<sup>7</sup> ». « Quand les scientifiques parlent d'environnement global, ils ont en tête un monde que nous, humains, avons nous-même cerné. » Par une autre forme d'inversion, ce n'est plus le monde qui nous entoure, nous ne vivons plus dans l'enchevêtrement de son environnement : c'est nous qui en faisons quotidiennement le tour par nos voyages, nos cartes et nos satellites. « Projetés sur sa surface extérieure, nous en sommes devenus les ex-habitants plutôt que les [in-]habitants<sup>8</sup>. »

En même temps qu'elle doit évidemment s'appuyer sur les chiffres inquiétants qu'avancent les

KREMLIN TOWER RED, MOSCOW

THEY WILL HAVE  
 NO CHOICE EXCEPT  
 TO SUBMIT OR  
 TO RULE.  
 THEY WILL  
 CHOOSE TO RULE.

scientifiques pour prévoir (et si possible prévenir) les menaces globales pesant sur notre environnement, l'écologie doit se rappeler que « le local n'est pas une perception plus limitée ou plus étroitement conçue que le global: le local consiste en un mode de perception radicalement différent, basé sur l'engagement participatif, perceptuel et pratique avec ce qui compose un monde que l'on habite, plutôt que sur l'observation détachée et désintéressée d'un monde que l'on se contenterait d'occuper<sup>9</sup>. »

**Pour une écologie du médium et de la météo**

Pour guérir ses étudiants des habitudes déformantes du regard en surplomb, qui globalise et aplatit notre conscience environnementale, le docteur Ingold les emmène à la plage par une journée d'orage et leur demande de décrire la ligne séparant la terre du ciel. La déconstruction de cette ligne (imaginaire) leur permet de prendre conscience du médium dont l'enchevêtrement nous fait vivre. Ils sont ainsi conduits à reconnaître que « le sol sur lequel nous reposons n'est pas une plateforme de support où sont disposées des choses, mais constitue une zone de processus formateurs et transformateurs agencés par l'entrejeu du vent, de l'eau et de la pierre, au sein d'un champ de forces cosmiques se manifestant entre autres

par les marées ». On découvre ainsi « un monde en mouvement, en flux et en devenirs, un monde d'océan et de ciel, un monde-météorologique (a weather-world)<sup>10</sup>. »

En substituant l'in-habitant du monde-météorologique (figure 5b) à l'ex-habitant du globe terrestre (figure 5a), cette écologie-là propose une perspective réellement renversante: au lieu d'observer la

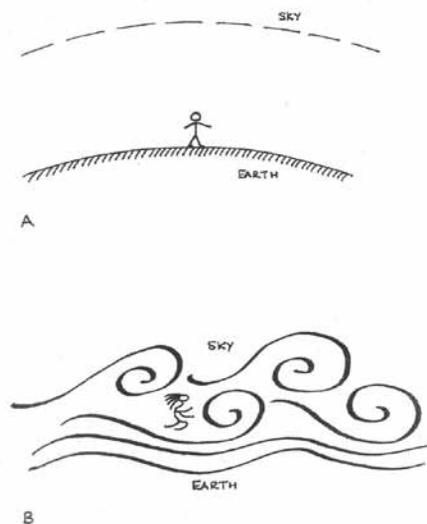


Figure 5

Terre vue du ciel, elle nous resitue dans un ciel vu de la Terre. Cela est bien entendu crucial pour rendre compte de notre rapport au « climat », dont la (re)découverte récente est clairement marquée du sceau d'un retour du refoulé. Qu'est-ce que se préoccuper du climat, sinon réaliser (enfin) que nous sommes « *immergés dans les mouvements incessants du vent et de la météo, en une zone où substances et médiums se réunissent dans la constitution d'êtres qui, à travers leur activité, participent au tissage des textures du monde*<sup>11</sup> » ?

### Occuper n'est pas habiter

Les textures de notre monde ne constituent pas un « donné » environnemental, mais un ouvrage toujours en train de se faire (et toujours exposé au risque de se défaire). Alors que les modernes conçoivent leur rapport à l'espace sur le mode du *transport* (entre un point de départ et un point d'arrivée) et de l'*occupation* (par le contrôle de l'espace intra-membranique), les peuples de pêcheurs-chasseurs-cueilleurs, en résonance intime avec les pensées « animistes », nous rappellent que « les

## EXTRAIT LA VIE DES LIGNES

Pour l'itinérant (*wayfarer*), la question de la vitesse ne se pose pas. Se poser la question de la vitesse de l'itinérant n'a pas plus de sens que de se préoccuper de la vitesse avec laquelle la vie passe. Ce qui importe n'est pas la vitesse à laquelle on se déplace, en termes de ratio entre une distance et une durée, mais plutôt que le mouvement soit en phase, ou en accord, avec les mouvements d'autres phénomènes du monde habité. La question « Combien de temps cela prend-il ? » n'est pertinente que lorsque la durée d'un voyage se mesure à l'aune d'une destination décidée à l'avance. Mais dès lors qu'on réduit la dynamique d'un mouvement à la mécanique de la locomotion, comme dans le cas du transport orienté vers une destination, la durée du voyage devient un enjeu essentiel. Le voyageur dont le métier consiste à s'arrêter en des points précis souhaite passer son temps *dans* un lieu et non *entre* deux lieux. Quand il est en transit, il n'a rien à faire.

Au cours de son histoire, le transport a tout fait pour réduire ces périodes limitaires et intermédiaires, en concevant des moyens mécaniques toujours plus rapides. En théorie, la vitesse du transport peut être augmentée indéfiniment ; dans un système parfait, le voyageur arriverait immédiatement à sa destination. Mais [...] la possibilité du transport pur est une illusion. Nous ne pouvons pas parcourir le monde en quelques sauts, de même que l'itinérant n'est jamais tout à fait le même au départ et à l'arrivée. C'est précisément parce que le transport parfait est impossible – parce que tout voyage est un mouvement en temps réel – que les lieux ne sont pas seulement des lieux : ils ont aussi des histoires.

Par ailleurs, puisque personne ne peut être partout à la fois, on ne peut pas entièrement dissocier la dynamique du mouvement de la formation du savoir, comme si les deux se situaient sur deux axes orthogonaux, l'un étant orienté latéralement et l'autre verticalement. En pratique, l'esprit ne peut pas s'élever et quitter la surface de la terre en se détachant du corps pour aller parcourir le monde et collecter des données en vue de créer des structures de savoir objectif. L'objectivité pure est aussi illusoire que le transport pur, en grande partie pour les mêmes raisons. Cette illusion ne peut être conservée que si l'on supprime l'expérience incarnée du mouvement entre un lieu et un autre ; ce mouvement est inhérent à la vie, au développement et au savoir. Pour faire son travail, le géomètre doit se déplacer et venir sur place ; il doit nécessairement *promener* son regard sur le paysage. De même que le lecteur moderne tourne les pages en promenant son regard sur le texte imprimé. Dans les deux cas, l'expérience du mouvement est appelée à empiéter sur les pratiques d'observation. Pour nous tous, en réalité, le savoir ne se construit pas en traversant la route, il se développe en chemin.

Ce qui rend sans doute la situation des hommes dans les sociétés métropolitaines si difficile aujourd'hui, c'est d'être obligés d'habiter dans un environnement qui a été prévu et expressément construit pour les besoins de l'occupation. L'architecture et les espaces publics de l'environnement construit enferment et contiennent ; ses routes et ses voies rapides sont connectées. Les systèmes de transport d'aujourd'hui couvrent le globe en un vaste réseau de liaisons entre des destinations. [...] Pourtant, les structures qui enserrant, canalisent et contiennent

ne sont pas immuables. Elles sont continuellement sapées par les tactiques et les ruses des habitants, dont les « *lignes d'erre* » ou l'« *entrelacs de parcours* » – pour reprendre les expressions respectives de Deligny et de Michel de Certeau – court-circuitent les visées stratégiques des maîtres d'ouvrage de la société, pour qu'elles s'usent et finissent par se désintégrer. [...]

La vie refuse d'être contenue. Elle se faufile un chemin dans le monde en suivant les innombrables lignes de ses relations. Mais si la vie n'est pas enfermée dans des barrières, elle ne peut pas non plus être encerclée. Que devient dans ce cas notre concept d'environnement ? Littéralement, l'environnement est ce qui entoure. Mais pour les habitants, l'environnement ne se définit pas par les environs d'un espace délimité ; il est une zone où les différents chemins qu'ils empruntent sont complètement enchevêtrés. Dans cette zone d'enchevêtrement – maillage de lignes entrelacées –, il n'y a ni intérieur ni extérieur, seulement des ouvertures et des passages. En bref, l'écologie de la vie doit être une écologie de fils et de traces, et non de points nodaux et de connecteurs. Son sujet d'étude doit porter non pas sur les relations *entre* des organismes et leur environnement extérieur, mais sur les relations qui accompagnent l'entrelacs de leurs lignes de vie. En un mot, l'écologie est l'étude de la vie des lignes.

Tim Ingold, *Une brève histoire des lignes* (2007), trad. Sophie Renaut, Bruxelles, Zones sensibles, 2011, p. 134-136.

êtres ne se contentent pas d'occuper le monde, mais l'habitent, et que ce faisant – en tramant leurs propres cheminements le long de son maillage –, ils contribuent à son tissage incessant et toujours renouvelé<sup>12</sup>».

Tim Ingold nous fait comprendre que l'habitation n'est pas tant une affaire de place ou d'espace que de frayage. Comme l'araignée, comme les peuples des contrées enneigées, nous faisons notre environnement (physique et mental, individuel et collectif) au fil des sentiers que nous y frayons, selon les lignes d'inspiration que nos différents médias tracent constamment en nous.

À la manière des colonies d'hier ou des centres commerciaux d'aujourd'hui, les modernes ont pris l'habitude d'occuper des lieux abstraitement encadrés, d'y construire des structures préfabriquées et de s'y transporter aussi vite que possible (non sans pester contre les bouchons qui encombrent l'approche des parkings d'Ikea). Même ceux

qui résistent aux excès les plus délirants de la modernité se font forts d'« occuper » Wall Street, La Défense ou la Plaza del Sol.

C'est cette perspective de l'occupant-construc-teur-transporteur que Tim Ingold nous invite à renverser en nous rappelant la façon dont les chasseurs-cueilleurs – ceux qui habitent au loin, mais aussi ceux qui survivent en chacun de nous – habitent leur territoire en le tramant par leurs cheminements. La vraie force des mouvements récents n'est pas tant d'« occuper » tel ou tel lieu que d'y tramer des cheminements et des piétine-ments motivés par un réel désir d'habitation (tisser du lien social, *reclaim the streets*, prendre soin du devenir des déchets, etc.). Si nous avons telle-ment « pollué notre environnement », c'est que nos modes de vie ont fait de nous des occupants, et nous ont désappris à être des in-habitants : « ce qui rend sans doute la situation des hommes dans les sociétés métropolitaines si difficiles aujourd'hui,

## EXTRAIT UNE ANTHROPOLOGIE DES FLUX

Dans *Perception of the Environ-ment*, j'ai avancé une conception de l'être humain comme un nœud singulier (*nexus*) de croissance créative au sein d'un champ de relations en déploie-ment continu. Je suggérais de considé- rer le processus de croissance comme un mouvement le long d'un chemin consti- tatif d'un mode de vie (*a way of life*). Depuis lors, mon travail a été largement dédié à explorer les implications de cette suggestion. Ce faisant, je me suis trouvé revenir sans cesse sur les mêmes thèmes : l'idée de la vie comme vécue selon des lignes, ou cheminements (*wayfaring*) ; la primauté du mouvement ; la nature et la constitution du territoire (*ground*) ; les perspectives divergentes sur la Terre comme territoire d'habitation ou comme planète distante ; l'intrication de la terre et du ciel, du vent et du temps météo- rologique ; la fluidité et la friction des matériaux ; les expériences de la lumière, du son, des sensations et des sentiments ; ce que signifie faire des choses ; dessiner et écrire ; raconter des histoires (*storytel- ling*). Un des concepts clés que j'intro- duis ici est celui de maillage (*meshwork*), entendu comme la texture de fils enche- vêtés. [...]

Ce que j'appelle « la perspective de l'habitation » (*the dwelling perspective*) est fondé sur la prémisse que les formes construites par les humains, dans leur imagination ou sur le sol, émanent des

courants propres à leurs activités, dans les contextes spécifiques de leurs engage- ments pratiques avec ce qui les entoure. J'ai opposé à cela « la perspective de la construction » (*the building perspec- tive*), située au cœur du modèle familier de la fabrication (*making*), selon lequel le travail productif consiste essentiel- lement à transcrire des formes idéales préexistantes dans un substrat matériel initialement inerte et dénué de structure propre. Adopter une perspective d'ha- bitation ne dénie en rien, bien entendu, que les humains construisent certaines choses. Mais cela en appelle à une conception alternative de la construc- tion, perçue comme un processus qui nous fait travailler avec les matériaux et qui ne se contente pas de leur faire subir une transformation ; un tel processus contribue à faire émerger une forme, plutôt qu'à simplement la translater du virtuel à l'actuel.

Une autre façon de se représenter cela consiste à concevoir la construction et la fabrication, plus généralement, comme des modalités du tissage (*weaving*). La construction est à l'habitation ce que la fabrication est au tissage : mettre en valeur le premier terme de chacun de ces couples conduit à résorber le processus de production dans son produit fini, dont l'origine n'est alors pas attribuée à l'im- provisation créatrice du travail qui résout les problèmes au fil de son déploiement,

mais à l'innovation de projets et de finalités déterminées à l'avance. Mettre en valeur le second terme, au contraire, revient à donner la priorité au processus plutôt qu'au produit, et à définir l'acti- vité par l'attention qu'elle porte à ses engagements avec son environnement, plutôt que par la transitivité des moyens et des fins. Alors que la perspective de la construction situe le fabricant (*the maker*), en tant qu'il est porteur d'inten- tions préalables, au-dessus et en lutte avec le monde matériel, la perspective de l'habitation situe le tisserand (*the weaver*) dans l'enchevêtrement d'un monde de matériaux, qu'il contribue à tramer en y déployant son travail. C'est en ce sens qu'il est le pro-ducteur au sens originel du terme.

À travers ce changement de perspec- tive, j'espère faire évoluer l'anthropologie en général, et l'étude de la culture maté- rielle en particulier, loin de leur fixation actuelle sur les objets et les images, en direction d'une meilleure appréciation des flux matériels et des courants d'at- tention sensorielle (*sensory awareness*) au sein desquels à la fois les idées et les objets prennent forme par constitution réciproque.

Tim Ingold, *Being Alive. Essays on Movement, Knowledge and Description*, Londres, Routledge, 2011, p. xii et 10 (trad. Y.C.).



*c'est d'être obligés d'habiter dans un environnement qui a été prévu et expressément construit pour les besoins de l'occupation<sup>13</sup>».*

#### **Tramer n'est pas construire**

De nombreuses pages des livres de Tim Ingold sont consacrées à l'opposition entre la perspective de l'habiter (*dwelling*) et celle du construire (*building*), qui se superpose en partie avec l'opposition entre tramer (*weaving*) et produire (*making*). Alors que la construction et la production sont essentiellement transitives – on fait quelque chose de précis et d'isolable –, habiter et tramer sont plutôt des activités *intransitives*, sans objet aisément identifiable. Elles relèvent de «*l'immersion des êtres dans les courants de leur monde vital (lifeworld), sans lesquels des activités telles que la conception, la construction ou l'occupation ne pourraient pas avoir lieu<sup>14</sup>*». Elles ont en commun de «*traiter la forme comme émergeant du sein des processus vitaux*», plutôt que comme imposée d'en haut par une réflexion ou une décision antérieures.

On comprendra mieux les enjeux de ces distinctions à partir d'un exemple frappant analysé par Tim Ingold dans un chapitre de *The Perception of the Environment*. Observant de près des femmes du peuple Telefol de Nouvelle-Guinée en train de tisser des sacs de corde, et comparant cette activité

avec la façon dont l'oiseau dénommé tisserin bâtit son nid, l'anthropologue en vient à rejeter trois oppositions classiques, qui structurent non seulement la discipline anthropologique mais aussi toute notre vision du monde: celle que nous faisons entre culture et nature, entre acquis et inné, entre forme et matière.

Le tissage des sacs et des nids émerge au point de rencontre entre certains matériaux porteurs de propriétés particulières, certaines capacités physiques déterminées et certains gestes incorporés à force de tâtonnements imitatifs et de répétitions. On est ici au-delà de l'opposition entre nature et culture, puisque l'activité semble émerger et répondre à la même logique chez les tisserands humains et chez les tisserins animaux. On est également entre l'inné et l'acquis, puisque le tissage semble se manifester chez tous les individus immergés dans un même environnement, mais être dans certains cas inhibé par l'absence de tel élément déclencheur ou accompagnateur au sein de cet environnement. On est à mille lieues d'une forme (préconçue) imposée à une matière inerte parce que, dans le cas du sac humain comme dans celui du nid animal, «*c'est la figure propre (pattern) du mouvement régulier, et non pas quelque dessin/design préexistant, qui génère la forme. Et la fluidité et la dextérité de ce mouvement relèvent*

10 DUNNING STREET DOOR BLACK, LONDON

THEY WILL  
SERVE NOTHING  
AND NO ONE.  
THEY WILL  
NOT GIVE OR  
ASK FOR HELP.

*des habiletés (skills) qui sont incorporées dans le modus operandi de l'organisme – de l'oiseau ou de l'humain – à travers la pratique et l'expérience développées au sein d'un environnement<sup>15</sup>.»*

Le tissage des paniers, des sacs, des tissus ou des nids devient alors pour Tim Ingold non seulement une métaphore efficace, mais un véritable modèle conceptuel pour recentrer l'écologie autour de « l'étude de la vie des lignes ».

#### **Pour une écologie des habiletés**

Ce n'est nullement rabaisser les femmes du peuple telefol que de les comparer à des oiseaux, ou de considérer que leur tissage est « intransitif » (ce qui peut l'assimiler à une activité « végétative »). Toutes nos activités les plus valorisées et les plus valorisantes ne sont-elles pas pour une part du même ordre ? Pourquoi et comment fait-on de la musique ? des livres ? des repas ? des fêtes ? Pour en tirer des profits divers, et avec le plus souvent un plan préconçu derrière la tête, bien entendu, ce qui est sans doute également le cas des tisseuses Telefol. Mais en deçà et au-delà de tels plans d'action et de tels projets de construction, n'est-ce pas du geste même – intransitif – de tramer une mélodie, un chapitre, un repas, un pas de danse, que nous tirons les gratifications les plus grandes de nos activités ? Et ne serait-ce pas une tendance

particulièrement mutilante de la modernité capitaliste, dynamisée par la logique de l'industrialisation, que d'instrumentaliser nos gestes les plus chers – en les transitivant systématiquement sous la pression de l'échange marchand ?

Et dans l'apprentissage et dans la valorisation des mouvements par lesquels nous tramons notre existence, c'est à une écologie des gestes que nous invite ici Tim Ingold, en mettant au cœur de son anthropologie la notion difficilement traduisible de *skill* (habileté, savoir-faire). Il la définit à travers quatre dimensions principales : « *Premièrement, l'intentionnalité et la fonctionnalité sont immanentes dans la pratique elle-même, plutôt que d'être des propriétés préalablement déterminées par un agent et par un instrument.* » Cela désigne l'intransitivité évoquée plus haut : l'habileté émane du geste lui-même, plutôt que d'un dessein extérieur qu'il suffirait d'exécuter, ou d'une machine qu'il suffirait d'enclencher.

« *Deuxièmement, l'habileté n'est pas un attribut du corps individuel pris isolément, mais de l'ensemble du système de relations constitué par la présence de l'artisan dans son environnement.* » L'habileté émerge de la rencontre entre les propriétés particulières de certains corps, matériaux, médias. Là où nos habitudes individualisantes nous font voir un artisan imposant une forme sur une

---

*Pourquoi et comment fait-on de la musique ? des livres ? des repas ? des fêtes ? Pour en tirer des profits divers, et avec le plus souvent un plan préconçu derrière la tête. Mais en deçà et au-delà de tels plans d'action et de tels projets de construction, n'est-ce pas du geste même – intransitif – de tramer une mélodie, un chapitre, un repas, un pas de danse, que nous tirons les gratifications les plus grandes de nos activités ?*

---

matière, il nous faut apprendre à reconnaître une activité émanant d'un enchevêtrement de lignes : celles que trace l'agent humain, bien entendu, mais aussi celles qu'il s'efforce de suivre et d'épouser au sein du matériau, celles qui orientent et rythment ses pratiques au sein d'un environnement qui met plus ou moins de pression sur l'accomplissement de sa tâche.

« Troisièmement, bien davantage que de représenter la simple application d'une force mécanique, l'habileté implique des qualités d'attention et de soin (care), de jugement et de dextérité<sup>16</sup>. » En analysant méticuleusement la façon dont notre corps (ré)agit à la scie et au bois lorsque nous coupons une planche à la main, Tim Ingold met en lumière « (i) la qualité processuelle de l'utilisation des outils, (ii) la synergie qui doit s'instaurer entre l'ouvrier, l'outil et le matériau et (iii) l'appariement de la perception et de l'action » qui doit accompagner l'ensemble du processus<sup>17</sup>. »

« Quatrièmement, ce n'est pas par la transmission de formules explicites que les habiletés sont transmises de génération en génération, mais à travers une expérience pratique par laquelle nous mettons la main à la pâte (hands-on)<sup>18</sup>. » Au care de l'amateur doit se joindre le toucher ineffable de l'artisan. C'est à travers la transmission de ces connaissances tacites, par la répétition de gestes en quête permanente d'ajustements et de raffinements que se développent les *skills*.

### La nécessité du geste improvisateur

Dès lors qu'on reconnaît qu'il y a au moins autant d'habiletés pratiques à développer dans les activités intellectuelles que dans les activités manuelles, on mesure l'importance d'une telle écologie des habiletés. Tout un enseignement (« républicain ») se targue de dresser les élèves à imposer une forme préconçue (le plan en trois parties) sur une matière supposée vierge de toute ligne propre. Quiconque a enseigné ou pratiqué la dissertation sait pourtant que « l'habileté opératoire ne sert pas à exécuter un design préexistant, mais à engendrer les formes des artefacts au fil même de l'action<sup>19</sup>. »

À travers quelques interventions explicites dans les politiques universitaires actuelles, l'anthro-

pologue dénonce avec force « la prostitution du travail de recherche devant les idoles jumelles de l'innovation et de la compétitivité, qui réduisent de nobles traditions de savoir à des logiques de marketing<sup>20</sup>. Les habiletés propres à la recherche – manuelle comme intellectuelle – demandent une temporalité, un toucher et un soin qu'écrase le double étai de la standardisation bureaucratique et de la pression compétitive.

C'est moins à des pratiques de résistance qu'à des résistances par les pratiques que nous invite l'écologie des lignes et des tissages : « l'essence de l'habileté repose sur la capacité improvisatrice grâce à laquelle les praticiens parviennent à désassembler les constructions de la technologie et à en réincorporer les pièces dans leurs propres trajectoires de vie. C'est en cela que réside la puissance de la vie à résister aux impositions des régimes de commande et de contrôle qui tentent de réduire les agents humains à ce que Karl Marx a appelé les « appendices vivants » de mécanismes sans vie<sup>21</sup>. »

### L'analyse des mouvements

Pour illustrer la nature de ce geste improvisateur, Tim Ingold résume en trois petits dessins tout ce qui a fait à la fois la merveilleuse puissance et la terrible pauvreté de notre modernité. Il emblématise par un traçage de plume tiré du roman de Laurence Sterne, *Tristram Shandy*, le cheminement continu du chasseur-cueilleur itinérant ou le geste habile de l'artisan, associant étroitement attention, perception, mouvement, dextérité (figure 6). Il nous propose alors de « segmenter cette ligne en petites sections de longueurs à peu près égales » et d'enrouler chaque section à l'intérieur d'un point de façon à obtenir, le long du même traçage dont on aura perdu le fil, une série discontinue de points séparés (figure 7).

Cette analyse qui fragmente un mouvement continu pour le réduire à une série de points équidistants figure le mouvement à la fois destructeur et libérateur qui a porté la dynamique de la modernité. On le retrouve, entre mille autres exemples, chez Lavoisier qui décompose les substances en leurs « premiers éléments » chimiques ; dans la chaîne de montage, qui démembrer le geste de

---

Les habiletés propres à la recherche – manuelle comme intellectuelle – demandent une temporalité, un toucher et un soin qu'écrase le double étai de la standardisation bureaucratique et de la pression compétitive.

---

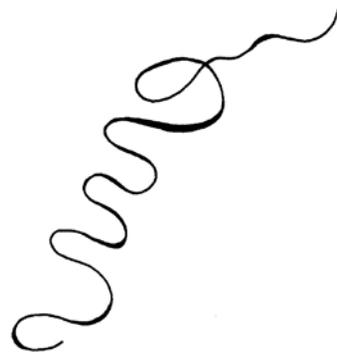


Figure 6



Figure 7

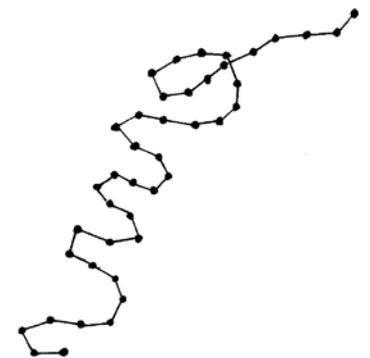


Figure 8

l'artisan en une succession de tâches isolables et automatisables; dans la machine à écrire, qui casse la continuité du geste graphologique pour frapper des lettres séparées à intervalles réguliers; dans la façon dont Bergson et Deleuze comprennent la nouveauté de l'image cinématographique, faite de photographies équidistantes; dans la digitalisation qui transforme aujourd'hui tout et n'importe quoi en une série de 0 et de 1.

La force de cette analyse tient bien entendu aux (nouvelles) recompositions qu'elle rend possibles. Tout le travail consiste à reconnecter les

Ces gestes sont autant à inventer qu'à retrouver, on en reçoit l'inspiration autant des artistes que des artisans... ou des surfeurs, comme l'illustrent les belles analyses de Gibus de Soultrait: «*de la veille météorologique à la vague surfée, le surf n'est que l'expression artistique, sportive et donc existentielle, d'un geste d'écriture veillant à répliquer la globalité, l'intégrité de l'océan exprimée par la houle en mouvement. Une réplique guidée par la justesse, l'authenticité d'un mouvement entendu alors par le surfeur comme une opportunité non pas tant à saisir qu'à intégrer*<sup>22</sup>.» Ce sont ces gestes

---

*Le cheminement n'est pas meilleur en soi que le transport ou le survol, dont il serait idiot de vouloir se passer. Le problème que pose Tim Ingold avec ses petits dessins est celui, vieux d'au moins deux siècles, de l'atrophie des gestes induite par l'extériorisation technologique de nos activités physiques et relationnelles.*

---

points qu'on a préalablement analysés, soit d'une manière qui fasse émerger de nouvelles matières, de nouvelles expériences et de nouvelles formes de vie, soit de façon à reconstituer à plus bas coût de production l'entité originelle (comme l'illustre la figure 8). Pas besoin de souligner, ni de contester les gains apportés par cette liberté et par cette puissance de recomposition. Pas besoin non plus de souligner à quel point nos modes de déplacement et de communication relèvent presque tous aujourd'hui de la connexion au coup par coup entre des points prédéterminés (gares, parkings, serveurs, spécialistes).

### Une écologie des gestes

L'envers de tous les bienfaits que nous apportent l'analyse et ses recompositions secondaires, c'est une fragmentation qui rend de plus en plus difficile la continuité gestuelle qui sous-tend nos habiletés. Le cheminement n'est pas meilleur en soi que le transport ou le survol, dont il serait idiot de vouloir se passer. Le problème que pose Tim Ingold avec ses petits dessins est celui, vieux d'au moins deux siècles, de *l'atrophie des gestes* induite par l'extériorisation technologique de nos activités physiques et relationnelles. Relier des points prédéterminés peut certes s'avérer plus fiable, plus efficace ou plus profitable que tracer des lignes au fil de la main. Quelque chose se perd toutefois à ne pas mettre soi-même la main à la pâte, à passer du geste continu (*hands-on*) au programme segmenté (*digital*), à se délester sur autrui ou sur des machines de l'apprentissage d'habiletés qui exigent toujours du temps, de la patience, de l'imitation, de la répétition, de la co-présence, de l'attention et du soin – mais qui sont également porteuses de savoirs et de saveurs irremplaçables.

En tant qu'«étude de la vie des lignes», l'écologie passe par une revalorisation des gestes par lesquels nous tramons la continuité de notre existence individuée dans le tissu des pratiques collectives.

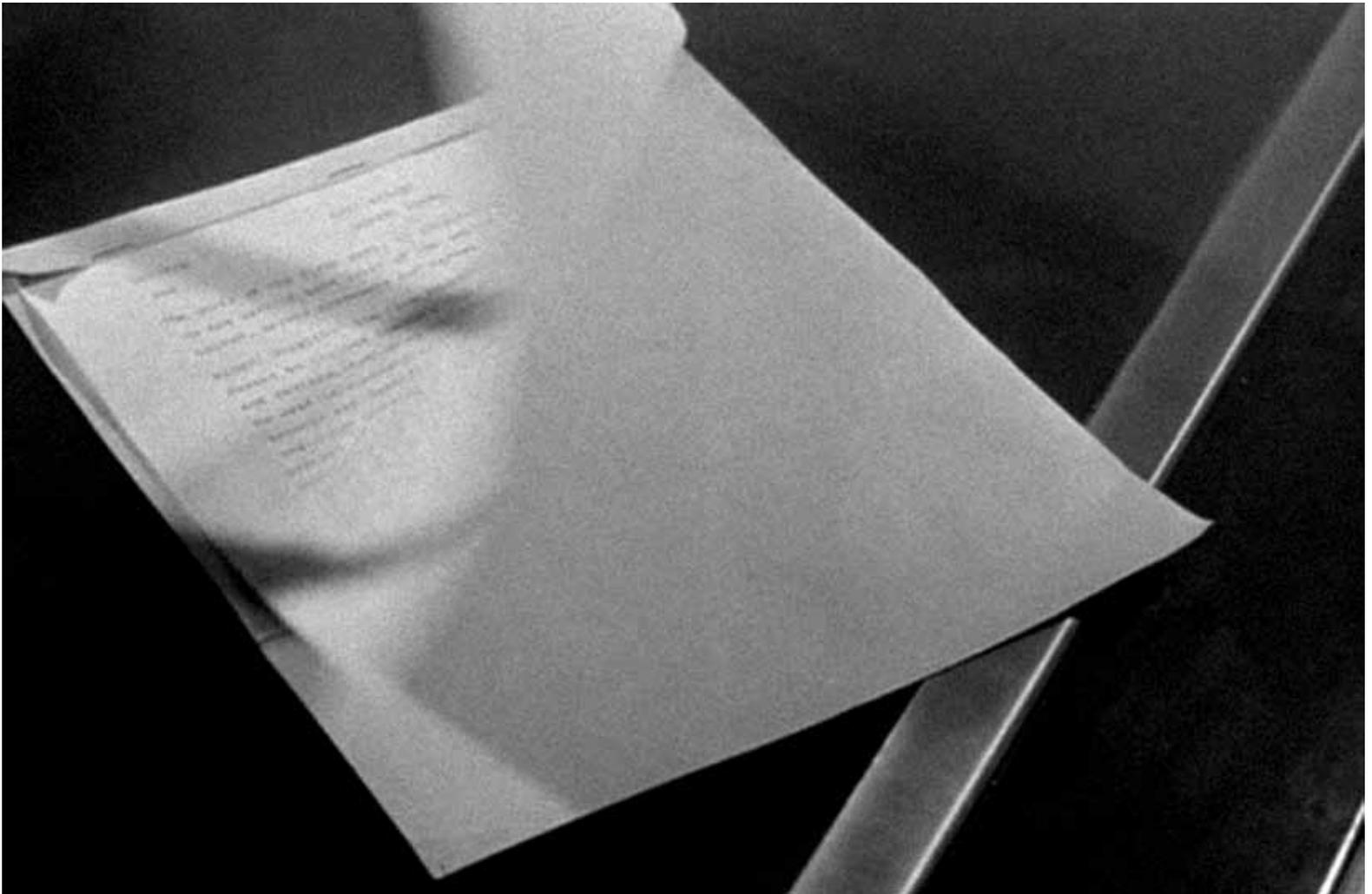
d'intégrité et d'intégration qui, au sein de l'enchevêtrement du monde, nous donnent notre consistance et nos vraies joies.

### En route vers une nouvelle anthropologie

Malgré l'originalité et la fraîcheur de sa pensée, Tim Ingold est lui-même traversé par des lignes qui lui viennent d'ailleurs. Il reconnaît volontiers sa dette envers Martin Heidegger, Maurice Merleau-Ponty, André Leroi-Gourhan, Henri Lefebvre, James J. Gibson ou Gilles Deleuze. À partir de cet héritage, son travail s'inscrit avec force dans la «nouvelle anthropologie» non anthropocentrée qui se trame depuis ces dernières décennies, notamment en France à travers l'anthropologie de la nature de Philippe Descola<sup>23</sup> et l'anthropologie des sciences et des techniques de Bruno Latour. Elle s'esquisse également, au-delà de la France, à partir des travaux, anciens et actuels, de Roy Wagner, Marylin Strathern ou Eduardo Viveiros de Castro<sup>24</sup>. Comment y situer la contribution de Tim Ingold, en suivant le fil de *Lignes*, c'est-à-dire en essayant de tracer quelques grandes lignes de convergence et de divergence qui émanent de ces penseurs majeurs d'une anthropologie renouvelée au sommet de l'Anthropocène?

L'un de leurs principaux points communs réside dans leur effort pour formuler une pensée alternative aux principes qui fondent la discipline anthropologique: il s'agit de sortir du dualisme entre nature et culture – avec son cortège d'oppositions, entre humain et non-humain, sujet et objet, individu et société. Tous ces penseurs défendent donc des approches pluralistes – et s'accusent réciproquement de n'être pas assez pluralistes. Tous se méfient des universalismes surplombants, pour s'intéresser à l'analyse de la «*production même de localités, de dimensionnements et d'échelles*<sup>25</sup>».

Cette lente «*contre-révolution copernicienne*<sup>26</sup>» se traduit chez Ingold par la tentative de «*repenser l'animé, [afin de] réanimer la pensée*<sup>27</sup>». Sa vertu



---

La critique de Descola touche juste: on voit souvent affleurer dans *Lignes* un intégrisme de la courbe qui laisse très peu de place aux lignes droites composant aujourd'hui nos sociétés modernes, aux géométries trop peu variables.

---

est de restituer pleinement la perception animique du monde en plaçant la relation au centre de l'être dont elle est constitutive, puis en mettant l'accent sur le mouvement continu des êtres et des choses qui font et sont le monde qu'ils habitent.

#### Un animisme nostalgique ?

Cette tentative de réanimation fait à la fois la force et la faiblesse de l'œuvre de Tim Ingold, à en croire ses co-révolutionnaires. Eduardo Viveiros de Castro remarque qu'Ingold est, avec Philippe Descola, « sans doute l'anthropologue qui a fait le plus pour remettre en question les partages ontologiques englobants de notre tradition intellectuelle, en particulier celui qui sépare l'« humanité » de l'« environnement » ». Il l'accuse cependant d'entretenir une « dette systémique envers la phénoménologie<sup>28</sup>. »

Descola, pour sa part, situe la pensée d'Ingold du côté de l'animisme qui constitue – avec le naturalisme, l'analogisme et le totémisme – l'une des quatre grandes matrices ontologiques mises en œuvre par les divers collectifs humains, avec le concours des non-humains. Ce qu'il lui reproche n'est pas tant d'être animiste que de faire de l'animisme notre (seule) planche de salut: « Manifeste au plus haut point chez les chasseurs-cueilleurs, cette « ontologie de l'habiter » (ontology of dwelling)

n'est en rien leur apanage; selon Ingold, elle exprimerait la condition humaine avec plus de justesse que son alternative, l'ontologie occidentale, et son postulat initial d'un esprit détaché du monde. Autrement dit, l'ontologie des chasseurs-cueilleurs serait la vraie, adéquate au réel, compte rendu fidèle de la complexité de l'expérience des existants, à la différence des constructions laborieuses des modernes, fourvoyés dans l'analytique des dualismes et la multiplicité des médiations entre le sujet et l'objet<sup>29</sup>. »

Cette posture serait intenable sur le plan anthropologique, car elle se contente d'« inverser le préjugé ethnocentrique »: après l'universalisme naturaliste des modernes, Ingold en appellerait à un universalisme animiste, dont il n'y aurait guère plus à espérer! La critique de Descola touche juste: on voit souvent affleurer dans *Lignes* un intégrisme de la courbe qui laisse très peu de place aux lignes droites composant aujourd'hui nos sociétés modernes, aux géométries trop peu variables. Ingold n'est-il pas victime d'une paradoxale orthodoxie de la courbe lorsqu'il affirme par exemple que « la linéarisation ne marque pas la naissance de la ligne, elle signe son arrêt de mort<sup>30</sup> » ?

On peut parfaitement tirer profit à la lecture d'Ingold sans partager aucune nostalgie du bon vieux temps de la cueillette ou de l'artisanat: même

si le TGV me déplace sur le mode du transport, je peux très bien, assis dans mon wagon, cheminer sur le mode itinérant du chasseur-cueilleur à l'intérieur des pages du livre que j'y lis. Ingold ne nous pousse jamais à « condamner la technique », mais à reconsidérer nos pratiques : certains modes de lecture relèvent du transport (je consulte la table des matières et je saute directement au chapitre correspondant à mes attentes), tandis que d'autres modes de lectures relèvent du cheminement itinérant (je prête attention à tout ce que je trouve au fil des pages, sans savoir où cela me conduira).

### Le monde (social) est-il plat ?

Plutôt que de s'opposer en camps ennemis ou alliés, les voix de la nouvelle anthropologie ressemblent à des fils qui tressent ensemble non seulement un changement de paradigme, mais un basculement dans l'ontologie – tout en s'entrecroisant incessamment sur des objets voisins. Les va-et-vient entre Tim Ingold et Bruno Latour sont particulièrement révélateurs. Dans un dialogue truffé de jeux de mots où il se fait araignée (*spider*) pour critiquer (avec sympathie) la théorie des acteurs-réseaux de Latour, représenté par une fourmi (*ant = Action-Network Theory*), Ingold dénonce l'insuffisance de l'image du réseau, conçu comme une connexion de points, pour rendre compte de notre monde social. La toile tissée par l'araignée devient le modèle de la façon dont les humains contribuent à tramer le médium qui les fait vivre et les anime.

Les deux anthropologues sont d'accord sur le fond : de tels médiums ne sont ni de simples « environnements », qui se contenteraient de nous « entourer », ni de simples « réseaux », qui se contenteraient de nous « connecter ». Ils nous traversent constamment, nous pénètrent, nous animent, nous dynamisent – ils nous *constituent* par le maillage des lignes qu'ils tracent à travers nous, le long de nos pratiques. Il est aussi juste de dire que ces médiums nous habitent (ou nous *hantent*) que de dire que nous les habitons.

Si Ingold adresse des critiques à Latour, néanmoins, en insistant pour parler de lignes et en prenant comme exemple de médium la toile d'araignée, il se rapproche de l'artifice méthodologique revendiqué par Latour, qui nous invite à saisir le social sans éprouver le besoin de le resituer dans un quelconque « contexte extérieur », sans le cliquer en micro/macro local/global, selon des échelles qui sont toujours hiérarchisantes. « *Pour filer la métaphore topographique, tout se passe comme si nous devons reproduire dans la théorie sociale le merveilleux livre Flatland, qui s'efforce de nous faire vivre, nous qui sommes des animaux en trois dimensions, dans un monde bidimensionnel uniquement constitué de lignes : aussi étrange que cela puisse sembler, nous devons, en théorie sociale, croire à la théorie de la Terre Plate ! C'est la seule façon de voir comment les dimensionnements sont produits et comment ils sont maintenus*<sup>31</sup>. »

Derrière ce dialogue, c'est le rapport à la politique, et en particulier aux inégalités, qu'on pourrait questionner à la lecture de la nouvelle anthropologie. Tim Ingold fait remarquablement peu de cas des hiérarchies et des autres inégalités qui traversent les sociétés humaines de bout en bout, comme si elles étaient déjà tracées en pointillés – ou intrinsèques à la ligne droite. Comment penser la domination à partir d'une écologie des lignes ? Comment comprendre l'exploitation à partir d'une ontologie du tissage ? Comment penser les conflits sociaux en termes de cheminement ?

À force de nous appeler à tramer l'« humanité » au sein de son « environnement », ces penseurs nous aident à dépasser des clivages qui menacent notre survie collective. À force de mettre en lumière nos enchevêtrements, ils nous font mieux sentir les solidarités qui nous unissent les uns aux autres. La vie sociale n'en est pas pacifiée pour autant : nos maillages sont faits de nœuds de pouvoirs où tous les fils ne sont (malheureusement) pas égaux.

### NOTES

- 1. Tim Ingold, *Une brève histoire des lignes* (2007), trad. Sophie Renaut, Bruxelles, Zones sensibles, 2011, p. 60.
- 2. Arne Næss, *Écologie, communauté et styles de vie* (1976), trad. Charles Ruelle, Paris, Éditions MF, 2008.
- 3. Tim Ingold, *Being Alive. Essays on Movement, Knowledge and Description*, Londres, Routledge, 2011, p. 70-71.
- 4. Tim Ingold, *Une Brève...*, op. cit., p. 100.
- 5. *Ibid.*, p. 105.
- 6. Peter Sloterdijk, *Globes. Sphères II*, trad. d'O. Mannoni, Paris, Maren Sell, 2010 et *Écumes. Sphères III*, trad. d'O. Mannoni, Paris, Maren Sell, 2005.
- 7. Tim Ingold, *The Perception of the Environment. Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*, Londres, Routledge, 2000 (rééd. 2011), p. 208.
- 8. Tim Ingold, *Being Alive*, op. cit., p. 96.
- 9. Tim Ingold, *Perception*, op. cit., p. 216.
- 10. Tim Ingold, *Being Alive*, op. cit., p. 131.
- 11. *Ibid.*, p. 212.
- 12. *Ibid.*, p. 71.
- 13. Tim Ingold, *Une Brève...*, op. cit., p. 135.
- 14. Tim Ingold, *Being Alive*, op. cit., p. 10.
- 15. Tim Ingold, *Perception*, p. 360.
- 16. Tim Ingold, *Perception*, op. cit., p. 291.
- 17. Tim Ingold, *Being Alive*, op. cit., p. 53.
- 18. Tim Ingold, *Perception*, op. cit., p. 291.
- 19. *Ibid.*, p. 291.
- 20. Tim Ingold, *Being Alive*, op. cit., p. XIII.
- 21. *Ibid.*, p. 62.
- 22. Gibus de Soultrait, *L'Entente du mouvement. Esquisses d'une résistance 1 et 2 (1989-2000) et L'Opportunité. Esquisses d'une résistance 3 (2009-2011)*, republiés en un seul volume, Anglet, Éditions Surf aidant/Vent de terre, 2011, p. 13-14. On peut lire l'ensemble de ces textes décrivant l'expérience du surf et ses implications ontologiques comme un admirable approfondissement, concret et sensitif, des thèses de Tim Ingold.
- 23. Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.
- 24. Roy Wagner, *The Invention of Culture*, Chicago, Chicago University Press, 1975; Maryline Strathern, *The Gender of the Gift*, Berkeley, University of California Press, 1988; Eduardo Viveiros de Castro, *Métaphysiques cannibales*, Paris, PUF, 2009.
- 25. Bruno Latour, *Changer de société, refaire de la sociologie* (2006), trad. d'O. Bonilla, Paris, La Découverte, 2007, p. 250.
- 26. Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte, 1991, p. x.
- 27. Tim Ingold, *Being Alive*, op. cit., p. 67.
- 28. Viveiros de Castro, *Métaphysiques cannibales*, op. cit., p. 10.
- 29. Philippe Descola, *L'Écologie des autres. L'anthropologie et la question de la nature*, Versailles, Éditions Quae, 2011, p. 65.
- 30. Tim Ingold, *Une Brève...*, op. cit., p. 196.
- 31. Bruno Latour, *Changer de société, refaire de la sociologie*, op. cit. p. 250 (nous soulignons).

PALAIS DE L'ÉLYSÉE CHIMNEY YELLOW, PARIS

KREMLIN TOWER RED, MOSCOW

CATSHUIS CLOCK TOWER GREY, THE HAGUE

KING'S PALACE CUPOLA RED, RIYADH

SARADABAD PALACE TIN ROOF GREEN, TEHRAN

WHITE HOUSE ROOF GREY, WASHINGTON D.C.

SANKAYA KÖŞKÜ TERRACE PINK, ANKARA

CHEONGWADAE TILE BLUE, SEOUL

ISTANA MERDEKA SHUTTER BEIGE, JAKARTA

BUNDESKANZLERAMT WINDOW BLUE, BERLIN

PALACIO DE LA MONCLERA BRICK PINK, MADRID

GOVERNMENT HOUSE ROUGHCAST YELLOW, BANGKOK

KANTEI FACADE GREEN, TOKYO

CASA ROSADA PORTICO PINK, BUENOS AIRES

PALAC PREZYDENCKI ENTABLATURE BEIGE, WARSAW

PALAZZO CHIGI BARRED WINDOW GREY, ROME

ZHONGNANHAI PANEL BLUE, BEIJING

24 SUSSEX DRIVE DOOR GREEN, OTTAWA

10 DOWNING STREET DOOR BLACK, LONDON

PRESIDENTIAL BUILDING COLONNADE RED, TAIPEI

PALACIO DO PLANALTO RAMP GREY, BRASILIA

LOS PINOS STAIRCASE YELLOW, MEXICO CITY

RASHTRAPATI BHAVAN GROUND FLOOR PINK, NEW DELHI

THE LODGE GATE GREEN, CANBERRA



# ET MES SEINS, TU LES AIMES ?

## À PROPOS DE

**Mona Chollet**, *Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine*, Paris, La Découverte, 2012, 237 p., 18 €.

\* **Yolène Chanet** est professeure de sciences économiques et sociales en lycée.

\*\* **Joséphine Gross** est fabricante aux éditions La Découverte et membre du collectif éditorial de la *RdL*.

La beauté fatale, tentatrice et vénéneuse, émaille l'imaginaire religieux et littéraire occidental. Les diaboliques Dalila et Salomé de l'Ancien Testament, la sulfureuse Lola-Lola de *L'Ange Bleu*, l'insensée Vivian Sternwood du *Grand Sommeil* et même l'inférieure Sydney de la série *Melrose Place* : toutes ces femmes dangereuses aux pouvoirs maléfiques entraînent les hommes sur des sentiers de perdition avant qu'ils ne découvrent, trop tard, que leur prodigieuse beauté cachait en fait une pauvre fille à moitié folle, à moitié pute... Dans les fictions occidentales, quand la beauté féminine est « fatale », c'est pour les hommes – et pour l'ordre social que ces derniers sont capables d'oublier en s'égarant dans ces mésalliances. Pourtant, *dans la réalité*, c'est bien pour *les femmes* que la beauté est fatale. Voilà ce que propose très salutairement de rappeler Mona Chollet dans ce livre. Par **YOLÈNE CHANET\*** et **JOSÉPHINE GROSS\*\***

## Souris, tout le monde te regarde

Mona Chollet s'attaque à l'analyse des représentations du corps féminin dans la publicité, les médias à grande diffusion, les séries télé ou la littérature enfantine. Elle montre, à travers de multiples exemples, combien le corps des femmes est un objet d'attention sociale et combien il est soumis aux regards et aux modèles redondants proposés à la fois par les marques de l'industrie cosmétique ou de la mode, par les magazines féminins et les tabloïds, par les diététiciens et leur fameux « poids de forme », par la publicité en général, mais aussi par l'ensemble des discours politiques et des lois encadrant le port du voile, de la jupe ou du pantalon<sup>1</sup>.

Plus précisément, les images, les rubriques des magazines féminins – du « *Fashion faux pas* » aux « *Must have* » –, les « conseils santé » qui saturent au quotidien l'espace visuel et médiatique de nos sociétés, proposent et imposent une définition de la beauté féminine et une adéquation entre femme et beauté qui se présente comme évidente. Au fil des pages, c'est bien l'hétéronomie des femmes qui se dessine, c'est-à-dire leur capacité réduite à se définir elles-mêmes face à l'arsenal déployé par le « *complexe mode-beauté*<sup>2</sup> ». Ce que montre Mona Chollet, c'est finalement la manière dont le corps féminin est constamment renvoyé (et exhorté) à une forme de faiblesse – qui se concrétise et se perpétue d'ailleurs à coup de régimes – et à des fonctions exclusivement décoratives. Minceur, jeunesse, blancheur, peau lisse et épilée, *fermeté musculaire* (mais sans *force musculaire*), telles sont les normes véhiculées et valorisées par la presse, la publicité ou la mode. Une femme se doit d'être « *toujours enjôleuse. Jolie, simple et sexy, tout ce qu'on aime*<sup>3</sup> ».

Il est d'ailleurs révélateur que la constante majeure relevée par l'auteure après recensement des héroïnes féminines dans la littérature enfantine, les jeux ou les séries à large diffusion soit la perfection physique. Dès leur plus jeune âge, la plupart des filles composent avec cette idée que si elles embrassent des activités masculines, elles devront « *compenser cette rupture symbolique en cultivant, voire en renforçant des critères féminins*

*traditionnels qui lui permettront de conserver aux yeux de la société [leur] identité féminine. [...] Telle Lara Croft (incarnée par Angelina Jolie) : sportive et guerrière, ce personnage de jeu vidéo est une combattante implacable, mais, bien sûr, jeune et belle, mince et sexy*<sup>4</sup>. »

## La quête du Graal

À la fois le produit et la cible de toutes les entreprises vivant de la beauté féminine, la « vraie » femme se doit d'incarner un idéal qui respecte et reproduit l'ordre social. Mais une telle quête, à coup de cartes de crédit, s'avère aussi vaine qu'infinie. D'abord parce les chances de réunir toutes les propriétés « innées » qui font la femme idéale – forcément blanche, forcément jeune et au style de vie forcément bourgeois – sont vraiment minces. Ensuite parce que les injonctions qui encadrent cet idéal féminin sont contradictoires : il faut paraître naturelle tout en *travaillant* sans relâche ce naturel (à coups de bistouri si nécessaire), être séductrice mais pas prédatrice, réussir mais rester féminine, « être ni trop ni trop peu attirante » (p. 29)... D'ailleurs, conclut Mona Chollet en reprenant Naomi Wolf, « *le matin, lorsqu'elle ouvre sa penderie, une salariée devrait avoir droit à la présence d'un avocat* » (p. 29).

L'auteure décrypte ainsi tous les tiraillements et l'anxiété constitutive, toujours renouvelée, du rapport que les femmes entretiennent à leur corps. C'est du reste sous l'angle de cette anxiété socialement entretenue que l'auteure aborde l'anorexie et en offre une lecture vraiment fine et terrifiante. Derrière son examen souvent drôle et acerbe des injonctions cachées dans la presse féminine – *Elle en prend vraiment pour son grade !* –, on découvre des corps féminins rationalisés, mis à distance et, pourrait-on ajouter, condamnés à être une marque de handicap par rapport à ceux des hommes, en cela qu'un corps féminin se doit d'être *moins* : *moins grand, moins gros, moins fort, moins rapide*.

## Masculin/Féminin

Le livre de Mona Chollet pêche cependant un peu par l'absence d'étude des représentations du masculin. Car, pourrait-on rétorquer, les hommes

aussi sont représentés dans tous les espaces médiatiques ! Et justement, un examen systématique des représentations masculines aurait très probablement permis de révéler une profonde asymétrie de traitement.

En effet, à première vue, tandis qu'on assiste à une « réduction drastique des modèles identificatoires offerts aux femmes » (p. 79), on peut faire l'hypothèse que les modèles masculins sont plus nombreux. Mais surtout, idée peu développée dans l'ouvrage, la figuration de la masculinité ne passe pas par un rappel ou un renvoi des hommes à leur corporéité. Si les vêtements et les accessoires féminins ont pour but de montrer le corps, de le rappeler, de le souligner, les vêtements et accessoires masculins ont tendance à cacher leur corps dans le sens où ils détournent l'attention sur les fonctions ou les positions sociales des hommes : un costard, un vêtement de sport, un pantalon de lin ou de velours renvoient à une « attitude » quand ce n'est pas directement à un métier.

En fait, c'est à l'aune de la dichotomie féminin/masculin – qui éclaire un ensemble d'oppositions comme corps/esprit, superficiel/profond, détail/essentiel et finalement inférieur/supérieur – que la figuration du corps des femmes acquiert une signification sociale. Et seul le couple féminin/masculin permet de comprendre comment cette figuration du féminin traduit une dépossession, une aliénation puisqu'elle s'inscrit dans des catégories qui la constituent comme inférieure.

La congruence de tous ces couples oppositionnels dans l'ordre symbolique occidental explique d'ailleurs pourquoi la « corporéité » renferme toujours une forme de féminisation, c'est-à-dire d'infériorisation. C'est ainsi que les « races » non-blanches sont dotées de propriétés féminines – lascives, sensuelles, « parfumées », irrationnelles, etc. –, la virilité attribuée aux hommes Noirs n'étant qu'une marque de plus de leur corporéité et donc paradoxalement de leur féminité, en ce sens qu'ils ne seront jamais figurés sous les traits de la masculinité « normale », c'est-à-dire dont le corps n'est qu'un aspect secondaire<sup>5</sup>. Idem concernant les classes inférieures, les « masses », les « foules », qui sont soumises aux mêmes adjectifs descriptifs : irrationnelles, physiques, bruyantes, bref, féminines. Où qu'on regarde, le masculin et le féminin polarisent les espaces et redoublent les classements et les échelles de valeur.

### Nouvelles marmites, vieilles soupes

Si le livre de Mona Chollet s'intéresse en définitive relativement peu à cette relation féminin/masculin et donc manque une partie des explications à l'efficacité des discours sur le corps des femmes, il a le mérite de prendre en compte ce qui a jusqu'à présent trop peu intéressé les théoriciennes féministes françaises : la figuration quotidienne du corps féminin et ses effets concrets sur la vie des femmes. Car jamais plus qu'aujourd'hui le corps

des femmes n'a été aussi montré, aussi dénudé, les vêtements aussi courts et les tailles aussi basses. La mode féminine découvre plus qu'elle n'habille et c'est bien leur propre corps, jusque dans ses parties les plus intimes, que les femmes doivent surveiller. Tout se passe comme si leur entrée sur le marché du travail salarié, leur indépendance économique, leur possibilité de contrôle sur le mariage et la procréation, bref, l'amélioration de leurs conditions de vie, n'avait pu s'accomplir qu'accompagné d'un rappel incessant à leur corporéité.

Il ne faudrait pourtant pas surestimer l'ampleur de ces améliorations : on assiste aujourd'hui à une certaine régression, notamment sur le marché du travail où les femmes sont frappées de plein fouet par la crise et sont, plus souvent que les hommes, victimes du chômage ou du temps partiel subi. Le droit à disposer de leur corps est lui aussi menacé : il suffit de penser au parcours de la combattante qu'est devenue l'IVG. Ce qui intéresse Mona Chollet, c'est la traduction de ces régressions, dans la presse féminine, par la glorification du retour à un net partage des tâches et des rôles supposés traditionnels, avec, par exemple la « glamorisation » de la femme au foyer (*Glamour* parle ainsi de « Bobonne Mania<sup>6</sup> ») tandis que *L'Express* évoque avec ravissement la série *Mad Men* qui « ressuscite une période où chaque femme faisait l'effort de s'habiller avec soin pour mettre en valeur sa féminité<sup>7</sup> »).

À l'aune de la récente émancipation féminine, si modeste soit-elle, il paraît logique que le repli traditionaliste actuel et le relatif retrait des femmes du monde du travail doivent se reformuler sous d'autres modalités que sous les modalités de « l'évidence » des décennies passées. Voilà qui peut éclairer l'apparent paradoxe, relevé par l'auteure, du type de féminité proposé par le « complexe mode-beauté » : une féminité qui se doit d'être manifestement libre, maîtresse d'elle-même et de ses choix mais tout en revenant aux figures imposées de la séductrice (coquine), de la mère (épanouie), de l'amante (experte)...

### Se libérer, s'épanouir, consommer

Une des causes de la prospérité et de l'efficacité symbolique du « complexe mode-beauté » tient peut-être en effet au fait qu'il entretient très habilement l'illusion d'une capacité d'agir des femmes dans les domaines de la beauté et de l'apparence. C'est là, pour Mona Chollet, une des raisons de son succès : « avoir transformé l'aliénation en compétence est l'une des grandes réussites du complexe mode-beauté » (p. 65). Le savoir-faire des femmes, leur capacité de choix et leur liberté s'exprimeraient désormais à travers la consommation (vue comme un acte *actif*, au sens de *réalisation de quelque chose*, voire une fin en soi) dans un geste qui se veut « postféministe<sup>8</sup> ». Ce que nous disent bien souvent les magazines féminins et les autres industries cosmétiques et de la mode, c'est qu'en

---

*Une des causes de la prospérité et de l'efficacité symbolique du « complexe mode-beauté » tient peut-être en effet au fait qu'il entretient très habilement l'illusion d'une capacité d'agir des femmes dans les domaines de la beauté et de l'apparence.*

---

devenant experte *ès* crèmes de jour tonifiantes, régimes minceur détoxifiants ou superposition de fringues sophistiquées, on s'accomplit comme femme libérée. C'est également le constat que fait Angela McRobbie en identifiant le « *complexe mode-beauté* » comme le lieu de ce qu'elle nomme la « *mascarade postféministe*<sup>9</sup> » : les discours des différentes entreprises de presse, de mode ou de publicité convergeraient pour présenter le rapport des femmes à leur féminité comme complètement détendu et distancié, soit une féminité qui peut se construire consciemment sur le mode du choix et du jeu. En fait, on aura compris que l'entretien de l'illusion d'une capacité d'agir des femmes est loin d'être innocent et sans conséquences. Ainsi, le contrôle social des femmes ne passe désormais plus par une coercition affichée mais par un contrôle *positif* typique du régime néolibéral contemporain : il ne s'agit plus de signifier aux femmes ce qu'elles ne peuvent pas faire mais ce qu'elles *peuvent* faire : bien sûr, tu n'es pas obligée d'être mince, mais l'être prouverait ta force de caractère ; bien sûr, tu n'es pas obligée de t'habiller à la mode, *personne* ne t'y oblige, mais le faire serait la preuve de ta *créativité* et de ton bon goût, etc, etc. Désormais, « *l'autorité patriarcale est intégrée à un régime d'autocontrôle*<sup>10</sup> », conclut McRobbie. En d'autres termes, pour Mona Chollet, « l'idéologie du choix » est illusoire : « *le discours de la publicité et de la presse féminine [...] pratique cette injonction paradoxale bien connue qui exige des lectrices qu'elles soient «elles-mêmes», qu'elles «trouvent leur propre style», tout en leur donnant le choix entre un éventail très restreint de panoplies, voire en multipliant les prescriptions autoritaires et extrêmement précises* » (p. 199).

**« Your clothes are all made by Balmain, and there's diamonds and pearls in your hair<sup>11</sup> »**

Mais au-delà de ces analyses qui révèlent les stéréotypes les plus éculés sous les dehors du *fun*, du choix et de l'épanouissement, il ne faudrait pas non plus perdre de vue que la valorisation de ces

femmes « émancipées », indépendantes, actives et libérées sexuellement correspond aux valeurs typiques de la nouvelle bourgeoisie contemporaine, « libérée » des carcans de la vieille bourgeoisie coincée – on pense ici aux héroïnes new-yorkaises de la série *Sex & the City*, souvent présentées comme (post)féministes car célibataires, indépendantes financièrement et n'hésitant pas à parler de cul entre copines (mais en fait en constante recherche de l'homme qui leur passera la bague au doigt). En cela, le modèle de la *top girl*, comme l'appelle McRobbie, ne concerne pas indifféremment toutes les femmes (car toutes n'ont pas la possibilité de l'incarner) et traduit des goûts, des habitudes, des attentes de classe. La *top girl* postféministe appartient à la classe dominante bourgeoise et blanche, elle en représente les valeurs et les croyances, de l'adhésion au capitalisme au jeu décomplexé avec les références culturelles, tantôt savantes, tantôt commerciales. L'exemple-type pourrait être Sofia Coppola, adouée « *princesse du cool* » par *Les Inrockuptibles*<sup>12</sup>. On n'arrête pas le progrès...

Mona Chollet revient d'ailleurs sur l'interpénétration toujours plus poussée des domaines traditionnellement « culturels » (comme le cinéma) et des domaines commerciaux (comme la publicité) qui contribue à faire naître une véritable *culture consumériste*<sup>13</sup>. Les pratiques de *brand content*, la réalisation de spot publicitaires par des cinéastes (re)connus, l'incarnation des marques par des actrices qui en deviennent les égéries (c'est notamment le cas de la même Sofia Coppola, « égérie » de la collection Louis Vuitton 2011) manifestent clairement qu'acheter tel parfum ou tel sac c'est donc aussi, peut-être plus que jamais, acheter un statut culturel, un signe distinctif. Quand Audrey Tautou, « égérie » Chanel, dit « *J'ai une image de moi, petite fille, dans la bibliothèque de ma tante. [...] Elle avait posé sur une étagère son flacon de Chanel n° 5 qui me paraissait énorme, il symbolisait déjà le luxe, le raffinement, le mystère*<sup>14</sup>... », tout y est : la bibliothèque, le luxe, le bon goût...

**EXTRAIT LA MARCHANDISATION DE LA CULTURE FÉMININE**

On peut donc émettre l'hypothèse que les femmes, parce qu'elles ont été assignées à l'entretien des objets et des corps, mais aussi au rôle du « beau sexe », façonnant avec soin leur apparence, plus à l'aise que la plupart des hommes dans le choix et l'agencement des tissus, des couleurs, des ornements, ont conservé un rapport au monde plus riche et plus juste que le rapport dominant. Le complexe mode-beauté, en les bombardant de vêtements, de sacs, de chaussures, de

bijoux, de cosmétiques, de colifichets, détourne donc à son profit une attitude juste ; mais il la dénature en la condamnant à ne pouvoir s'exprimer que sous le régime de la consommation. C'est l'essor de la vision marchande qui a fait déchoir la sensualité et, avec elle, tout ce qui pouvait venir enrichir notre appréhension du monde ; et c'est encore l'ordre marchand qui vient les récupérer à son profit. Belle illustration de son irrésistible opportunisme, de la perfection du piège

qu'il représente. Cette gestion exclusive, par les marchands, de valeurs qu'ils ont éradiquées par ailleurs explique les contradictions absurdes qui se manifestent souvent, par exemple lorsque des actrices refaites des pieds à la tête nous expliquent combien la beauté est une alchimie mystérieuse et insaisissable.

Mona Chollet, *Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine*, Paris, La Découverte, 2012, p. 50.

La « classe » à portée de main (ou de portemonnaie), le financement de l'éducation des filles<sup>15</sup>, la liberté de jouer avec son apparence, décidément, le « *complexe mode-beauté* » semble être la dernière planche de salut pour les femmes. Tout contribue à faire correspondre émancipation féminine, consommation et beauté, tandis que *dans les faits* – Mona Chollet le montre bien et c'est une grande force de l'ouvrage – ces industries de la mode sont tenues par des hommes à la fois sexistes et racistes, dont on ne saurait dire lequel est le pire entre Karl Lagerfeld qui « *a horreur des femmes âgées* » (p. 206) et qui pense qu'« *il faut accepter l'injustice comme normale sinon on est fonctionnaire* » (p. 175), Jean-Paul Agon, directeur général de l'Oréal qui fut condamné en 2007 pour discrimination raciale à l'embauche, Jean-Paul Guerlain, dont on se souvient qu'il se demandait au journal de 13 heures si « *les nègres [avaient] toujours tellement travaillé* » (p. 172), ou John Casablancas, fondateur de l'agence Elite, impliqué dans différentes affaires d'abus sexuel – y compris sur mineures – qui commente, de manière obscène et euphémisée : « *j'aime les jeunes femmes, disons-le comme ça* » et ajoute « *comme la plupart des hommes* » (p. 228).

#### Nous les femmes, nous le charme ?

Mais ces mises en scène du choix suffisent-elles à expliquer pourquoi autant de femmes acceptent de marcher dans les cyniques combines des maîtres du marketing ? Pourquoi autant de femmes achètent-elles ces journaux féminins qui les prennent pour des idiots ? Pourquoi ces industries franchement sexistes voient-elles leur chiffre d'affaires grimper tandis que le reste de l'économie s'effondre ?

En fait, il y a autre chose : pour Mona Chollet, les secteurs de la mode et de la beauté seraient les seuls à prendre au sérieux « *une certaine culture féminine* » (p. 43) qui serait constituée des centres d'intérêt remisés du côté du féminin et méprisés par la culture dominante (masculine). Mona Chollet caractérise cette « culture féminine » par trois ensembles de valeurs : le souci de l'apparence ; le goût du détail, du superflu ; enfin le goût d'une vie hors du monde, étrangère aux préoccupations politiques et sociales. Or ce sont ces dispositions culturelles que l'on retrouve exploitées commercialement par les industries vivant de la beauté féminine. Par exemple, le marché des sacs à mains (tout à la fois superflus, intimes et précieux) ou la temporalité de la presse féminine et de la mode (correspondant aux saisons) font écho à la « culture féminine » contrairement à d'autres secteurs économiques. Beaucoup de femmes se reconnaîtraient ainsi dans les produits et les images servies par la publicité et la presse féminine.

Le fait que beaucoup de femmes semblent se soumettre d'elles-mêmes à ce qui ne constitue qu'« *une oppression de plus* » (p. 105) s'explique alors pour l'auteure par la récupération mercantile de leurs dispositions. Mona Chollet a donc le grand mérite de ne pas s'arrêter à une analyse uniquement centrée sur la « manipulation » exercée par le « *complexe mode-beauté* » et d'accorder du crédit à ces femmes qui se ruent sur les derniers *it-bag*. Mais sa vision peut-être un peu enchantée de cette culture féminine, qui serait « *une culture propre, de résistance* » (p. 43 – c'est nous qui soulignons), de mystère, de puissance hors du cercle du pouvoir, une culture faite de secrets et de « *talismans* » (p. 53-54), qui se serait constituée clandestinement, entre femmes, génération après génération, nous laisse un peu perplexes.

#### EXTRAIT ANOREXIE, NIRVANA DES CORPS

Le corps est le dernier lieu où peuvent s'exprimer la phobie et la négation de la puissance des femmes, le refus de leur accession au statut de sujets à part entière ; ce qui explique peut-être l'acharnement sans bornes dont il fait l'objet. Quels que soient ses efforts pour se faire toute petite, une femme prend toujours trop de place. « *Dans ce métier, dit un mannequin dans [le documentaire] Picture Me, les gens parlent toujours de vous comme si vous n'étiez pas là, et on les entend dire des choses comme : "Dommage qu'elle ait de si grosses fesses, sinon elle aurait pu porter cette robe." On est toutes extrêmement minces, et pourtant ils n'arrêtent pas de nous donner des claques sur les*

*cuisses ou les fesses en disant qu'on est grosses.* » Là aussi, c'est l'anorexique qui, en frôlant la mort ou en se laissant mourir, en *tendant à disparaître*, apporte la réponse la plus adéquate à l'injonction qui lui est faite. En août 2006, au terme d'un défilé à Montevideo, Luisel Ramos, modèle uruguayen de vingt-deux ans, s'écroulait morte dans les coulisses. D'après son père, depuis des mois, elle ne se nourrissait plus que de salade et de *Coca Light*, et elle avait cessé de manger deux semaines avant la présentation des collections. Sa mort fut suivie de celle, en novembre de la même année, de sa consœur brésilienne Ana Carolina Reston, vingt-deux ans elle aussi. En février 2007, la petite sœur de Luisel

Ramos, Eliana, dix-huit ans, également mannequin, mourait à son tour d'une attaque cardiaque causée par la malnutrition. La presse féminine promet à ses lectrices le nirvana, pour peu qu'elles parviennent à conquérir le corps qu'elle leur fait miroiter. Ce nirvana, les créatures qui peuplent ses pages mode, photographiées au bord de l'orgasme dans des paysages de rêve, sont censées l'avoir atteint, et en montrer le chemin. Sauf qu'il relève de l'illusion.

Mona Chollet, *Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine*, Paris, La Découverte, 2012, p. 120-121.

---

Est-ce que la société japonaise nous apparaît alors comme féminisée ? Certainement ! Mais est-ce pour cela que le pouvoir y est moins masculin et l'aliénation féminine moins insupportable ? Nous n'en sommes pas sûres...

---

Nous sommes d'accord avec Mona Chollet : les trois ensembles de valeurs qu'elle identifie sont bien des valeurs féminines qui possèdent une caractéristique commune : le fait d'être extérieures au pouvoir. Les femmes sont socialisées pour ne s'intéresser qu'aux choses extérieures au pouvoir et au politique. Elles ont donc moins été « assignées à l'entretien des objets et des corps » (p. 50) qu'elles n'ont été exclues, historiquement, de tout le reste. Ici, parler d'une culture propre revient, pour nous, à minimiser le rôle joué par de telles dispositions dans la (re)production de la subordination féminine, car cela sous-entend une certaine *autonomie* sur laquelle on pourrait s'appuyer pour s'émanciper. Ces valeurs « féminines » ne se sont pas développées au sein d'une culture « alternative » ou « de résistance » à l'ordre dominant. Elles restent fondamentalement hétéronomes en ce qu'elles sont le produit des dispositions intégrées par les femmes, et historiquement dictées par la société hétéropatriarcale. Quand Mona Chollet pousse l'analogie avec la culture des esclaves, on entrevoit ce qui justifie une telle comparaison. Mais si la langue, les croyances, les visions des esclaves échappaient à leur maître, on peut se demander ce qui actuellement, dans la façon féminine de vivre, *échappe* aux hommes.

#### Bonne à rien, bonne à marier

On peut même dire que l'histoire de l'exclusion des femmes de tout ce qui pourrait donner un quelconque pouvoir mais aussi l'histoire de leurs possibilités d'ascension sociale (c'est-à-dire, jusqu'à très récemment, par le mariage) éclaire l'enjeu de l'acquisition, à *tout prix*, de tel sac ou telle paire de chaussures qui sont autant de signes de distinction ou plutôt de prétention à la distinction que les femmes, *en tant que femmes*, sont toutes disposées à rechercher. Ce rapport aux « choses qui brillent » est le produit historique du rejet des *épouses* vers ce qui ne compte qu'en apparence, et qui ne compte que par l'apparence, c'est-à-dire vers les *signes extérieurs* d'une certaine position sociale et d'une certaine richesse, à défaut d'en posséder réellement les privilèges, ceux-ci étant pleinement réservés aux *époux*.

On ne peut pas donner tort à Mona Chollet lorsqu'elle souligne tristement la réalité de plus en plus envahissante de cette « féminité consumériste » qui envisage la femme comme un produit marchand, un corps fragmenté dont on pense pouvoir acheter certaines parties à l'aide de la chirurgie – à l'instar d'une Cindy Crawford qui se « considère comme le PDG d'une petite entreprise qui commercialise un produit, Cindy Crawford, que tout le monde veut acheter<sup>16</sup> ». Son constat de l'invasion, dans la « culture féminine », des marques et des références commerciales est juste, mais elle minimise probablement en retour l'importance de l'histoire des relations entre les hommes et les femmes qui explique aussi, en elle-même, la propension des femmes à « se vendre » et à acheter...

#### Et les autres ?

Par ailleurs, quand elle décrit la culture féminine, Mona Chollet renvoie de fait à un ensemble homogène de croyances et de visions du monde. Or, s'il est possible de ranger les attitudes, objets, valeurs et tout ce qui constitue le monde symbolique selon un axe féminin/masculin, c'est toujours relativement à un espace social particulier qui, en outre, est l'objet de luttes et de redéfinitions constantes quant au classement de ses contenus, de ses membres, de leurs pratiques, etc. Certaines habitudes des hommes japonais – d'ailleurs détaillées dans ce livre – semblent, pour nous occidentaux, brouiller les repères : l'attention au détail, au minuscule, au temps qui passe, est une marque élitiste de raffinement esthétique et non un gage de féminité, l'auteure elle-même le souligne. Est-ce que la société japonaise nous apparaît alors comme féminisée ? Certainement ! Mais est-ce pour cela que le pouvoir y est moins masculin et l'aliénation féminine moins insupportable ? Nous n'en sommes pas sûres... Les objets ou les attitudes ne peuvent pas être, *en eux-mêmes*, « utilitaires » ou « décoratifs », « importants » ou « superflus ».

De plus, même si elles partagent toutes une expérience de domination masculine, les femmes sont séparées les unes des autres par leur classe, par leur race ou par leur histoire personnelle. Outre qu'elles n'ont vraisemblablement pas les mêmes expériences de la féminité, voilà qui explique aussi pourquoi elles n'ont pas toutes le même intérêt à refuser un ordre sexiste qui s'appuie aussi sur l'infériorisation des « races » non-blanches et des classes populaires.

D'ailleurs, on peut faire le même type d'objection quand l'auteure traite du « complexe mode-beauté » comme d'un ensemble homogène ayant des effets homogènes sur les femmes : cela ne permet pas de saisir les logiques propres et les effets de la concurrence entre les différents magazines féminins ou les différentes marques de luxe et qui pourraient expliquer pourquoi les discours et les images proposées sont plus ou moins racistes, plus ou moins uniformes, plus ou moins efficaces.

#### Derrière Elle, l'ordre social

Pourtant, on suit Mona Chollet quand elle appelle dans son livre à « universaliser la culture féminine », qui pourrait se révéler « d'une grande valeur pour l'ensemble de la société », et qu'elle invite à contester l'hégémonie des hommes « sur leur propre terrain » (p. 67-69). Le monde serait en effet sans doute plus vivable si la sensibilité et le souci des autres étaient valorisés au même titre que la soif de pouvoir et l'ambition. Mais ce n'est malheureusement pas avec les dispositions qui sont les leurs que les femmes pourront espérer renverser la vapeur. La seule façon de faire en sorte que les valeurs dites « féminines » soient jugées aussi importantes que les valeurs « masculines » dominantes serait justement de rendre *insignifiante* l'opposition féminin/

masculin, sachant que les moyens pour y parvenir ne peuvent être que d'ordre social et politique, et non uniquement performatif. Se donner les moyens d'élever les garçons et les filles de la même manière pourrait être un bon début.

Si, pour l'auteure, l'anxiété des femmes, la commercialisation de leurs dispositions, leur confinement dans une sphère culturalo-consumériste, se comprend surtout en lien avec le « *complexe mode-beauté* », on regrettera donc un peu qu'elle ne prenne pas en compte l'ensemble des autres institutions. Moins visibles, elles encadrent aussi la féminité « normale ». C'est le cas du corps médical dans son ensemble (et pas uniquement des diététiciens ou de la chirurgie esthétique) mais aussi de l'État ou de l'École qui produisent justement l'ordre social permettant aux discours et aux images du « *complexe mode-beauté* » d'être efficaces, c'est-à-dire d'avoir un impact réel. Car leurs images ou leurs discours ne sont efficaces que tant qu'ils correspondent aux catégories dominantes (et masculines), et on voit mal comment la représentation isolée dans un magazine d'une femme non maquillée, poilue et vieillissante suffirait à renverser l'ordre des sexes...

### Pour une culture féministe

Pour toutes ces raisons, *Beauté fatale* est sans doute un livre imparfait, mais c'est aussi, à coup sûr, un livre important. Sa démarche est très féconde et ouvre – on espère l'avoir montré ici – des tas de questions. Mona Chollet part d'objets triviaux et quotidiens, multiplie exemples et anecdotes, observe détails et expériences concrètes pour dérouler le fil de sa pensée et interroger l'aliénation féminine par le corps : un parti pris féministe finalement assez *féminin* (au sens où elle l'entend)

et cohérent avec son propos. On aimerait néanmoins en savoir plus sur la façon dont elle envisage sa filiation avec les travaux féministes qui l'ont précédée. Pourquoi fait-elle finalement si peu référence aux écrits de féministes qu'elle a probablement lus ? Pourquoi évoque-t-elle uniquement les travaux de quelques féministes anglo-saxonnes ? Craint-elle de braquer les lecteur-trice-s ? De multiplier les notes de bas de page indigestes ? Pourquoi n'utilise-t-elle pas certains des concepts forgés par ces mêmes féministes et qui s'avèrent souvent très utiles pour traiter les questions qu'elle soulève (par exemple celui, bien que discutable, de patriarcat) ? Rien, au hasard, sur Monique Wittig, Christine Delphy – dont la revue *Nouvelles questions féministes*, qu'elle dirige, traite régulièrement du corps –, ou encore Mademoiselle, dont l'excellent blog<sup>17</sup> est pourtant prompt à dégommer le magazine *Elle*. On regrette donc que ce livre ne dialogue pas plus avec ceux d'autres chercheuses et/ou militantes féministes qui participent à la création, non pas d'une culture féminine, mais d'une *culture féministe*.

Les quelques objections que nous avons soulevées ici ne doivent pas faire oublier la valeur de ce livre. En plus d'être fin et souvent très drôle, le propos de l'auteure reste accessible à un large public de bout en bout. À toutes celles qui se plaignent que leur ventre est trop comme ci ou leurs jambes pas assez comme ça (c'est-à-dire, d'une façon ou d'une autre et à des degrés divers, chacune d'entre nous), il faut conseiller de lire *Beauté fatale*. Sans rire, le chapitre sur l'anorexie est tellement choquant, triste et déprimant qu'il donne sincèrement envie d'être grosse, ou de le rester. Ce qui constitue en soi une victoire.

### NOTES

■ 1. Avec l'hystérie qui entoure le voile, plus un jour ne se passe sans qu'on subisse un discours de plus appelant à son interdiction totale, tandis que dans le même temps la jupe est paradoxalement brandie comme un symbole d'émancipation. Mona Chollet rappelle par ailleurs que la loi concernant l'interdiction du pantalon n'a pas été abrogée au prétexte que « [sa] *désuétude* [était] *manifeste* » (p. 20) ; qu'à Polytechnique, « *les élèves de sexe féminin sont toujours condamnées à la jupe* » (p. 21) ; et que les hôtesses d'Air France ont dû attendre 2005 pour avoir le droit de porter des pantalons. ■ 2. Notion empruntée à S. Lee Bartky et qui désigne toutes les entreprises vivant de la « beauté féminine » et de l'anxiété des femmes par rapport à leur corps : pêle-mêle les industries cosmétiques, les industries du luxe et de la mode, la chirurgie esthétique, la presse féminine, la diététique, etc. On peut reprocher à ce « complexe » d'être un peu fourre-tout et d'avoir été associé, à l'origine et peut-être à mauvais escient, au « complexe militaro-industriel ». Il n'empêche que c'est une désignation bien pratique et économe des différentes institutions qui s'accordent (même inconsciemment) sur ce qu'est et doit être une femme. ■ 3. Site *Meltyfashion.fr* cité par M. Chollet, p. 15. ■ 4. Catherine Monnot, *Petites filles d'aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2009, citée par M. Chollet, p. 37-38. ■ 5. On renvoie ici aux analyses d'Elsa Dorlin qui montre très bien, dans *La Matrice de la race* (Paris, La Découverte, 2006), l'histoire entremêlée de la signification sociale des races et de la féminité occidentale « bonne » et « normale ». ■ 6. *Glamour*, septembre 2010, cité par M. Chollet, p. 17. ■ 7. *L'Express Styles*, 22 octobre 2009, cité par M. Chollet, p. 14. ■ 8. La postféministe (féministe ? Quelle horreur, c'est trop ringard !) est décomplexée, *fun* et compatible avec son époque c'est-à-dire avec la consommation. Dans le monde merveilleux postféministe, plus besoin de lutter, puisque le « style », les rubriques « sexe », les tests « psycho » et la consommation de masse nous ont libérées (comme le dit une amie encore féministe : « *je serai postféministe quand la société sera postpatriarcale !* »). ■ 9. Angela McRobbie, « L'ère des *top girls* : les jeunes femmes et le nouveau contrat sexuel » [2008], *Nouvelles questions féministes*, vol. 28, n° 1, 2009. ■ 10. *Ibid.*, p. 19. ■ 11. « *Tu ne portes que du Balmain, et il y a des diamants et des perles dans tes cheveux* », extrait de la chanson « *Where do you go to (my lovely) ?* », Peter Sarstedt, 1969. ■ 12. *Les Inrocks.com*, cité par M. Chollet, p. 47. ■ 13. On ne suit pas toujours l'auteure dans sa vision nostalgique d'une culture « pure » au geste « purement créateur » mais on ne peut que constater que certaines marques (et pas seulement celles de la haute-couture) ont acquis des lettres de noblesse culturelle grâce aux emprunts qu'elles ont pu faire notamment au monde du cinéma. ■ 14. *Paris Match*, cité par M. Chollet, p. 91. ■ 15. L'Oréal finance, en partenariat avec l'Unesco, un programme « Pour les femmes et la science » qui attribue des bourses à différentes chercheuses. Voir M. Chollet, p. 147. ■ 16. Michael Gross, *Top model. Les secrets d'un sale business*, Paris, A Contrario, 1995, cité par M. Chollet, p. 133. ■ 17. *Les entrailles de Mademoiselle*, <http://blog.entrailles.fr>.

# DU BALKANISME À UNE HISTOIRE TRANSNATIONALE DES BALKANS ?

## À PROPOS DE

**Maria Todorova**, *Imaginaire des Balkans*, trad. R. Bouyssou, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, 352 p., 32 €.

\* **Nadège Ragaru** est chargée de recherche CNRS à Sciences Po (CERI) et enseignante à Sciences Po. Elle a co-dirigé *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme* (Karthala, 2010).

Comment ne pas saluer la traduction en langue française d'un ouvrage qui fait d'ores et déjà figure de classique ? *Imagining the Balkans* est né d'une indignation, celle d'une historienne d'origine bulgare établie aux États-Unis devant la réactivation, au moment de l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, d'imaginaires du Sud-Est européen cristallisés au tournant du xx<sup>e</sup> siècle. Publié dans sa version originale en 1997, ce livre a conservé toute son actualité.

Par **NADÈGE RAGARU\***

**E**n cette aube hésitante du post-communisme, décideurs et analystes occidentaux se retrouvaient orphelins des grilles de lecture de la guerre froide. La chute du Mur bouleversait la cartographie imaginée d'un continent européen où la dichotomie Est-Ouest s'était fissurée dès les années 1980 avec la revendication, par des intellectuels tchèques, hongrois et polonais, d'une appartenance « centre-européenne » opposée à l'Est soviétique. Comme souvent dans les moments de brouillage des repères, on observa – sous la plume d'essayistes, de responsables politiques, parfois aussi de chercheurs – une essentialisation culturaliste du passé.

Au temps de la guerre froide, la Yougoslavie titiste séduisait, par sa diplomatie audacieuse à la tête des pays non alignés et son modèle d'économie autogestionnaire. En France, dans certains milieux, elle était parfois perçue (à tort) comme semblable, en modèle réduit : un pays qui avait su refuser les allégeances imposées de la guerre froide et dépasser les « particularismes identitaires ». Tito faisait figure de leader débonnaire et éclairé. Or, en l'espace de quelques mois, ce pays, rêvé par ses voisins soviétisés comme une fenêtre sur « l'Occident », fut pointé du doigt en tant que représentant de la barbarie et du nationalisme, deux caractéristiques autrement imputées à l'ensemble de la péninsule balkanique.

Dans *Imaginaire des Balkans*, Maria Todorova se donne pour objectif de répondre, en historienne, à ces discours culturalistes, en proposant une réflexion sur les conditions de production et de circulation des représentations sociales attachées aux Balkans. Elle entreprend également de scruter les liens de parenté entre construction des savoirs, géographie symbolique et gestion politique d'un espace soumis à un travail de catégorisation exotisant. La démonstration est remarquable et a valu à l'ouvrage une audience internationale. De fait, peu de livres peuvent se targuer d'avoir influencé les recherches sur les Balkans par-delà les frontières disciplinaires (histoire, anthropologie, science politique). Depuis sa première édition

en 1997, l'ouvrage a connu des vies sociales plurielles, se voyant adjoindre préfaces et postfaces inédites en fonction des débats qu'il suscitait ainsi que des lectorats auxquels de nouvelles traductions le destinaient<sup>1</sup> (bulgare, allemand et serbe en 1999, grec et roumain en 2000, slovène et macédonien en 2001, italien en 2002, turc en 2003, albanais en 2006 et polonais en 2008).

Quelle est l'armature de l'argumentation ? D'autant plus méticuleuse dans sa démonstration qu'elle sait ce que ses interrogations doivent à « *l'ici et maintenant* » (p. 16), l'auteure choisit de retracer le processus au terme duquel une appellation géographique – « balkans » – est devenue un référent culturel. Le terme signifiant « montagne boisée » en turc est né à l'heure médiévale de la conquête ottomane et s'est épaissi, au fil des descriptions de voyageurs européens des xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles, de connotations souvent condescendantes, avant de se transformer, lors des guerres balkaniques (1912-1913) et du premier conflit mondial, en une désignation dépréciative ultérieurement doublée d'une stigmatisation racialisante. Cette lente mutation des regards dont témoigne l'évolution de ce terme ne résulte pas de l'exploration plus systématique des marges européennes au xix<sup>e</sup> siècle. Bien au contraire, « *l'invention de la région procédait du même pas que sa découverte géographique. Les deux processus sont du reste inséparables* » (p. 175). Car la lecture des voyageurs est filtrée, brouillée, par leurs attentes ; ils appliquent à la région des schèmes aristocratiques (considérant avec un certain mépris les univers paysans balkaniques) ou bourgeois (ayant intériorisé la partition issue des Lumières entre civilisation et arriération, raison et déraison) – venant une fois encore nous rappeler combien « *voir, c'est reconnaître* » (Gérard Lenclud).

Maria Todorova n'est assurément pas le premier auteur à interroger les relations intimes entre ordres du discours et pouvoir. En désignant sous le terme de « balkanisme » les modalités imaginées de façonnage essentialiste des Balkans, elle rend un hommage explicite à l'œuvre de l'intellectuel

THEY WILL  
 JUST REMIND  
 YOU OF WHAT  
 THEY ONCE  
 PREDICTED.

Edward Said dont le concept d'orientalisme met à jour l'imaginaire occidental de l'Orient, tramé de rapports de puissance asymétriques. Maria Todorova insiste cependant sur ce qui, à ses yeux, différencie les deux notions: dans les Balkans, l'historienne voit une zone d'entre-deux, «*une réalité historique et géographique concrète*» et non une entité exclusivement imaginée dans le regard de l'Autre à l'instar de l'«*Orient*» (p. 31). Elle rappelle par ailleurs que les Balkans ne connurent pas d'expérience coloniale similaire à celles des États généralement regroupés sous le terme d'«*Orient*». Avec le recul, toutefois, on ne peut s'empêcher de penser que, plus qu'avec Edward Said, son travail entre en écho avec l'étude de la production d'une cartographie imaginaire de l'Est européen au XVIII<sup>e</sup> siècle proposée par Larry Wolff<sup>2</sup>. Il y démontrait avec art que cette catégorisation normative résultait non seulement des regards voyageant, mais bien aussi des mutations politiques, économiques et culturelles ayant induit une réorganisation des hiérarchies symboliques d'un clivage Nord/Sud (barbares/cités italiennes rayonnantes) vers un clivage Ouest/Est (civilisé/relégué en périphérie du développement).

L'originalité de la réflexion de Maria Todorova réside notamment dans un corpus de sources qui, loin de se cantonner aux écrits de voyage et

archives diplomatiques, s'ouvre aux univers fictionnels, ceux du théâtre (George Bernard Shaw par exemple) et du roman (Agatha Christie notamment), pour mieux expliquer comment l'entrelacs des récits littéraires, savants et politiques a fini par faire naître un sentiment d'évidence, une sorte d'air du temps se tenant pour vérité scientifique, d'autant plus arrogante que l'heure était aux empires européens triomphants. On pourrait assurément interroger la représentativité de ces sources, désirer en savoir davantage sur la réception et l'influence des œuvres étudiées dans la genèse et la reconduction de stéréotypes négatifs, questionner les médiations à travers lesquelles répertoires fictionnels et politiques se fondent en une même sensibilité historique. Et l'on pourrait regretter, bien que l'auteure s'en explique – il s'agissait d'écrire un ouvrage destiné à un public américain, non d'une œuvre écrite depuis les Balkans pour des lecteurs balkaniques (p. 16) –, que l'analyse mette l'accent sur le rôle des regards extérieurs dans le façonnage des discours culturalistes, en faisant trop souvent l'impasse sur la contribution des élites politiques et culturelles balkaniques à leur co-production. Non moins stimulant aurait été l'examen des usages tactiques que celles-ci en proposèrent, y compris à des fins de distinction sociale en interne (la ligne de démarcation entre élites urbaines et populations

rurales étant souvent énoncée dans des catégories culturelles rejetant les périphéries sociales aux marges de l'euroanéité) et à l'échelle de la péninsule (les gradients de la balkanéité saillant dans les contrastes entre voisins). De fait, on ne saurait oublier que le maniement relationnel de la « rhétorique balkaniste » par les responsables politiques d'ex-Yougoslavie a constitué l'une des conditions de possibilité de l'actualisation de ces représentations dans les années 1990.

Il n'en reste pas moins que Maria Todorova fait œuvre exigeante lorsque, se refusant à « l'utilisation de concepts globalisants tels que la [...] « perception occidentale » » (p. 174), elle restitue la variété des déclinaisons nationales et sociales des discours, tout en restant sensible à la contingence d'un présent en train de se faire<sup>3</sup>. La démonstration est particulièrement convaincante quand il s'agit de montrer comment des représentations faiblement opératoires au temps de la guerre froide (à une époque où les Balkans étaient subsumés sous la notion d'Europe de l'Est) ont été mises en contemporanéité par le désir de certains diplomates occidentaux, George Kennan entre autres<sup>4</sup>, d'éclairer les conflits de 1991-1995 à la lumière de supposés précédents historiques, fût-ce au prix d'un étonnant lissage du passé : « même s'il est incontestable, techniquement parlant, que l'étincelle qui mit le feu aux poudres en 1914 est venue des Balkans, nul historien sérieux n'irait prétendre que l'attentat de Sarajevo est la cause de la Première Guerre mondiale ; quant à la seconde, elle

n'avait pratiquement rien à voir avec les Balkans, qui ne s'y trouvèrent mêlés qu'assez tardivement et plutôt à leur corps défendant. C'est sans doute parce qu'il est tout à fait impossible d'attribuer cette Seconde Guerre mondiale à quoi que ce soit de balkanique que [George] Kennan n'en fait même pas mention » (p. 23).

Aux lecteurs non spécialistes des Balkans que l'usage classificateur de la taxinomie et la projection cartographique des hiérarchies de puissance intéresseraient peu, à ceux qui seraient insensibles au fait de tenir entre leurs mains un ouvrage faisant d'ores et déjà figure de classique (et dont on peut d'ailleurs se demander pourquoi la traduction en français fut si tardive), que peut apporter la lecture d'*Imaginaire des Balkans* ? L'ouverture de trois chantiers essentiels. Premièrement, l'utilisation que Maria Todorova propose des matériaux fictionnels n'est pas sans dialoguer avec les réflexions sur les « savoirs de la littérature » dont est riche l'historiographie française des dernières années<sup>5</sup>. À défaut de toujours y parvenir, l'auteure s'efforce de suivre les sillons creusés par des écrits aux circulations plurielles, effets de genre et interconnaissance, citations croisées et révérences obligées envers les aînés, participant tous de la reproduction d'un fonds imagé. À rebours de travaux anglo-saxons récents qui, séduits par les mirages de la textualité, appliquent à l'étude des faits historiques un décodage littéraire trop souvent littéral, Maria Todorova nous rappelle qu'il est possible

#### EXTRAIT « BALKANS » : ORIGINE D'UN MOT

Le terme de Balkans a une histoire. En première instance, le mot *Balkans* désigne une montagne de Bulgarie, la Stara Planina, que les Turcs nommaient, en ayant recours à une expression persane, le *Kodza Balkan*. Le géographe allemand Johan August Zeune fut le premier, en 1808, à employer l'expression de « péninsule balkanique » (*Balkanhalbinsel*) pour désigner cette région, encore possession ottomane, que l'on appelait généralement la « Turquie d'Europe ».

En fait, l'usage du terme « Balkans » se généralise au cours du XIX<sup>e</sup> siècle avec une lourde charge idéologique. Alors que l'empire ottoman se désagrège peu à peu, les revendications contradictoires des différents peuples autrefois soumis commencent à se heurter, tandis que les grandes puissances de l'époque – en premier lieu l'Autriche-Hongrie – jouent chacune la carte de leurs

protégés. Les Balkans deviennent synonymes de complexité nationale, de conflits sans fin, d'éclatement et de morcellement. Bref, la « balkanisation » donne sens aux Balkans, devient la marque identitaire majeure de cette portion d'Europe. Le terme Balkans est idéologique avant d'être géographique.

L'irruption de Balkans dans l'imaginaire occidental doit aussi beaucoup aux voyageurs, qui arpenterent la péninsule durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Les premiers voyageurs se rendirent d'abord en Grèce, puis le Monténégro ou l'Albanie ne tardèrent pas à trouver leurs admirateurs, comme Edith Durham, éprise des montagnards du nord de l'Albanie. Maria Todorova, dans son ouvrage essentiel, *Imagining the Balkans*, cite le comte Hermann Keyserling, qui écrivait au début du XX<sup>e</sup> siècle : « Si les Balkans n'existaient pas, il faudrait les inventer. »

Les mots connaissent d'étranges allers-retours. Après le long gel des revendications identitaires et des questions nationales durant la guerre froide, les années 1970 ont vu la « balkanisation » du Liban, avant que l'on ne parle de la « libanisation » des Balkans dans les années 1990...

Les Balkans seraient-ils vraiment indissociables de cette « balkanisation », de ces processus d'éclatement et de violence ? Les discours trop souvent répétés sur la fatalité de ces violences, sur les haines ataviques et ancestrales masquent la réalité des sociétés balkaniques et leurs contradictions, beaucoup plus qu'ils ne contribuent à les éclaircir.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, éditions Non Lieu, 2010 (2007), p. 9-10.

de faire exactement l'inverse, à savoir de traiter en historien des sources fictionnelles.

Le second chantier porte sur les relations que les représentations entretiennent avec les faits sociaux auxquelles elles sont appliquées. Comment penser ces ordres de réalité à la fois distincts et liés ? Et quelles parts y tiennent respectivement l'univers des idées et celui de ces routines ordinaires des « *mains de l'intellect* », gestes et instruments médiatisant la connaissance (pour reprendre l'expression de Christian Jacob)<sup>6</sup> ? Assurément, la structure de l'ouvrage, en faisant succéder à la déconstruction des images un chapitre consacré aux réalités sociales des Balkans, ne parvient pas à récuser une logique oppositionnelle. L'argumentation développée mérite cependant qu'on s'y arrête. Non sans provocation, Maria Todorova affirme en effet que « *les Balkans sont l'héritage ottoman* », prenant le contre-pied d'historiographies nationales qui ont, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, argumenté leur européanité dans une élision, voire un déni d'un passé ottoman « étranger ». La formule n'est certes pas dépourvue d'ambiguïté : s'agit-il de suggérer que les ordres politiques et sociaux des Balkans, les arts de vivre et les cultures matérielles refléteraient un « *passé qui ne passe pas* » (Henry Rousso) ? Ce serait réintroduire au cœur de l'analyse une lecture déterministe de l'histoire dont l'ouvrage aspirait précisément à nous émanciper. Maria Todorova évite l'écueil en suggérant une définition de l'héritage à la fois comme « *continuité* » des institutions et des pratiques et comme « *perception* ». L'enjeu est alors

d'explorer le rôle imputé à cet héritage-perception dans la genèse des nationalismes balkaniques et la légitimation des États.

Qui la suit dans ce raisonnement ne peut toutefois s'empêcher d'interroger la profondeur temporelle nécessaire à une intelligence des historicités balkaniques singulières et les articulations entre continuités et ruptures. Surtout, quel horizon géographique convient-il d'embrasser ? Le renouveau récent de l'historiographie sur l'Empire ottoman a en effet suggéré la fécondité de croisements entre les trajectoires des provinces soumises de part et d'autre des détroits du Bosphore à l'autorité ottomane. Autrement dit, si les « *Balkans sont l'héritage ottoman* », ne faut-il pas renoncer à un découpage géographique et à une notion, en effet lourdement chargée symboliquement, qui pourraient faire obstacle à une saisie plus fine des processus politiques, sociaux et culturels qui la traversent ?

Cette remarque nous conduit au troisième débat ouvert par le travail de Maria Todorova : qu'est-ce qu'une région et, surtout, cette échelle devrait-elle constituer l'horizon pertinent de la recherche aujourd'hui ? À la quête d'une « juste » délimitation des frontières régionales, l'auteure oppose une réflexion articulée autour des catégories d'espace et de temps : « *L'histoire n'est que de la géographie étirée dans le temps* », affirme-t-elle, reprenant la belle formule du dramaturge Blessing Lee (p. 285). Il convient peut-être d'aller plus loin. Car on aurait peine à dissocier la conception des espaces de

## EXTRAIT ORIENTALISME ET BALKANISME

L'orientalisme s'est taillé dans les milieux scientifiques une place légitime en tant que critique d'un certain discours émanant, selon Edward Said, de « *l'institution globale qui traite de l'Orient, qui en traite par des déclarations, des prises de position, des descriptions, un enseignement, une administration, un gouvernement : bref [...] un style occidental de domination, de restructuration et d'autorité sur l'Orient* ». [...] S'inspirant de Foucault auquel il emprunte non seulement le mot « discours » mais le lien primordial entre savoir et pouvoir, Said montre les dangers de l'essentialisation de l'Orient en tant qu'Autre. Il reprend aussi la distinction opérée par Gramsci entre société civile et société politique ainsi que son concept d'hégémonie culturelle, cette dernière ayant doté l'orientalisme d'une prodigieuse longévité. [...] J'entends me situer par rapport au

discours orientaliste et réfléchir à un phénomène qui peut sembler identique, mais qui ne lui est qu'apparenté, et que j'appelle balkanisme. Quelles seraient donc les différences de l'un et de l'autre ?

Tout d'abord, les Balkans ont une réalité historique et géographique concrète que n'a pas l'abstraction « Orient ». [...] On peut rattacher à l'insaisissabilité de l'Orient – par contraste avec la matérialité des Balkans – sa fonction dans l'imaginaire de l'évasion. À l'usage de l'Occident, l'Orient fut refaçonné en royaume lointain des légendes, de contes et de merveilles [...]. Tout au contraire les Balkans, concrets, prosaïques et pauvres, suscitaient une attitude sans détours, généralement négative et rarement nuancée. [...] Contrairement au discours ordinaire sur l'orientalisme, qui recourt, pour son objet d'études, à des métaphores féminines, le

discours balkaniste est singulièrement masculin. [...]

La principale caractéristique que l'on retrouve dans la plupart des descriptions des Balkans est leur situation intermédiaire. L'Occident et l'Orient sont généralement présentés comme des entités incompatibles et même antinomiques, chacune constituant un monde complet. Said dit que son livre « *a pour but de repenser ce qui a été considéré durant des siècles comme un gouffre infranchissable séparant l'Est de l'Ouest* ». Au contraire les Balkans ont toujours évoqué l'image d'un pont ou d'un carrefour. [...] Les Balkans sont aussi un pont entre degrés de développement, ce qui suggère des adjectifs tels que semi-développé, semi-colonial, semi-civilisé, semi-oriental.

Maria Todorova, *Imaginaire des Balkans*, trad. R. Bouyssou, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, p. 25-37.



l'institutionnalisation de la connaissance selon des aires culturelles. Or Maria Todorova n'aborde ces enjeux de production et de partition des savoirs que de manière cursive. En l'occurrence, le développement des études balkaniques – parfois pensé comme une invitation à dépasser le compartimentage des historiographies nationales – n'a pas toujours revêtu la portée heuristique qu'on lui prêtait. Comment oublier la contribution d'une certaine ethnographie de langue allemande à la folklorisation des Balkans à la jonction des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ? Dans la péninsule même, comme l'a justement souligné l'historien bulgare Aleksandar Vezenkov, loin de signifier un dépassement des antagonismes nationaux, le soutien étatique à la recherche sur les Balkans à compter des années 1960 a parfois conduit à transformer l'espace national en images de la région, consolidant au passage les idéologies stato-nationales.

Tel n'est pas le moindre des paradoxes de l'édition – et peut-être des réceptions – française du livre. *Imagining the Balkans* fut publié dans une conjoncture où l'essentialisation d'une aire balkanique supposée singulière faisait obstacle à l'intelligibilité des transformations qu'elle expérimentait. Sa parution en français intervient, *a contrario*, à un moment où les «aires culturelles» connaissent une remise en question sous-tendue par la séduction

des études post-coloniales, les appels à «provincialiser l'Europe»<sup>7</sup> et le développement de l'histoire globale. Dans la longue postface qu'elle a adjointe à la seconde édition en langue anglaise de son ouvrage, l'historienne se montre réservée sur une telle inflexion : «*La tâche de tous ceux qui travaillent sur les Balkans et l'Europe de l'Est consiste à cet égard non pas tant à «provincialiser» l'Europe qu'à «déprovincialiser» l'Europe occidentale, qui s'est approprié l'exclusivité de la catégorie d'Europe, non sans conséquences politiques et morales concrètes*» (p. 291).

Assurément, la réinscription des Balkans dans une histoire transnationale tramée de connexions et de croisements sera extrêmement féconde si elle participe de l'œuvre inachevée de dés-exotisation de la péninsule en faisant saillir des circulations et points de rupture jusqu'alors soustraits au regard. Cependant, sur fond de tarissement des financements publics à la recherche, on peut redouter que ce déplacement (dont les incidences sur l'avenir des départements universitaires et publications consacrées à cet espace restent à apprécier) ne se fasse au détriment d'une restitution documentée des historicités spécifiques. Provincialiser les études balkaniques en décolonisant la connaissance pourrait alors revenir à adopter les oripeaux d'un global qui oublie de se situer dans le temps, l'espace et le

THEY WILL BE  
 DENOUNCED SO  
 MUCH, IT WILL  
 NOT BOTHER  
 THEM ANYMORE.

social. Éviter le dévoiement des aspirations à une histoire décloisonnée exigera que le chercheur en sciences sociales équipé d'une exigence méthodologique accrue (comparaisons et connexions ne se laissent pas saisir sans une solide formation sociologique et historique), préparé (y compris à travers la maîtrise de l'ensemble des langues indispensables à l'élargissement de son périmètre) à procéder au patient déchiffrement des archives, s'interdise de supposer connu *ex ante* le tracé des lieux qu'il lui faudra arpenter afin de donner forme et sens à ses objets de recherche. Du croisement entre ces découpages à géométrie variable selon les dossiers ouverts saillira peut-être non une entité balkanique apposée ou opposée selon les moments à l'Occident, à l'Europe centrale ou à l'Orient, mais bien une pluralité d'espaces ne se recouvrant que partiellement et dont la lecture, en palimpseste, adviendra au fil de recherches interrogeant non les contours d'une région historique, mais les horizons de leurs questionnements.

#### NOTES

- 1. Cette édition française est la traduction de la réédition de 2009 par Oxford University Press, précédée d'un nouveau prologue. ■ 2. Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe: The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford, Stanford University Press, 1994. ■ 3. C'est l'une des raisons pour lesquelles la traduction du titre de l'ouvrage en français pose problème : « Imaginaire » est un terme figé (au contraire du titre anglais) qui ne convient guère à une argumentation attentive aux dynamiques et aux acteurs, aux glissements et superpositions entre strates imaginées. ■ 4. George Kennan, « Preface », in *The Other Balkan Wars: A 1913 Carnegie Endowment Inquiry in Retrospect*, Washington, Carnegie Endowment for Peace, 1993, p. 3-16. ■ 5. On pensera, pour n'en citer qu'un exemple, au dossier « Savoirs de la littérature », proposé par la revue *Annales* (vol. 2, 2010). ■ 6. Christian Jacob (dir.), *Lieux de savoir 2. Les Mains de l'intellect*, Paris, Albin Michel, 2011. ■ 7. Dipesh Chakrabarty, *Provincialiser l'Europe*, trad. par O. Ruchet et N. Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 [édition américaine : 2000].

# LA SINGULARITÉ DE KAFKA

Y a-t-il encore un Kafka à découvrir ? La cohorte de ses lecteurs et interprètes n'a-t-elle pas épuisé son objet ? Dans *Kafka en colère*, un livre qui fera date, comme ont fait date *Beckett l'abstracteur* (1997) et *La République mondiale des lettres* (1999) de la même auteure, Pascale Casanova répond par la négative. Il nous faut aujourd'hui entreprendre une véritable enquête historique et sociologique si nous voulons nous donner les moyens de vraiment comprendre l'œuvre de l'illustre Pragoïse : c'est à cette condition que nous pourrions en saisir toute la puissance littéraire et politique. Par **ALBAN LEFRANC\***

## À PROPOS DE

Pascale Casanova, *Kafka en colère*, Paris, Le Seuil, 2011, 480 p., 25 €.

\* Alban Lefranc est écrivain et traducteur de l'allemand (de Peter Weiss notamment). Il est le rédacteur en chef de la revue franco-allemande *La mer gelée*. Son dernier roman paru est *Vous n'étiez pas là*, Verticales/Gallimard, 2009.

Kafka semble illustrer à merveille ce que Rilke disait de la gloire : elle n'est que la somme des malentendus qui s'accumulent sur un nom. On a fait parfois de l'écrivain pragoïse, mort près de dix ans avant l'accession de Hitler au pouvoir, un prophète de l'horreur nazie, et c'est encore aujourd'hui l'un des principaux obstacles à la compréhension de son œuvre. Tout se passe en effet comme si sa consécration dans le panthéon mondial des lettres s'effectuait souvent au prix d'une oblitération complète du contexte historique dans lequel il a vécu et écrit. Les lettres, le journal et les fictions sont alors abusivement perçus dans une sorte de *continuum*, tandis que les multiples narrateurs qui interviennent dans ses textes (chien, chacal, taupe, souris, voyageurs, enquêteurs, savants, etc.) deviennent aux yeux d'une partie de la critique des porte-parole dociles de l'auteur, comme si son œuvre et sa vie se donnaient sagement la main, l'une n'étant que la mise en forme plus ou moins adéquate de l'autre. Dans ce registre, dans une lecture célèbre du *Procès*<sup>1</sup>, Elias Canetti a transformé le roman en une description cryptée de la rupture de Kafka avec Felice Bauer (avec qui il se fiança à deux reprises) et on ne compte plus les gloses qui cherchent dans son œuvre des décalques de sa vie sentimentale mouvementée.

Plus généralement, à force de fétichisme, on lui a dressé une statue de sage pontifiant et/ou souffreteux, tout à fait replié sur son intériorité tourmentée, selon les lois de la vieille croyance en une autonomie de la littérature, censée s'écrire tout à fait à l'écart des bruits du monde. Chaque discipline projette alors dans l'œuvre ses problématiques et ses modes du moment, sans se soucier de la moindre vérification historique.

À la suite des travaux de Klaus Wagenbach, Marthe Robert, Ritchie Robertson et Hartmut Binder<sup>2</sup>, qui ont été pionniers en la matière, Pascale Casanova s'inscrit dans un retour en force de l'histoire, marqué par les ouvrages récents de Sander Gilman, Mark Anderson, Michael Löwy, Bernd Neumann ou Scott Spector<sup>3</sup>. Sur de nombreux points, sa lecture diverge d'avec la leur, mais elle ne prétend pas non plus épuiser définitivement les textes de Kafka, et elle propose même, à l'occasion, deux interprétations possibles d'un même récit.

L'essentiel est de rompre avec l'illusion d'une compréhension immédiate de cet univers, et de

reconstituer le *background knowledge* intellectuel et politique d'un collectif très spécifique : celui des intellectuels juifs germanophones nés à Prague entre 1875 et 1900. L'histoire littéraire en effet, ne s'écrit pas seulement avec ce qui est énoncé, mais aussi à travers les silences et les non-dits, à travers tout ce qui ne faisait l'objet d'aucune formulation explicite entre Kafka et ses correspondants (ou Kafka et ses lecteurs), car il s'agissait d'évidences partagées. Rien n'est plus difficile que cette tâche, après que le monde où il vivait a été englouti dans la tourmente nazie, mais c'est pourtant la seule voie qui permettra de montrer l'extrême spécificité de Kafka, sa lucidité et son ironie souvent cinglante. C'est grâce à ce détour par une enquête historique et sociologique fouillée que l'auteure peut proposer une interprétation originale de quelques textes fondamentaux (*Le Procès*, *La Colonie pénitentiaire*, *Artiste de la faim*) dans lesquels elle voit une mise en lumière implacable et subtile des mécanismes de domination et de leur intériorisation par les dominés.

## Les Juifs à Prague

Une bonne partie du livre consiste en une plongée minutieuse et passionnante dans l'univers en plein bouleversement des intellectuels juifs pragoïse du début du siècle. Prague, capitale provinciale de l'empire austro-hongrois, était elle-même dominée, politiquement et littérairement, par Vienne, elle-même dominée à son tour par Berlin dans l'espace germanophone.

Dans cet espace littéraire pragoïse, fortement politisé parce qu'encore naissant, on assistait à une bipartition progressive de la vie intellectuelle et politique entre les Allemands et les Tchèques. En dépit de la lutte de ces derniers pour atteindre à une égalité de droit entre les deux langues, l'allemand conservait, au plan symbolique, un prestige inentamable. Les Juifs, majoritairement germanophones et membres de la grande et moyenne bourgeoisie, se voyaient progressivement rejetés par les deux camps.

## La pensée « folkiste »

L'empire austro-hongrois vivait alors ses dernières années, tiraillé par de multiples nationalismes (le nationalisme tchèque étant l'un des plus virulents, jusqu'à l'obtention de l'indépendance

# THEY WILL BUY FROM YOU THE PLANS, THE SITE, AND THE RUINS OF IT.

en 1918). Le schéma de pensée dominant pour appréhender ces tensions politiques qui secouent l'Europe était fourni par le philosophe allemand Herder, qui postulait un lien fort entre la nation (ou le peuple), le territoire et la langue – l'écrivain (variante du barde), étant alors compris comme l'émanation du peuple, censé non pas produire une beauté autonome selon des critères strictement formels (comme cela se passe dans les espaces littéraires bénéficiant d'une longue tradition) mais exprimer les aspirations du peuple et se faire son porte-parole.

Pour distinguer cette pensée – largement partagée dans l'espace culturel allemand entre 1890 et la mort de Kafka en 1924 – de l'idéologie *völkisch* et raciste, Pascale Casanova forge le néologisme « folkiste ». Elle reprend ici l'opposition qu'elle avait dégagée dans ses ouvrages précédents<sup>4</sup> entre « *des espaces littéraires anciens, dotés de ressources nationales propres et, de ce fait caractérisés par un degré (relatif et fluctuant mais réel) d'autonomie d'une part [l'allemand par exemple], et des espaces plus récents, (relativement) peu dotés en capital et largement dépendants des instances et des luttes politico-nationales, d'autre part [tchèque]* » (p. 106).

À cette époque, *via* les théories de Herder, la lutte pour l'indépendance passait par la lutte linguistique, et il est essentiel de comprendre que

l'idéologie de la « pureté » linguistique était alors dominante (Rilke parle par exemple du contact funeste de deux corps linguistiques, pour parler des rapports de l'allemand et du tchèque).

Dans ce contexte, la fondation par Herzl du mouvement sioniste en 1897 « normalisait » les Juifs germanophones selon les catégories de l'époque : elle posait les conditions d'un nationalisme juif, et partant d'une littérature juive spécifique. Le choix de l'assimilation ou de la dissimulation marquait une ligne de rupture très nette. Les jeunes gens en colère, (Kafka, Max Brod...) choisissaient l'option sioniste, qui restait cependant plutôt minoritaire et intellectuelle. Ils concevaient l'assimilation comme une dissolution de l'identité juive dans la nation allemande, une soumission à l'ordre germanique dominant, vouée de toute façon à l'échec à cause de l'antisémitisme.

#### Le sionisme culturel

La publication de *Die Geschichten des Rabbi Nachman* [Les Contes de Rabbi Nachman] en 1906, puis de *Die Legende des Baalschem* [La Légende du Baal Shem] en 1908, par Martin Buber, eut une influence considérable dans les débats de l'époque autour de la question du nationalisme juif<sup>5</sup>. Arnold Zweig proclama que les Juifs étaient enfin entrés en possession de leur propre version des contes des frères Grimm et des mythes

grecs. Selon les catégories de la configuration de pensée herdérienne, les Juifs orientaux (vivant à l'Est de l'Europe) figuraient donc, aux yeux des Juifs occidentaux (qui, eux, résidaient à l'ouest de l'Europe) — en tout cas des sionistes culturels —, une forme idéal-typique du « peuple » nécessaire à la définition d'une nation et d'une littérature « nationale ». Cette redécouverte permettait de constituer un capital culturel pour le peuple juif, jusqu'ici sans territoire et sans État. Pascale Casanova souligne cependant le clivage immense entre les Juifs de l'Est, soumis en Russie à la brutalité des pogroms, et qui vivaient dans des conditions misérables, et les Juifs occidentaux, en Allemagne et en Autriche-Hongrie, à qui l'égalité juridique avait été accordée entre 1850 et 1860.

Loin d'être un conflit œdipien strictement personnel, la fameuse crise entre Kafka et son père est celle d'une génération tout entière (on la retrouve chez Max Brod, Martin Buber, Franz Werfel, Willy Haas, Gershom Scholem...), c'était un fait social et politique. Les fils (sionistes) reprochaient violemment à leurs pères (assimilés) leur oubli presque total des traditions juives, mais aussi leur mépris des Juifs orientaux, réputés arriérés culturellement, et qu'ils découvraient justement avec ferveur dans les recueils de Buber. Selon l'historien américain Steven Aschheim<sup>6</sup>, les Juifs occidentaux assimilés adhéraient d'autant à cette image négative des *Ostjuden* qu'ils ne voulaient surtout pas être confondus avec eux.

Cette génération d'écrivains juifs appartenait donc simultanément à deux espaces, littéraire et politique, et c'est ce qui rendait leur situation tout à fait inédite. À la suite de l'émergence du sionisme, l'espace allemand, doté d'un grand prestige symbolique (par opposition à l'espace tchèque), se vit progressivement traversé par des questions politiques habituellement réservées aux espaces littéraires récents et dominés. Pour les Juifs germanophones, réunis autour de Max Brod dans le Cercle de Prague<sup>7</sup>, et qui avaient grandi dans le culte de Goethe, dans une adhésion spontanée aux valeurs germaniques, cette volonté de créer une littérature juive spécifique en se distinguant des organes de consécration allemands était un véritable déchirement.

Mais la position bubérienne n'était pas dépourvue d'ambiguïtés, ce qui la rendit progressivement insupportable aux yeux de Kafka. Le sionisme opère d'abord une « glorification » des Juifs orientaux au nom de la perpétuation d'un judaïsme authentique et ce, afin de proposer une sorte de contre-image de la judéité orientale et de s'opposer à celle, très répandue, des libéraux. Mais, étant issus des couches diplômées de la bourgeoisie germanisée, les leaders sionistes restaient persuadés de la supériorité du modèle allemand, et leur vision ne différait pas autant qu'ils le pensaient de la vision assimilée : ils voyaient le ghetto comme un lieu misérable, symbole même de la

pathologie sociale qui devait être éradiquée grâce à l'installation de ces populations en Palestine. Kafka reproche à la vision bubérienne des Juifs orientaux, très répandue dans son milieu intellectuel, sa naïveté, son ignorance des luttes politiques réelles en Pologne, en Russie, en Lituanie et aux États-Unis (où l'émigration juive est importante), et finalement une certaine condescendance.

### La singularité de Kafka

S'il y a une solitude de Kafka, c'est une solitude très peuplée, mais aussi une distance (vis-à-vis des évidences les mieux partagées de son milieu) qui fait que plus rien n'échappe à son regard. Kafka partageait les préoccupations des sionistes pragois : refus de l'assimilation, mise en cause de l'héritage germanique, méfiance vis-à-vis de l'esthétisme, désir d'articuler politique et littérature.

Là où cependant il se distinguait, c'était d'abord par une connaissance aiguë du monde du travail, dont témoignent ses textes dits professionnels. Loin d'avoir une vision romantique et idéalisée du peuple, Kafka connaissait bien le monde ouvrier, pour le défendre à l'Office d'Assurances contre les accidents du travail pour le Royaume de Bohême, où il grimpa rapidement les échelons hiérarchiques jusqu'à en devenir le secrétaire général en 1922.

Dans l'édition des œuvres complètes de Kafka en français par Claude David<sup>8</sup>, on trouve deux exemples très éclairants des textes professionnels de Kafka. Dans l'un d'eux, Kafka tente de contester aux entrepreneurs le droit de n'assurer que très partiellement leurs employés en s'appuyant sur des interprétations de la loi selon lui tout à fait fausses. Il plaide pour « *la plus grande extension possible de l'assurance* », mais son argumentation n'est pas que juridique, il évoque aussi de façon très concrète les différents corps de métier liés au bâtiment qui ont droit à l'assurance et qui représentent à chaque fois un cas particulier. On comprend ainsi que, loin d'être une tâche absurde de bureaucrate, son travail aux Assurances lui tenait énormément à cœur, et qu'il pouvait y défendre les causes qui lui semblaient justes.

Vint ensuite la découverte du théâtre yiddish, absolument décisive pour comprendre son itinéraire, ainsi que ce qui le sépare de Buber. Fin 1911, Yitzhak Löwy et sa troupe séjournèrent quatre mois à Prague, quatre mois pendant lesquels Kafka assista presque chaque soir aux représentations et se lia d'amitié avec l'acteur. Leurs échanges approfondis lui firent découvrir l'immensité des enjeux auxquels étaient confrontés les Juifs en Europe de l'Est et aux USA où ils fuyaient les pogroms, à Varsovie, Vilnius et New York. Loin d'être un témoin neutre, Löwy avait rompu violemment avec son père religieux et le théâtre yiddish revêtait un sens éminemment politique à ses yeux, dans la mesure où il permettait de fonder une culture sécularisée et spécifiquement juive, en prise directe avec

---

*Loin d'être un conflit œdipien strictement personnel, la fameuse crise entre Kafka et son père est celle d'une génération tout entière, c'était un fait social et politique.*

---

les questions politiques, du côté des mouvements « yiddishistes », laïcs et socialistes.

Parmi les nombreux clivages de ce milieu très politisé, le nationalisme juif prenait deux formes qui s'opposaient terme à terme : le bundisme et le sionisme. Aux yeux des fondateurs du sionisme, germanophones et issus le plus souvent de la bourgeoisie, partisans d'une installation en Palestine, le yiddish, produit de mélanges et d'emprunts multiples, représentait un archaïsme et symbolisait l'oppression subie : il fallait imposer l'hébreu comme nouvelle langue juive. Les bundistes quant à eux (auxquels adhérait Löwy), issus des milieux ouvriers, reprochaient aux premiers d'ignorer les conditions de vie du peuple, qui parlait le yiddish dans sa très grande majorité. Enfin, là où les sionistes ne s'opposaient à aucune pratique religieuse, les bundistes professaient un anticléricalisme militant. Fondé en Lituanie en 1897, le Bund, Union des ouvriers Juifs de Russie, de Pologne et de Lituanie, regroupait l'ensemble des organisations socialistes juives qui voulaient séculariser le judaïsme et normaliser la langue populaire des juifs : le yiddish. C'était l'un des partis politiques les plus influents du monde juif oriental avant guerre : il réunissait en 1905 plus de 30 000 militants et les provinces sous son emprise connurent des grèves très dures. Son influence était d'autant plus grande qu'il était le seul à avoir organisé des groupes d'autodéfense efficaces pendant la vague

de pogroms qui avait suivi le mouvement révolutionnaire de 1905. C'est après la guerre (et la Révolution russe) que le Bund céda du terrain devant le sionisme parce qu'il perdit sa base de soutien auprès de populations désormais soviétisées.

Par Yitzhak Löwy, Kafka découvrit ainsi l'ampleur du malentendu entre les Juifs occidentaux et les *Ostjuden* : tandis que les premiers à travers Buber s'émerveillaient des légendes hassidiques et d'un judaïsme authentique, les seconds voulaient séculariser la culture juive et écrire des romans, des pièces authentiquement juives, en prise directe avec les préoccupations du peuple.

Dans de nombreux passages de son *Journal* (entre autres le fameux développement sur les petites littératures, à la date du 25 décembre 1911, où Pascale Casanova voit la première formulation du problème des littératures dominées) comme dans son « Discours sur le yiddish », tenu en février 1912, Kafka montre que ce qui l'intéresse avant tout dans ce théâtre populaire, ce n'est pas son degré de perfection formelle, mais précisément son absence d'apprêt et son refus de tout mensonge assimilateur, le fait justement que tout reste à inventer dans cette nouvelle littérature.

Casanova pointe le grand malentendu dans la réception de Kafka : soit on le comprend exclusivement selon des enjeux politiques, comme Deleuze et Guattari, Michael Löwy ou Iris Bruce<sup>9</sup>, soit exclusivement dans des catégories esthétiques

## EXTRAIT LA LITTÉRATURE EST « UNE HACHE »

Cependant, nul ne lui accordera vraiment la reconnaissance qu'il demande. Bien mieux : il est lui-même persuadé qu'il n'y accédera pas dans la mesure où il a intériorisé la violence invisible dont il est l'objet ; il incorpore du même coup l'impossibilité d'atteindre à la plénitude de son art et à sa totale reconnaissance. La description du dégoût des femmes venues chercher l'artiste dans sa cage au moment de la fin de son jeûne (elle « *commençait par tendre le cou le plus possible pour éviter, au moins sur son visage, le contact de l'artiste du jeûne* ») marque à la fois le pathétique de cette grandeur inversée et l'échec constitutif de cet acte qui ne sera jamais considéré tout à fait — ni par le public ni par l'artiste lui-même — pour ce qu'il est. Il est donc condamné à repousser toujours les limites du jeûne. Il agit presque comme Joseph K. dans *Le Procès* qui, étant l'objet d'une suspicion qu'il ne peut ni surmonter ni faire taire, devance, facilite sa condamnation à

mort. Il transforme son propre corps en champ de bataille.

[...]

La conclusion complètement inattendue de cette fable insoutenable, en totale rupture avec le reste du récit, est une invitation presque explicite (très rare) à entendre le point de vue de Kafka. Coupant court brusquement à sa nouvelle, abrégeant le récit des dernières humiliations infligées au corps de l'artiste, il installe une panthère dans le dernier paragraphe et dans la cage. Et l'on comprend très vite que cette « *bête sauvage* » est l'antithèse absolue du champion de jeûne. Elle incarne la vie même, la certitude de soi, l'affirmation tranquille de sa force sans questions, sans remords et sans culpabilité. « *Ce noble corps qui possédait en lui-même, presque jusqu'à l'excès, tout ce qui lui était nécessaire semblait transporter aussi sa liberté avec lui.* » Mais la définition très inhabituelle que Kafka donne de cette totale indépendance (qui se moque même de la

cage) nous fournit un indice assez transparent de son point de vue : « [Sa liberté *semblait contenue peut-être, précise-t-il, dans sa denture et la joie de vivre jaillissait de sa gueule avec feu* ». La liberté de la panthère n'est pas un état, c'est un combat, et elle tient tout entière dans ses dents aiguisées. La liberté de l'écrivain Kafka s'affirme peut-être dans sa littérature conçue comme une denture aiguisée et comme une arme dans sa lutte inlassable contre le monde, parce qu'elle est l'un des moyens de dire la vérité, même par les voies détournées de la fiction. La littérature est « une hache », une arme tranchante qui devra aider les lecteurs à se frayer un chemin vers l'émancipation. Et l'on peut comprendre son œuvre comme l'inlassable dénonciation des formes les plus inaperçues de l'autorité, de l'obéissance et des cruautés infinies de la domination.

Pascale Casanova, *Kafka en colère*, Paris, Le Seuil, 2011, p. 34-35.

---

Casanova multiplie les exemples de ces narrations qui sont autant de pièges tendus au lecteur, et qui démontent, en les exhibant, les mécanismes de la domination et de la servitude volontaire.

---

autonomes, « à l'horloge esthétique de l'univers littéraire qui le consacre après-guerre, c'est-à-dire à l'heure littéraire des régions les plus autonomes de l'espace littéraire mondial », dans la lignée de Joyce ou Proust, alors qu'il est un dominé parmi les dominants, et qu'il veut introduire dans la langue allemande (qui jouit d'un grand degré d'autonomie) des problématiques d'un espace littéraire dominé (une littérature spécifiquement juive).

Si Deleuze et Guattari ont eu l'immense mérite de dégager Kafka de l'interprétation psychanalytique qui dominait dans les années 1970, leur reconstitution des enjeux politiques et linguistiques de la Prague du tournant du siècle est trop approximative aux yeux de Pascale Casanova, mais surtout ils ratent selon elle la double appartenance de Kafka à deux univers (littéraire et politique) « produisant des injonctions à peu près contradictoires ».

### Le dernier des krausiens

C'est justement après la découverte du théâtre yiddish, après avoir défini un programme qui mêle étroitement les enjeux politiques et littéraires, que Kafka se lança à corps perdu dans l'écriture : *Le Verdict*, *La Métamorphose*, *Der Verschollene* (*Le Disparu*, également connu sous le titre : *L'Amérique*), *Le Procès* et *Dans la colonie pénitentiaire* marquent les étapes de son avancée.

À la manière d'un Karl Kraus ou d'un Adolf Loos, Kafka choisit un style radicalement non ornemental gommant toute trace de subjectivité et réhabilita des formes populaires (contes, légendes, récits de voyage, etc.) habituellement méprisées par la grande littérature. Hannah Arendt a une très belle image pour définir ce style qui se méfiait de tout épanchement lyrique : « Par rapport à l'infinie multiplicité des styles possibles, l'allemand de Kafka est comparable à l'eau face à la multiplicité infinie des boissons<sup>10</sup>. »

### Les narrateurs-menteurs

Son travail de sape des évidences du monde social ne s'arrêtait pas là, il passait aussi par une remise en cause du statut du narrateur. De nombreux récits de Kafka se présentent comme des enquêtes ou des comptes rendus soi-disant objectifs : un voyageur présente au lecteur une réalité lointaine, à la première personne ou par le procédé cher à Flaubert du discours indirect libre. Mais l'identification spontanée du lecteur à ce point de vue est un piège.

Le cas de *La Colonie pénitentiaire* est exemplaire de ce point de vue : dans une lointaine colonie, un voyageur assiste à la démonstration parfaitement terrifiante d'une machine qui s'apprête à tuer un soldat (coupable d'une broutille) en inscrivant sur son corps même l'intitulé de la condamnation. Mais comme ce narrateur, malgré son dégoût, n'intervient pas et ne cherche pas à interrompre cette atrocité, on en a conclu sans ciller à un certain apolitisme de Kafka.

De façon convaincante et précise, Casanova montre qu'il s'agit justement ici d'un narrateur-menteur, qui incarne le point de vue de l'intellectuel occidental, lâche et soumis face à la violence de l'ordre social. Ce voyageur voit par exemple dans l'expression du condamné un signe indéniable de bêtise, et feint de ne pas comprendre son langage inarticulé, ce qui lui permet de contester certes la méthode, mais non le principe même de la condamnation.

Casanova multiplie les exemples de ces narrations qui sont autant de pièges tendus au lecteur, et qui démontent, en les exhibant, les mécanismes de la domination et de la servitude volontaire :

« Cherchant à montrer que le point de vue dominant, la doxa, est d'ordinaire une perspective insupportable, Kafka restitue ce point de vue qui s'exprime « naturellement » comme partout ailleurs dans le monde social et qui paraît donc au premier abord « légitime » pour le lecteur. Mais il le fait apparaître dans un contexte tel que sa légitimité, sa puissance, son caractère d'évidence s'effondrent » (p. 276).

L'opposition de Kafka à Buber, qu'il partageait avec Scholem et Benjamin, tient à ce que Buber a opéré ce qu'il appelait des « transpositions autoritaires » des légendes hassidiques. Kafka dénonçait l'admiration ambivalente des Juifs occidentaux pour cet univers qu'ils connaissaient si mal. Parce qu'ils jouissaient du capital symbolique, parce qu'ils incarnaient les instances de légitimation, ils pouvaient s'emparer de ces contes et les embellir comme bon leur semblait, les arracher à leur contexte et en tirer tout le prestige possible, sans jamais s'interroger sur les conditions de vie et les enjeux politiques précis qui traversaient ces sociétés, enjeux que Kafka connaissait en détail par Löwy. *Le Maître d'école de village* met ainsi en scène un narrateur qui, sous prétexte de venir en aide à un obscur maître d'école, n'a de cesse de disqualifier son travail et s'étonne naïvement de l'hostilité de celui qu'il a spolié.

### Le Disparu et Le Procès

Le personnage principal de *L'Amérique*, Karl Rossmann, loin d'être un quelconque porte-parole de l'auteur, incarne un collectif, comme dans les récits de Sholem Aleïkhem<sup>11</sup> que Kafka connaissait bien (par le livre de Meir Pinès, *Histoire de la littérature judéo-allemande*, qu'il avait lu, selon ses termes, « en allant au fond des choses ») : les héros n'y sont pas dotés d'une histoire et d'une psychologie propres, ils sont les porte-parole de tout un groupe. Le roman retrace alors, avec ironie et cruauté, le trajet d'assimilation d'un Juif qui en croyant s'intégrer, est condamné à rester au bas de l'échelle d'une société qui l'exploite et le méprise. L'indifférence du héros devant les grèves n'exprime absolument pas un apolitisme de Kafka puisque son projet littéraire s'oppose justement à la mise en scène d'une quelconque subjectivité. Matrice des

romans à venir, *L'Amérique* est une fable critique qui dénonce l'échec de l'assimilation.

Nouvelle étape dans la maturation littéraire de Kafka, *Le Procès* fonctionne comme un récit double, qui décrit à la fois les mécanismes de croyance collective qui permettent le développement et la perpétuation de la conviction antisémite, mais aussi les effets de cette suspicion déniée chez ceux qui en sont les victimes. Mais le tour de force de Kafka consiste à mettre à nu la violence symbolique non seulement chez les Juifs mais aussi chez d'autres dominés, les femmes par exemple. C'est ainsi que le héros du livre, K., dominé en tant que juif, cherche à se prouver à lui-même qu'il reste dominant en tant qu'homme face à une femme, en violentant Mlle Bürstner.

À partir d'une position singulière et quasi intenable (fonder une littérature spécifiquement juive en langue allemande), Kafka, comme le montre Pascale Casanova, a perçu les différents mécanismes de la domination à l'œuvre dans le monde social, et ce bien au-delà de la seule question juive. Il a mis à jour les rouages de ce que Bourdieu

définissait comme « une loi sociale convertie en loi incorporée ».

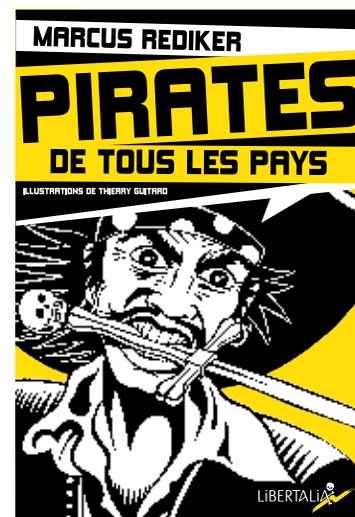
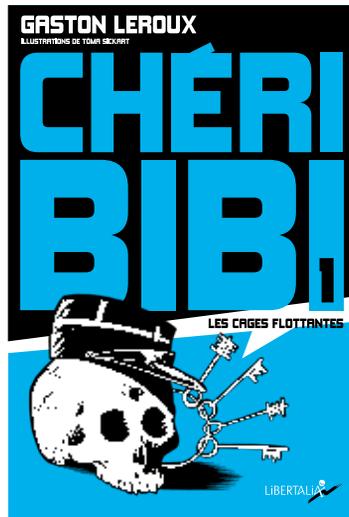
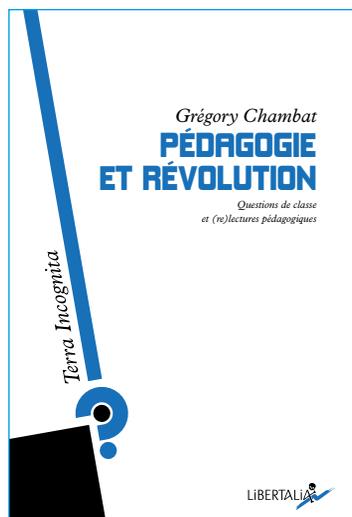
« Kafka est sans doute l'un des premiers écrivains qui ait compris qu'il ne suffit pas de décrire la domination ni de la condamner pour y mettre fin. Parce qu'elle est reproduite, reconduite, endossée et incarnée à la fois par ceux qui en sont les moteurs mais aussi par ceux qui en sont les premières victimes, il est nécessaire de comprendre la subtilité de ses mécanismes avant de pouvoir prétendre s'en libérer. La modernité et le raffinement (jusqu'à la perversité quelquefois) de ces descriptions font de Kafka l'un des libérateurs de l'humanité dominée » (p. 435).

C'est paradoxalement son inscription dans une situation politique et intellectuelle très spécifique qui nous rapproche de l'écrivain pragois, près d'un siècle après sa mort. À rebours de sa muséification en Écrivain Solitaire et Souffrant, Casanova dresse le portrait d'un auteur combatif, qui attendait de la littérature qu'elle agisse concrètement sur le lecteur, « comme une hache qui brise la mer gelée en nous ».

## NOTES

1. Elias Canetti, « L'Autre Procès. Les lettres de Kafka à Felice », in *La Conscience des Mots*, trad. R. Lewinter, Paris, Albin Michel, 1984.
2. Klaus Wagenbach, *Franz Kafka. Années de jeunesse (1883-1912)*, trad. E. Gaspar, Paris, Mercure de France, 1967 (1958) ; Marthe Robert, *Seul, comme Franz Kafka*, Paris, Calmann-Lévy, 1979 ; voir aussi *Kafka*, Paris, Gallimard, 1960 ; Ritchie Robertson, *Kafka: Judaism, Politics, and Literature*, Oxford, Clarendon Press, 1985 ; Hartmut Binder, *Kafka-Handbuch in zwei Bänden*, Hartmut Binder (hg), Stuttgart, Alfred Kröner, 1979.
3. Mark Anderson, *Kafka's Clothes. Ornament and Aestheticism in the Habsburg Fin de Siècle*, New York, Clarendon Press-Oxford University Press, 1992 ; Sander L. Gilman, *Franz Kafka, the Jewish Patient*, New York et Londres, Routledge, 1995 ; Scott Spector, *Prague Territories. National Conflict and Cultural Innovation in Franz Kafka's Fin de Siècle*, Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press, 2000 ; Bernd Neumann, *Franz Kafka : Aporien der Assimilation. Eine Rekonstruktion seines Romanwerks*, München, Wilhelm Fink, 2007 ; et enfin Michael Löwy, *Franz Kafka, rêveur insoumis*, Paris, Stock, 2004.
4. Pascale Casanova, *La République mondiale des Lettres*, Paris, Le Seuil, 1999.
5. Martin Buber, *La Légende du Baal-Shem*, Paris, Éditions du Rocher, 1993 ; et *Récits hassidiques*, Paris, Le Seuil, 1996.
6. Steven E. Aschheim, *Brothers and Strangers. The East European Jew in German and German Jewish Consciousness, 1800-1923*, Madison, University of Wisconsin Press, 1982.
7. Formé à partir de 1904 par Willy Haas, Franz Werfel, Max Brod, Paul Kornfeld, les frères Hans et Franz Janowitz, Norbert Eisler, Oskar Baum, Rudolf Fuchs, Otto Pick, Felix Weltsch, Ernst Polak, Johannes Urzidil et Ludwig Winder.
8. Kafka, *Œuvres complètes*, Claude David (éd.), Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1976-1989, 4 vol.
9. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Kafka. Pour une littérature mineure*, Paris, Éditions de Minuit, 1975.
10. Hannah Arendt, *La Tradition cachée. Le Juif comme paria*, trad. S. Courtine-Denamy, Paris, Christian Bourgois, 1987.
11. Sholem Aleïkhem, *La Peste soit de l'Amérique*, trad. N. Déhan, Paris, Liana Levi, 1992.

[www.editionslibertalia.com](http://www.editionslibertalia.com)



# ANALYSER LE NÉOLIBÉRALISME AUJOURD'HUI

L'emploi du terme «néolibéralisme» s'est peu à peu imposé, depuis les années 1990, pour désigner ce qui était d'abord perçu comme un retour au «laisser-faire» du libéralisme économique du XIX<sup>e</sup> siècle, puis pour souligner, selon une perspective ouverte notamment par les cours que Michel Foucault a consacrés à la fin des années 1970 à l'«ordolibéralisme» allemand, ce que ce «retour» a d'inédit. Si le sens du mot diffère encore beaucoup selon les auteurs, il s'agit dans tous les cas, avec les théories du néolibéralisme, de penser les transformations contemporaines du capitalisme et les termes de la lutte des classes aujourd'hui. L'enjeu est donc à la fois intellectuel et stratégique. Stéphane Haber propose dans le présent article un tableau critique des recherches et débats en cours. Par **STÉPHANE HABER\***

\*Stéphane Haber est professeur à l'université Paris-Ouest-Nanterre. Il est notamment l'auteur de *Habermas: une introduction* (La Découverte, 2002), *L'Aliénation* (PUF, 2007), *L'Homme dépossédé* (CNRS, 2009), ainsi que de *Freud et la théorie sociale* (La Dispute, 2012, à paraître) et *Freud sociologue* (Le Bord de l'Eau, 2012, à paraître).

Depuis une dizaine d'années, le «néolibéralisme» remplace progressivement la «mondialisation», aux nuances critiques moins marquées, pour exprimer en raccourci la compréhension de soi que l'époque présente a d'elle-même. C'est dire à quel point la fortune du terme est récente. Des œuvres essentielles pour le renouveau de la pensée critique qui s'est produit au cours des dernières années de la décennie 1990 – par exemple, *Les Métamorphoses de la question sociale* de Robert Castel, *Le Nouvel Esprit du capitalisme* de Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Empire* de Michael Hardt et Antonio Negri – l'ignorent encore largement (ou, peut-être, estiment important de le contourner). En France, le terme ne s'est d'ailleurs guère imposé dans le débat public qu'à partir, semble-t-il, d'un texte de Pierre Bourdieu et d'un ouvrage de René Passet. Aujourd'hui, l'usage qu'en font les représentants les plus en vue de la gauche intellectuelle états-unienne, comme Wendy Brown, Noam Chomsky ou Mike Davis, semble offrir un appui rassurant et suffisant.

Le néolibéralisme apparaît d'abord comme une doctrine politique, comme une utopie, voire comme une religion séculière. Avec son imaginaire de la société de marché libérée de l'odieuse tutelle étatique, elle est même probablement, par sa date d'apparition, la dernière de ces grandes croyances qui, mobilisant son clergé et ses intellectuels organiques, recomposant partiellement la culture, influençant le langage quotidien, recyclant en masse les désirs, les fantasmes et les passions, se sont révélées capables de «faire l'Histoire». Pourtant, concrètement, la doctrine néolibérale a pris la forme plus prosaïque de ce que John Williamson a baptisé le «consensus de Washington» (discipline budgétaire et monétaire, privatisations, libéralisations des échanges, déréglementations). Comment la théorie (pour l'essentiel, les sciences sociales) doivent-elles s'y prendre pour contextualiser cette doctrine apparemment polycéphale?

Dans le continent désormais immense des recherches contemporaines sur ces questions, il semble possible d'isoler trois grandes régions. L'étude du néolibéralisme peut partir du principe de l'autonomie relative de l'idéologie et l'investir en tant que telle; elle peut ensuite chercher à reconduire celle-ci à un substrat politique, autrement dit l'inscrire dans le cadre d'un programme d'action déterminé en quête, secondairement, de discours légitimants; elle peut enfin adopter le point de vue (classique dans le marxisme) de l'hétéronomie de la sphère des idées par rapport au «social», autrement dit, le considérer comme une formulation en elle-même relativement contingente de mutations sociales et économiques bien plus englobantes et seules vraiment significatives sur le plan historique.

## Le néolibéralisme comme idéologie

L'étude de la montée en puissance des idées qui, dans le dernier quart du siècle passé, ont débouché sur la mise en place des politiques économiques néolibérales relève à la fois de l'histoire intellectuelle et de la sociologie des réseaux d'influence, voire de l'analyse de la contagion des croyances et de la manipulation de l'opinion. C'est d'abord comme cela qu'elle se présente dans les recherches contemporaines. Bourdieu a d'ailleurs contribué à donner un large écho à l'importance des combats idéologiques qui ont conduit à l'abandon par les classes dominantes des dispositifs socio-économiques issus de l'après-guerre.

À cet égard, la première chose à noter est que, paradoxalement, la personnalité et l'œuvre de Hayek apparaissent comme des obstacles à la réflexion. Certes, l'auteur de *The Constitution of Liberty* a incarné une opposition farouche au principe d'un capitalisme régulé ou organisé pendant les décennies de l'après-guerre qui virent triompher, au moins symboliquement, les préconisations de son vieil adversaire Keynes. Parfois

24 SUSSEX DRIVE DOOR GREEN, OTTAWA

THEY WILL  
KNOW WHAT IS  
TO COME BY THE  
PRINCIPLE ON  
WHICH IT IS  
BUILT.

immédiatement (c'est de ce côté, par exemple, que Margaret Thatcher a cherché ses garants intellectuels), le plus souvent par l'intermédiaire de groupes d'influence internationaux ou de l'action de ces économistes d'État issus de l'Université que les fameux *Chicago Boys* incarnèrent à l'époque de la dictature de Pinochet, les motifs hayékiens ont d'ailleurs certainement pesé sur le cours des choses, après que les dogmes artificiels que l'on pouvait tirer de l'œuvre de l'économiste autrichien aient été parés des traits prestigieux de l'hétérodoxie héroïque. Mais il faut admettre que leur extrémisme même (elles conduiraient au retour à l'État minimal) ne les rendait pas directement mobilisables pour l'action gouvernementale, *et que ce désajustement a compté*. Ce que l'histoire des idées a sélectionné, c'est en fait un néolibéralisme mieux capable de devenir le programme concret d'une puissance étatique qui – portée par la force d'inertie d'une histoire de longue durée vouée à commander l'extension rationalisatrice de son emprise sur la société et les conduites –, a obscurément cherché, sous la pression de circonstances nouvelles, à infléchir et à renouveler ses modes d'intervention<sup>1</sup>. Ce qui était obscurément recherché, c'était une nouvelle organisation (en particulier dans les rapports de classes) capable de succéder au compromis keynésien et fordiste. Rétrospectivement, on peut même affirmer que,

dans la réalité, le néolibéralisme a moins consisté en une euthanasie hayékiennne de la puissance étatique qu'en une série de techniques d'adaptation et de rajeunissement de la domination politique – celles-ci étant solidaires de recompositions des pouvoirs à l'échelle mondiale – même si, localement, les motifs du démantèlement et du retrait de l'État ont pu correspondre à des tendances observables. C'est ainsi que, en Europe, la déconstruction (partielle) de «l'État-providence» s'est accompagnée d'une conception nouvelle de l'administration (*public management*), désormais soumise à certaines normes d'efficacité et de rentabilité, elles-mêmes productrices d'effets multiples à l'intérieur comme à l'extérieur de l'appareil d'État. Le sécuritarisme contemporain constitue peut-être le résultat le plus tangible de ce déplacement.

Le néolibéralisme ne s'est en tout cas pas résumé à une mystique néosmithienne de l'autonomie d'une société civile enfin ordonnée par les seuls mécanismes bénéfiques du marché et par l'abandon pur et simple des fonctions étatiques<sup>2</sup>. Même quand cet abandon s'est produit, il a, en général, été pensé et piloté *étatiquement*<sup>3</sup>, «rationnellement» au sens de Weber, et il a appelé des déplacements et des compensations latérales dans l'exercice du pouvoir politique. C'est en ce sens que le néolibéralisme n'est pas une croyance irrationnelle. Il a plutôt constitué la formulation idéologique de

---

*Dans la réalité, le néolibéralisme a moins consisté en une euthanasie hayékiennne de la puissance étatique qu'en une série de techniques d'adaptation et de rajeunissement de la domination politique même si, localement, les motifs du démantèlement et du retrait de l'État ont pu correspondre à des tendances observables.*

---

la réponse typique (à la fois la plus simple et la mieux ajustée aux vents politiques dominants) qui fut donnée aux tensions et aux crises économiques, sociales, culturelles qui pesaient sur les États à l'issue de l'époque fordiste-keynésienne. L'histoire de l'idéologie néolibérale se caractérise donc par l'autonomie relative qui est celle des positions politiques et des constructions savantes, reflétant, en l'occurrence, l'harmonie préétablie entre croyances sociales diffuses, théories sophistiquées secrétées par l'univers académique et besoins propres à un appareil d'État sous pression.

C'est ce que, par exemple, avaient perçu autrefois Luc Boltanski et Pierre Bourdieu, dans *La Production de l'idéologie dominante*, lorsqu'ils mettaient en évidence la transformation de la

domination sociale-politique et le passage à un discours portant sur la construction volontariste d'une société de marché qui perce derrière l'esprit planificateur et généreusement réformateur des administrateurs de la modernisation française des débuts de la v<sup>e</sup> République. Pour en rester au champ français, des ouvrages comme ceux de François Denord ou de Serge Audier (ce dernier plus soucieux, cependant, de souligner d'une manière non téléologique la diversité idéologique du néolibéralisme d'avant-guerre) s'engagent dans cette voie prometteuse d'une généalogie des doctrines libérales qui les inscrivent dans le contexte composite des idées et des savoirs d'État<sup>4</sup>.

## BIBLIOGRAPHIE

- Agamben Giorgio, *Homo Sacer. Le Pouvoir souverain et la vie nue*, trad. M. Raiola, Paris, Seuil, 1998.
- Amable Bruno, *Les Cinq Capitalismes*, Paris, Seuil, 2005.
- Arrighi Giovanni, *Adam Smith à Pékin*, trad. N. Vieillescazes, Paris, Max Milo, 2009.
- Arrighi Giovanni, *The Long Twentieth Century*, Londres, Verso, 1994.
- Audier Serge, *Aux origines du néolibéralisme. Le colloque Lippmann*, Paris, Le Bord de l'eau, 2008.
- Birch Kean et Mykhenko Vlad, *The Rise and Fall of Neoliberalism*, Londres/New York, Zed Books, 2010.
- Boltanski Luc et Bourdieu Pierre, *La Production de l'idéologie dominante*, Paris, Démopolis, 2008.
- Boltanski Luc et Chiapello Ève, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- Bourdieu Pierre, «L'essence du néolibéralisme», in *Le Monde diplomatique*, mars 1998.
- Bourdieu Pierre, *Contre-feux*, Paris, Liber, 1998.
- Boyer Robert, *Les Financiers détruiront-ils le capitalisme?*, Paris, Economica, 2011.
- Brown Wendy, *Les Habits neufs de la politique mondiale*, trad. C. Vivier, Paris, Prairies ordinaires, 2007.
- Castel Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
- Chomsky Noam (avec Herman Edward), *La Fabrication du consentement*, trad. D. Arias, Marseille, Agone, 2008.
- Dardot Pierre et Laval Christian, *La Nouvelle Raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009.
- Davis Mike, *City of Quartz*, trad. M. Darteville et M. Saint-Upéry, Paris, La Découverte, 2003.
- Davis Mike, *Le Pire des mondes possibles*, trad. J. Mailhos, Paris, La Découverte, 2006.
- Denord François, *Néolibéralisme version française*, Paris, Démopolis, 2009.
- Dixon Keith, *Les Évangélistes du marché*, Paris, Seuil, 1998.
- Duménil Gérard et Lévy Dominique, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2011.
- Ewald François, *L'État-providence*, Paris, Fayard, 1986.
- Fassin Didier, *La Raison humanitaire*, Paris, Seuil/Gallimard, 2010.
- Foucault Michel, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, 2003.
- Frank Thomas, *Le Marché de droit divin*, trad. F. Cotton, Marseille, Agone, 2003.
- Hall Stuart, *Le Populisme autoritaire*, trad. C. Jaquet, E. Beerlham et H. Sauvage, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.
- Hardt Michael et Negri Toni, *Empire*, trad. D.-A. Canal, Paris, La Découverte, 2004.
- Harvey David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- Harvey David, *Le Nouvel Impérialisme*, trad. J. Batou et C. Georgiou, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2010.
- Hayek Friedrich, *La Constitution de la liberté*, trad. de R. Audoin et J. Garello, Paris, Litec, 1994.
- Klein Naomi, *La Stratégie du choc*, trad. L. Saint-Martin et P. Gagné, Arles, Actes Sud, 2001.
- Lash Scott et Urry John, *The End of Organized Capitalism*, Cambridge, Polity Press, 1987.
- Lazzarato Maurizio, *La Fabrique de l'homme endetté*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.
- Lebaron Frédéric, *La Croyance économique*, Paris, Seuil, 2000.
- Memmi Dominique, *Faire vivre et laisser mourir*, Paris, La Découverte, 2003.
- Mirowski Philip et Plehwe Dieter, *The Road from the Mont Pelerin*, Londres/Cambridge, Harvard University Press, 2009.
- Napoleoni Loretta, *Rogue Economics*, New York, Seven Stories, 2008.
- Passet René, *L'Illusion néolibérale*, Paris, Flammarion, 2001.
- Pelletier Willy et Bonneli Laurent (dir.), *L'État démantelé*, Paris, La Découverte, 2010.
- Sassen Saskia, *La Globalisation. Une sociologie*, trad. P. Guglielmina, Paris, Gallimard, 2009.
- Stieglitz Joseph, *Le Triomphe de la cupidité*, trad. P. Chemla, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2010.
- Wacquant Loïc, *Punir les pauvres*, Marseille, Agone, 2004.

## Le néolibéralisme comme politique

À une époque (1979) où, en Europe, l'attention commençait à se porter sur Hayek, Foucault avait magistralement indiqué l'importance du courant néolibéral, dans lequel l'économiste autrichien ne joua qu'un rôle limité, qui va des idées agitées au moment du « colloque Lippmann » de Paris en 1938 à l'« ordolibéralisme » des économistes les plus influents de la RFA. La justesse frappante de ses intuitions historiques a été largement confirmée depuis lors.

Mais on pouvait surtout tirer de certaines indications de Foucault un principe de contextualisation et même de radicalisation original par rapport à ce que peut simplement apporter le propos d'une histoire des idées ou des doctrines politiques. Car, à lire Foucault, il ne suffit pas de dire que l'idéologie néolibérale, influente ces dernières décennies, s'est partiellement modelée, sous ses formes les plus visibles, en fonction de besoins propres à l'appareil d'État ; il faut aller jusqu'à dire que le néolibéralisme n'est pas fondamentalement une théorie ou une idéologie (l'hostilité foucauldienne à cette notion issue du marxisme est d'ailleurs bien connue), mais d'emblée et intrinsèquement une technologie de pouvoir s'exprimant sous la forme de discours prescriptifs et légitimants que l'État contribue à diffuser. L'attention commence à se déplacer de la sphère des idées à celle des pratiques – des pratiques qui, loin de résulter d'un simple abandon de dispositifs antérieurs ou de compromis de classes, ont leur positivité propre. Le néolibéralisme, ici, ce sont d'abord des rapports sociaux,

des modalités de la contrainte, des styles de domination et d'organisation des conduites. Le paradoxe selon lequel Foucault lui-même ne s'est que très peu engagé dans cette voie, en restant à des considérations relevant de l'histoire des théories et des idées (pour laquelle son estime n'était pas très grande par ailleurs...), reste ici anecdotique<sup>5</sup>.

Sur le plan de l'histoire de la philosophie sociale, le premier mérite de l'ouvrage décisif de Pierre Dardot et Christian Laval, qui, au moins dans le domaine francophone, représente la tentative la plus consistante pour prolonger les intuitions foucauldienne sur le terrain contemporain, consiste d'abord à infléchir l'impression qui pouvait ressortir du livre de François Ewald : l'impression que les hypothèses gravitant autour du concept de « biopolitique » et de l'analyse du pouvoir avaient vocation, pour ce qui concerne la situation contemporaine, à se concentrer sur la gestion des risques induite par la mise en place d'une politique assurantielle systématique. Une autre voie existe, montrent Dardot et Laval, en partie contradictoire avec la précédente, et en partie complémentaire : celle de l'individualisation concurrentielle. Qui est sujet aux risques tels que la maladie, le chômage ou l'accident du travail, doit aussi apprendre à devenir un entrepreneur de lui-même, et le néolibéralisme peut être compris comme une systématisation de ce second aspect.

Par quelle voie théorique les effets humains du néolibéralisme peuvent-ils être appréhendés ? Dardot et Laval estiment que c'est par la voie d'une théorie de la subjectivation. Le néolibéralisme, c'est essentiellement, pour eux, l'ensemble des techniques

## FOCUS BIBLIOGRAPHIQUE

**Michel Foucault**, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, 2003. Dans cette transcription de ses cours de 1979, Foucault s'essaie à une caractérisation du libéralisme contemporain (l'ordolibéralisme allemand de l'après-guerre, le libertarisme états-unien) qui constitue une référence majeure des discussions actuelles. Le principe général consiste à comprendre le « néolibéralisme » (un terme que Foucault est l'un des premiers à utiliser de façon réfléchie) comme un projet politique de transformation globale de la société.

**David Harvey**, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005. En historien du monde contemporain, Harvey envisage le néolibéralisme comme une idéologie politique qui, à partir de l'époque de l'arrivée au pouvoir de Thatcher et de Reagan,

est parvenue à transformer l'organisation économique globale en tentant de répondre aux crises et aux contradictions antérieures du capitalisme.

**Naomi Klein**, *La Stratégie du choc*, trad. L. Saint-Martin et L. Gagné, Arles, Actes Sud, 2011 (2007). L'auteure, essayiste et journaliste canadienne, figure notable de l'altermondialisme, tente d'écrire l'histoire de la face sombre du néolibéralisme. Celui-ci, d'après elle, s'est le plus souvent imposé à la faveur de crises collectives et sous la forme de la violence politique. Il constituerait donc une puissance foncièrement anti-démocratique, la plus importante de notre temps.

**Pierre Dardot et Christian Laval**, *La Nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009. Il s'agit d'une vaste

fresque retraçant les origines et les métamorphoses du projet politique moderne de gouverner la société en la rendant, de force, conforme au modèle d'une société de marché. Dans la mise en œuvre de ce projet, le modelage des subjectivités occupe une place centrale.

**Gérard Duménil et Dominique Lévy**, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2011. L'ouvrage propose une analyse extrêmement serrée, statistiques à l'appui, de la trajectoire du capitalisme états-unien dans la décennie qui précède la crise financière de 2008. Il montre comment la financiarisation accélérée des années 2000, fine fleur du projet néolibéral de restauration de la suprématie des classes dominantes, en condense les contradictions explosives.

destinées à transformer la fiction de *l'homo economicus* en réalité fonctionnelle. Pour cette raison, il aurait son principe dans l'activité d'individus formés à la discipline de l'automarchandisation et aux normes de l'efficacité concurrentielle<sup>6</sup>. La forme surmoïque de l'intériorisation des impératifs inhérents aux nouvelles formes de l'organisation du travail (culte de la performance, sursollicitation des compétences, etc.) en constituerait donc l'élément déterminant. Ainsi, les idéologies économiques officielles cessent d'être les objets les plus importants pour une étude du néolibéralisme. Le travail de Dardot et Laval n'épuise cependant pas le domaine du néolibéralisme comme forme de vie et projet politique global; ce n'était d'ailleurs sûrement pas son intention. Ainsi, très « occidentalo-centrés » dans leur propos, les auteurs ne discutent pas les modalités différentielles d'acclimatation des valeurs néolibérales selon les pays<sup>7</sup> ni, d'ailleurs, selon les milieux sociaux (par exemple professionnels); sans la rejeter, ils ne développent pas vraiment la problématique (pour autant typiquement foucauldienne) de la résistance; et, bien qu'ils rappellent clairement que la production de *l'homo economicus* néolibéral constitue seulement l'un des aspects d'une conjoncture historique qui se définit évidemment par des rapports de force et des logiques d'intérêt, ils ne font pas intervenir ces facteurs dans leur tableau d'ensemble. Le style comme le contenu de l'ouvrage semblent bien suggérer que la phase actuelle du capitalisme trouve dans la subjectivation néolibérale totale son ressort essentiel, le principe de son originalité historique et la source de sa puissance d'emprise.

Des formes différentes – complémentaires – de contextualisation s'imposent lorsque, par exemple, Loïc Wacquant établit le passage de l'État social à l'État pénitentiaire, ou lorsque Mike Davis analyse les formes urbaines émergentes (entre centres hypersécurisés et bidonvilles abandonnés). De tels auteurs invitent à revenir à certaines dimensions du réel social que la problématique de *La Nouvelle Raison du monde* n'a pas besoin de mentionner, en raison de sa focalisation typique sur la thématique de la production de subjectivité (ou d'individualité), mais qui, sans doute, doivent s'associer à elle pour nous permettre d'aller vers un diagnostic historique plus différencié.

### Une forme sociale

Dans la cartographie des usages savants de la catégorie de néolibéralisme, un troisième ensemble se dessine. Il regroupe des auteurs qui refusent d'isoler les dogmes néolibéraux des intérêts sociaux qu'ils rencontrent en dehors de l'appareil d'État et des effets concrets de leur application. Pour eux, le néolibéralisme est d'abord le nom d'un certain âge du capitalisme, d'un certain modèle économique comportant des dominations (à commencer par des dominations de classe) et des formes de violence relativement originales.

De ce point de vue, le travail de Naomi Klein est emblématique d'une approche qui tranche totalement avec l'histoire des idées ou avec l'analytique foucauldienne du pouvoir. Naomi Klein rappelle que le néolibéralisme n'a pas été qu'une affaire de persuasion insidieuse, de transformations

## PETIT LEXIQUE

### Compromis keynésien-fordiste

On désigne ainsi la manière dont les rapports de classes se sont réorganisés dans les pays occidentaux pendant les décennies qui ont suivi 1945 : culture collective de la croissance économique, augmentation conjointe de la productivité et des salaires, stabilisation des conditions du salariat, interventionnisme d'État, bridage de la finance, limitations du marché, mise en place de systèmes d'assurance et de protection tendant à l'universalité.

### Colloque Walter Lippmann

Réunis en 1938 à l'occasion de la venue à Paris de l'essayiste et journaliste états-unien W. Lippmann, certains économistes, juristes et philosophes, cherchèrent à définir les contours d'un nouveau libéralisme, distinct du « laissez-faire » propre au capitalisme du

xix<sup>e</sup> siècle. De nombreux historiens contemporains y voient l'acte de naissance du néolibéralisme comme doctrine.

### Ordolibéralisme

Il s'agit d'une variante du libéralisme, principalement développée en Allemagne de l'Ouest par des auteurs tels que Walter Eucken et Wilhelm Röpke; elle a influencé la législation européenne. Cherchant à sortir de l'éternel débat entre liberté des marchés et interventionnisme étatique, ces penseurs assignent à la puissance publique une fonction originale : organiser le cadre légal de la concurrence. Pour eux, les lois du marché sont donc autant construites que spontanées. D'après Foucault ou Laval, l'influence de cette doctrine montre que le libéralisme, loin de se ramener

à une critique de l'État, est d'abord un programme politique volontariste, potentiellement autoritaire.

### Consensus de Washington

L'expression a été inventée par l'économiste John Williamson en 1989. Elle désigne l'ensemble des mesures de politique économique néolibérales que les puissances hégémoniques et les institutions internationales comme le FMI ont progressivement consacrées comme des normes inflexibles : privatisations, austérité budgétaire et restriction de la dépense publique, libéralisation des échanges et de la finance, dérèglementations, protection de la propriété privée. Instrument de la mise au pas du « Sud », le Consensus de Washington a aussi constitué le principal agent de la dissolution du compromis keynésien-fordiste au « Nord ».



insensibles, de mutations discrètes dans le mode d'exercice du pouvoir (le modèle foucauldien), ou de rééquilibrages patiemment programmés par les classes dominantes et les élites mondialisées. Car avant Londres, c'est à Santiago, après 1973, que les futures idées du consensus de Washington furent mises en pratique méthodiquement, à la faveur d'une dictature féroce, visant des populations sidérées et traumatisées. Le cas paradigmatique du néolibéralisme en action, c'est la Russie d'Eltsine, où les gigantesques transferts de richesses au profit d'une inquiétante minorité (des transferts auxquels ont le plus souvent abouti les mesures néolibérales, mais apparaissant ici sous une forme caricaturale) n'ont pu s'opérer que dans un climat de misère, de répression et de violence politique. On a pu reprocher à Klein sa proximité avec une certaine conception conspirationniste de l'histoire, sa façon de « retourner » trop complaisamment la vision « lisse » du néolibéralisme, version dans laquelle tout passe par des politiques fiscales et budgétaires presque indolores, ou du moins aux effets sensibles sur le seul long terme. Mais il faudrait plutôt voir dans sa tentative une façon très ferme de remettre les pendules à l'heure en montrant comment certaines manières de contextualiser les dogmes néolibéraux doivent impérativement prendre en compte les aspects historiques dramatiques, et

parfois criminels, de leur application et de leurs effets sociaux. Bien entendu, les mots signifient seulement ce que l'on souhaite ou ce que l'on a l'habitude de leur faire dire. Mais ce qu'incite à penser Klein, c'est que le « néolibéralisme », qui est désormais une expérience historique dont on peut faire le bilan, doit bien être compris désormais de cette manière : crûment réaliste<sup>8</sup>.

En d'autres termes, utiliser le mot « néolibéralisme », c'est bien ici nommer le *néo-capitalisme*, c'est-à-dire la forme contemporaine dominante de la dynamique expansive qui définit le mode de production capitaliste. Cette expression, d'abord destinée à insister sur la dissolution des contextes et des limites propres aux dispositifs antérieurs (la phase fordiste-keynésienne<sup>9</sup>), vise aussi à rappeler la forte armature idéologique qui environne ce processus (son haut degré de réflexivité, qui le caractérise sous beaucoup d'aspects), et le fait qu'il s'accompagne de politiques publiques relativement réfléchies. Le terme sert alors à orienter la recherche de réponses judicieuses aux questions qu'il faut poser lorsque l'on a affaire à un moment particulier du capitalisme : s'il est vrai que ce dernier se caractérise *en général* par une tendance expansionniste, qu'est-ce qui, *à tel moment historique précis*, s'étend expansivement : le processus de marchandisation des biens ou de salarisation

---

les différentes composantes de cette dynamique expansive, au lieu d'être seulement subies comme un destin, tendent aussi à se transformer elles-mêmes en objets d'une volonté consciente et à être perçues comme des projets motivants pour les individus et les populations, comme au terme d'une poussée de rationalisation supplémentaire.

---

des activités, la masse des échanges, la zone d'influence géographique de l'économie-monde, la richesse et le pouvoir de certaines classes sociales, le rôle social de l'argent, ou bien encore la « mentalité » capitaliste ? Et comment, concrètement (violence, pénétration insidieuse, adhésion des populations intéressées...), se réalise ce processus d'expansion ? Dans la phase actuelle, les différentes composantes de cette dynamique expansive, au lieu d'être seulement subies comme un destin, tendent aussi à se transformer elles-mêmes en objets d'une volonté consciente et à être perçues comme des projets motivants pour les individus et les populations, comme au terme d'une poussée de rationalisation supplémentaire. Pour commencer à cerner cette tendance, le terme « néolibéralisme » n'est pas le plus mal choisi.

Défendre le principe d'une approche historique et dynamique, qui renoue ouvertement avec un style marxiste d'approche du capitalisme, n'est certes pas évident. Privilégiant le synchronique sur le diachronique, certains économistes contemporains semblent ainsi estimer que la problématique de la diversité actuelle des modèles de capitalisme se révèle bien plus robuste que les anciennes fresques retraçant l'histoire des « phases » du capitalisme : elles n'avaient pas vraiment réussi à se libérer du carcan dialectique, finaliste et catastrophiste de l'orthodoxie d'autrefois. Une telle position est rendue crédible par l'émergence récente de puissances capitalistes extérieures à la sphère occidentale, qui s'appuient sur de nouveaux modèles de développement. On sort décidément de la linéarité.

Fondre le néolibéralisme dans le néocapitalisme semble encore plus difficile si l'on se fie à l'ouvrage de Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin*<sup>10</sup>. Arrighi élabore l'idée selon laquelle l'expansion chinoise, probablement le fait économique majeur de ces quinze dernières années, n'a que peu à voir avec la *Weltanschauung* rustique et autoritaire d'un Ronald Reagan, ou même avec la pure et simple émancipation du « marché » (laquelle, du côté occidental, a d'ailleurs conduit aux invraisemblables désordres systémiques apparus en pleine lumière lors de la crise financière de 2008, désordres qui ont sans doute contribué à renforcer la puissance chinoise). Provocateur, l'économiste italien souligne même à quel point le maoïsme, combinant chaotiquement despotisme et incitation à l'initiative individuelle, a préparé les conditions d'une croissance récente qui n'a nullement remis en cause cette base. Nous sommes, en tout cas, bien loin de l'évangile hayékien, bien loin aussi d'un monde quasi foucauldien où le *management* (privé et public) aurait constitué le vecteur essentiel de pénétration des valeurs du néolibéralisme dans la vie sociale via l'intériorisation silencieuse de normes subjectivantes. La portée historique de la *doctrine* néolibérale s'en trouve nettement relativisée.

Reste que, toute tentation d'un diagnostic global écarté, le néolibéralisme, en un sens plus

large, représente assez justement le concept de la dynamique historique présente. Il y a un style économique du développement capitaliste qui s'est imposé à partir de la fin des années 1970 en opposition au style keynésien et fordiste ; la dérégulation, la nouvelle géographie du capital, la redistribution de richesses, la réorganisation du travail (flexibilisation, précarisation), la financiarisation et le processus d'endettement qui en est solidaire, l'avènement de formes culturelles manifestement plus en affinité avec le consumérisme et l'enrichissement personnel sans freins dessinent une certaine forme de monde. Le terme de néolibéralisme permet, en première analyse, de prendre ces phénomènes en considération de manière globale. Compris de cette manière, le néolibéralisme demeure même le trait essentiel du monde économique contemporain<sup>11</sup>, pourtant caractérisé par un désenchantement grandissant à l'égard des dogmes qui ont tant fasciné pendant les années 1980 et 1990. Il reste le facteur clé de l'évolution du capitalisme depuis trois décennies et conditionne indirectement, par une série de chaînes causales compliquées, jusqu'aux phénomènes exogènes, tels que la croissance asiatique.

Deux importantes positions actuelles semblent aller dans le sens d'une telle approche. Bien que la synthèse de David Harvey sur le néolibéralisme constitue encore aujourd'hui l'un des classiques du genre, la catégorie, dans la réflexion du géographe britannique, a assez naturellement cédé la place à une reprise de la thématique marxiste de l'impérialisme. Sous sa forme coloniale, l'impérialisme, explique Harvey, a signifié le pillage des ressources, matérielles et humaines, des régions non occidentales ; coexistant avec cette forme classique, il prend aussi aujourd'hui l'aspect d'une imposition brutale du mode de production capitaliste et de la contrainte à l'insertion dans le circuit des échanges internationaux entre pays ou régions capitalistes. Aux yeux de Harvey, le néolibéralisme implique donc une forme d'impérialisme, lequel constitue assurément une tendance essentielle du capitalisme.

Gérard Duménil et Dominique Lévy, de leur côté, défendent un marxisme qui continue à mettre en avant les luttes de classe. Sur le plan explicatif, ils tranchent sans hésitation. *Neoliberalism*, chez eux, c'est l'ensemble des moyens et des effets d'un cycle historique issu d'un certain épisode de la lutte des classes : en l'occurrence, celui qui vit l'apparition d'une lutte acharnée, engagée par les classes dominantes occidentales, singulièrement états-uniennes, pour la (re)conquête de hauts revenus. Une lutte qui, de proche en proche, a engendré, comme autant d'instruments et d'effets émergents au niveau macroscopique, de nouvelles tendances économiques (concentration d'entreprises, financiarisation, flexibilisation du travail...). La crise de 2008 est ce qui donne sens après coup à la phase de fuite en avant qui termine cet épisode, phase qui,

selon les deux économistes, correspond approximativement à la décennie 2000.

## Bilan

Résumons-nous. Il n'y a pas consensus. Dans les sciences sociales et politiques contemporaines, «néolibéralisme» désigne tantôt une doctrine, tantôt une politique et tantôt une période de l'histoire du capitalisme. Il n'y a pas à choisir entre ces trois acceptions, toutes légitimes en ce qu'elles dévoilent des aspects bien réels et même très importants de notre réalité présente. Toutes intéressantes, également, en ce qu'elles se limitent les unes les autres. Bien sûr, comme le souligne J. Stieglitz (lui-même assez indifférent au terme «néolibéralisme»), la crise financière de 2008 a fait apparaître aux yeux de tous *la cohérence d'un monde historique* – la libéralisation comme mensonge devant aboutir, selon lui, à la spéculation, à la cupidité éhontée et à l'accroissement des inégalités – qui s'y concentrait, en quelque sorte, dans ses excès, dans ses folies. Il

semble donc difficile aujourd'hui d'utiliser la catégorie de «néolibéralisme» sans tenir compte de la perspective très large offerte par des événements de ce genre, c'est-à-dire sans revenir à la matérialité d'une organisation économique d'ensemble. Cependant, d'une façon que les analyses classiques du capitalisme, de Marx à Polanyi ou aux régulationnistes en passant par Weber ou Schumpeter, ne nous préparent pas vraiment à affronter, l'univers du capitalisme contemporain se présente comme un agencement complexe de dispositifs très diversifiés (par exemple selon des variables géographiques) et extrêmement mobiles. Il se présente comme un enchevêtrement de contraintes et d'incitations qui rend assez vaine toute tentative de dénoncer l'inflexible «Grand Système». Rappeler la pluralité (et la complémentarité) des usages de la notion de «néolibéralisme» dans les travaux contemporains constitue sans doute la meilleure façon de commencer à se placer au niveau de cette complexité propre au néocapitalisme.

## NOTES

■ 1. Ce qui a compté, c'est également la prétention des forces politiques portées par la vague néolibérale à répondre à de nouvelles aspirations liées, par exemple, à la liberté individuelle. Stuart Hall a très tôt perçu l'importance de cet ancrage populaire du néolibéralisme. Voir *Le Populisme autoritaire*, trad. C. Jaquet, E. Beerlham et H. Saulvage, Paris, Éditions Amsterdam, 2007. ■ 2. Les premiers diagnostics tendaient en général à s'orienter en fonction de la thématique de la «déréglementation». Voir, par exemple, Scott Lash et John Urry, *The End of Organized Capitalism*, Cambridge, Polity Press, 1987. ■ 3. C'est l'une des thèses les plus connues de Saskia Sassen. Voir *La Globalisation. Une sociologie*, trad. P. Guglielmina, Paris, Gallimard, 2009. ■ 4. Pour une perspective comparatiste, voir Monica Prasad, *The Politics of Free Markets*, Chicago, University of Chicago Press, 2006; Philip Mirowski et Dieter Plehwe, *The Road from the Mont Pelerin*, Londres/Cambridge, Harvard University Press, 2009. ■ 5. Pour des travaux allant dans ce sens, voir: Giorgio Agamben, *Homo Sacer. Le Pouvoir souverain et la vie nue*, trad. M. Raiola, Paris, Seuil, 1998; Dominique Memmi, *Faire vivre et laisser mourir*, Paris, La Découverte, 2003; Didier Fassin, *La Raison humanitaire*, Paris, Seuil/Gallimard, 2010. ■ 6. D'où l'importance de la sociologie scolaire dans sa réflexion. Voir *La Nouvelle École capitaliste* (avec Pierre Clément, Guy Dreux et Francis Vergne), Paris, La Découverte, 2011. ■ 7. On peut penser, par exemple, que les États-Unis se caractérisent par un syndrome néoconservateur-néolibéral qui ne se retrouve pas exactement en Europe ou en Asie. Voir Wendy Brown, *Les Habits neufs de la politique mondiale*, trad. C. Vivier, Paris, Prairies ordinaires, 2007 ou Thomas Frank, *Le Marché de droit divin*, trad. F. Cotton, Marseille, Agone, 2003. ■ 8. Sur le lien entre criminalité postmoderne et néolibéralisme, voir également Loretta Napoleoni, *Rogue Economics*, New York, Seven Stories, 2008. ■ 9. La catégorie d'«après-fordisme», un temps suggérée par les régulationnistes, n'a pas réussi à s'imposer. Aujourd'hui, les mêmes régulationnistes caractérisent plutôt la période post-fordiste par le terme «régime d'accumulation financiarisé». Voir Robert Boyer, *Les Financiers détruiront-ils le capitalisme?*, Paris, Economica, 2011. ■ 10. Londres, Verso, 2007. Avec sa conception cyclique de l'histoire du capitalisme, le livre antérieur d'Arrighi, *The Long Twentieth Century*, Londres, Verso, 1994, incite d'ailleurs à relativiser l'originalité du néolibéralisme. Arrighi voit la période actuelle comme caractérisée plus par une très prévisible et très banale crise de la puissance hégémonique existante (les États-Unis) que par l'avènement d'une structure économique ou sociale inouïe. ■ 11. Certains auteurs commencent cependant à défendre l'idée selon laquelle la crise financière postérieure à 2008 marque la fin de la séquence néolibérale à l'échelle mondiale. Voir Kean Birch et Vlad Mykhenko, *The Rise and Fall of Neoliberalism*, Londres/New York, Zed Books, 2010. L'idée est que la crise ne fait qu'exprimer l'incapacité du néolibéralisme à réaliser la promesse d'une croissance économique durable sans laquelle il se prive de toute base de légitimation.



# MOUVEMENTS

N° 68 et 69. Disponibles en librairie.  
15 euros le numéro.

<http://www.mouvements.info/>

# LA PACHA MAMA DES ANDES : PLUS QU'UNE CONCEPTION DE LA NATURE

La référence à la Pacha Mama (« la Terre Mère », selon une traduction convenue) dans le discours de certains secteurs de la gauche en Amérique latine a suscité de vives controverses, bien au-delà d'ailleurs du continent sud-américain. **EDUARDO GUDYNAS\*** revient ici sur la notion pour en éclairer les sens et les usages progressistes possibles.

\* **Eduardo Gudynas** est chercheur uruguayen au D3E (*Desarrollo, Economía, Ecología, Equidad América Latina*) de Montevideo, un centre de recherche et de promotion du développement durable.

\*\* **Nicolas Haeringer** est membre du comité de rédaction de la revue *Mouvements*.

Traduit de l'espagnol par Nicolas Haeringer\*\*

L'Amérique Latine est probablement l'une des régions du monde où les discussions sur les conceptions de la nature sont les plus vives. Tandis que, dans les pays industrialisés, l'environnement devient de plus en plus artificiel, des zones sauvages ou peu modifiées par l'être humain subsistent dans de nombreuses régions du Sud. Cette richesse écologique s'accompagne d'une diversité culturelle qui s'exprime notamment dans différentes manières de concevoir l'environnement.

Parmi celles-ci, on peut distinguer les conceptions andines de la Pacha Mama. Il s'agit d'approches qui se sont largement répandues, ont irrigué de nombreux groupes environnementalistes, et ont débouché sur les nouvelles constitutions ou plans de développements en Bolivie et en Équateur.

## Les racines

La notion de Pacha Mama puise ses racines dans la manière dont les cultures des Andes centrales d'Amérique du Sud, en particulier les Aymaras, les Quechuas et les Kichwas, conçoivent l'environnement et le rôle qu'y jouent les humains. Il est courant de l'identifier à la Terre Mère ou à la Mère nature, même s'il ne s'agit pas exactement des mêmes idées. Plusieurs clarifications sont donc nécessaires pour comprendre l'idée de Pacha Mama, liée à la *Pacha*, qui, dans la langue Aymara, désigne le cosmos, l'ordre de l'univers.

La Pacha Mama désigne l'environnement dans lequel est inséré l'individu. La dualité européenne classique, qui sépare la société de la nature en deux dimensions clairement distinctes et différentes, ne s'applique pas ici. Dans le monde andin, cette séparation n'existe pas : les personnes font partie de l'environnement, qui n'est pas perçu seulement de manière biologique ou physique, mais également sociale.

Mais cette relation ne doit pas pour autant être comprise comme désignant les interactions d'un individu au sein de la Pacha Mama. Les interactions sont celles d'une communauté, et non d'individus isolés. Il n'y a aucun sens à se représenter une personne seule, absorbée dans la contemplation de l'environnement : les interactions trouvent leurs origines dans des communautés.

Le concept andin de communauté se distingue lui-même de l'acception occidentale. Alors que la

communauté est appréhendée en Occident comme une catégorie sociale, qui figure un groupe de personnes ayant des relations étroites les unes avec les autres, ou encore qui se sentent liées à un même territoire, la conception andine est bien plus vaste. Elle englobe en effet les personnes, mais aussi les êtres vivants non humains, tels que les animaux ou les plantes, ainsi que certains éléments non vivants, en particulier les monts et montagnes ou encore les esprits des défunts. Ces communautés sont en outre propres à un territoire donné, qui les définit et auquel il est accordé des attributs spécifiques.

Ainsi, les conceptions originelles de la Pacha Mama permettent de la représenter comme une manière de se penser comme faisant partie d'une vaste communauté sociale et écologique, elle-même insérée dans un contexte environnemental et territorial. La Pacha Mama n'est donc pas un simple synonyme, ou une idée analogue à la conception occidentale de la nature : il s'agit d'une vision plus ample et plus complexe.

Dans les philosophies andines, dominer ou contrôler l'environnement n'a aucun sens. On coexiste avec la Pacha Mama. Elle est une source de vie, dont la culture, la récolte de la terre, permet de nourrir la communauté. Dans cette perspective, l'obtention des fruits de la Pacha Mama doit donc être compensée par des rétributions ou des correspondances. Ce qu'il est parfois tentant de ramener à une relation symbiotique est en réalité plus complexe, et se fonde sur des liens de réciprocité, de complémentarité et d'interdépendances entre les humains, la communauté au sens large et la Pacha Mama. Il n'y a ici pas une nature intacte, mais un environnement cultivé, travaillé, de manière parfois intensive, avec lequel sont engagées des relations qui appellent des correspondances. Il s'agit d'un lien dans lequel il n'y a pas d'« adoration » au sens traditionnel du terme, mais bien une « relation ».

Cela ne doit pas surprendre, dans la mesure où, dans les hautes steppes andines, les conditions difficiles, qu'il s'agisse du climat, des sols ou des eaux, obligent à ce que l'usage de ce que nous, occidentaux, appelons ressources naturelles, soit particulièrement prudent et efficace, dans la mesure où il doit assurer la nourriture et le bien-être à la famille et à la communauté.



Cela est également renforcé par la communication. La Pacha Mama a une voix, elle envoie des messages et parle aux communautés. À certains moments, elle accueille et protège, mais elle peut également se mettre en colère et punir. Le paysan andin dialogue avec la Pacha Mama, non comme si elle était un élément extérieur à lui, mais de l'intérieur d'elle.

La pertinence de cette relation de construction de l'environnement et le sens de la correspondance et de l'obligation permet d'expliquer qu'on la distingue parfois de ce qui se rapproche de notre vision occidentale des zones sauvages. En effet, dans certaines communautés, on fait la distinction entre un espace social et territorial des cultures, le monde du maïs (*sara*) et celui de la mauvaise herbe (*cora*), ce dernier se rapprochant de ce que nous entendons par zones sauvages. Dans le premier cas, il s'agit de l'ordre qui garantit la nourriture, là où le second est interprété comme un désordre naturel, dangereux, dans la mesure où il peut signifier la faim ou la pénurie. Les humains au sein de leurs communautés sont ceux qui convertissent ce désordre en espace de *sara* propre à la Pacha Mama.

#### **Droits de la nature et biocentrisme**

Ces éléments qui, parmi d'autres, rendent compte de la compréhension et des expériences complexes

de la Pacha Mama aident à décrire une véritable philosophie de l'environnement, qui se distingue nettement de l'anthropocentrisme européen. Cette approche a gagné en influence, notamment en raison du rôle central des indigènes dans les changements politiques qui ont eu lieu en Amérique du Sud. Ils ont eu des effets tant dans le domaine normatif que concernant les stratégies de développement de certains pays, et sont à l'origine de nouveaux débats à l'intérieur des mouvements sociaux, à l'échelle continentale comme mondiale.

L'une des avancées les plus importantes a eu lieu en Équateur, où la catégorie « Pacha Mama » a fini par être reconnue dans la nouvelle constitution (adoptée en 2008), comme base de la reconnaissance des droits de la nature. Dans ce pays, la nature est devenue un sujet de droits, et ses valeurs propres sont désormais reconnues. La catégorie occidentale de la nature est située au même niveau que la catégorie indigène de la Pacha Mama, qui est définie dans un sens vaste, comme l'espace « *où se reproduit et se réalise la vie* » (article 71).

Il s'agit d'un changement radical, qui rompt avec au moins deux idées centrales de la modernité occidentale. La nature n'y est pas valorisée en fonction de son utilité pour les personnes, puisqu'elle a des valeurs propres (intrinsèques). Il s'agit d'une perspective biocentrique assumée, très différente



---

*Il ne faut pas pour autant conclure que l'idée de Pacha Mama serait un retour vers un passé andin précolonial, ou qu'elle serait isolée des débats contemporains.*

---

de la posture occidentale selon laquelle seul l'être humain peut accorder et reconnaître des valeurs. Il s'agit également d'une rupture avec la dualité qui sépare la société de la nature, puisque les aspects sociaux et écologiques sont étroitement liés les uns aux autres.

Il ne s'agit pas ici de changements mineurs. C'est ce qui explique, par exemple, que la nouvelle constitution de Bolivie (adoptée en 2009) ne reconnaisse pas les droits de la nature. La posture conventionnelle, qui appréhende l'environnement dans le cadre des droits humains de troisième génération, persiste.

#### **Dialogues et apprentissages mutuels**

Même si le concept de Pacha Mama s'éloigne du tronc de la modernité, il se rapproche et entre en dialogue avec des postures qui, bien qu'étant occidentales, expriment des critiques de cette modernité. Certaines similitudes entre les idées liées à la Pacha Mama et l'environnementalisme de l'«écologie profonde», dont la figure la plus renommée fut le philosophe norvégien Arne Næss, en sont un bon exemple.

L'écologie profonde conçoit les humains comme faisant partie de la nature, et tente de rompre avec la dualité anthropocentrique en reconnaissant que l'environnement a des valeurs propres.

Le biocentrisme de l'écologie profonde s'accorde donc parfaitement avec différents éléments centraux de l'idée de Pacha Mama. Mais, dans le même temps, il lui adjoint des exigences plus importantes en termes de protection de la biodiversité et de la permanence des écosystèmes.

Il ne faut pas pour autant conclure que l'idée de Pacha Mama serait un retour vers un passé andin précolonial, ou qu'elle serait isolée des débats contemporains. En réalité, nous assistons à l'ouverture de nouveaux dialogues, dans lesquels certains éléments des traditions critiques occidentales peuvent apprendre, se modifier et grandir aux côtés de certaines composantes des savoirs indigènes qui vont au-delà de la modernité. Nous faisons face à des conversations interculturelles, à des alliances politiques potentielles, qui se font en liant la nature et la société, et qui cherchent des voies qui seraient des alternatives réelles et radicales aux postures conventionnelles actuelles de poursuite d'un développement économique à haut coût social et écologique.

#### **Les controverses locales et mondiales**

Le succès des invocations de la Pacha Mama a également débouché sur des prises de position polémiques, y compris de la part d'intellectuels indigènes. Le cas le plus connu est celui des

# WHO WILL BE SOCIETY? THEY WILL.

invocations de la Pacha Mama par le gouvernement bolivien d'Evo Morales dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique. Sa position fut de vivement contester les pays industrialisés en raison de leur responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre, de critiquer le capitalisme global et d'exiger des engagements draconiens de réduction des émissions. La Pacha Mama est l'une des principales références sur lesquelles s'appuie cette position.

Le gouvernement Morales a sans doute totalement raison de remettre en question l'état des négociations sur le changement climatique, ou de critiquer le capitalisme. Le problème est cependant qu'il n'applique l'éthique de la Pacha Mama qu'à cette échelle planétaire, et non à l'intérieur de son propre pays. En effet, en Bolivie, les obstacles aux démarches environnementales restent nombreux, et le gouvernement Morales appuie avec entrain l'exploitation des ressources naturelles, qu'il s'agisse de l'exploitation minière ou des hydrocarbures (ce qui explique que la Bolivie ait, en 2011, battu un nouveau record d'exportations, qui s'élèvent à un peu plus de 9 milliards de dollars). Ces choix ont de lourdes conséquences sociales et environnementales, si bien que les protestations sociales augmentent. Dans de nombreux cas, les communautés indigènes se

mobilisent contre l'entrée d'entreprises minières ou pétrolières.

Plusieurs problèmes sont soulevés ici. Il y a, en premier lieu, une contradiction, puisque le gouvernement Morales exige une approche « pachamamique » au niveau international, alors même qu'il ne l'adopte pas au niveau local, en n'étant pas prêt à cesser d'être un grand exportateur de minerais ou de pétrole. De plus, il dédaigne et combat les organisations citoyennes qui portent des revendications environnementales.

En outre, l'idée de la Pacha Mama est ici réorientée du local vers le planétaire. La Pacha Mama est invoquée pour promouvoir des droits à l'échelle mondiale, qui mettent l'accent sur la biosphère. Pourtant, comme nous l'avons vu plus haut, la Pacha Mama est une notion qui est toujours locale, inscrite dans des communautés larges, certes, mais toujours enracinées dans des territoires spécifiques. Étendre l'idée de Pacha Mama jusqu'à couvrir l'ensemble de la planète lui fait perdre la richesse des spécificités locales.

Il y a aussi, pour finir, un débat sur le sens donné à la Pacha Mama comme source des droits de la nature. Pour exemple, le ministre des Affaires étrangères de Bolivie, l'intellectuel David Choquehuanca, a été jusqu'à soutenir que, depuis la perspective environnementale indigène, les éléments

les plus importants sont les monts, les rivières et l'air, tandis que « *l'humain [viendrait] en dernier lieu* » (conférence de presse du 21 avril 2010).

Ni les postures originelles de la Pacha Mama, ni les courants environnementalistes comme l'écologie profonde ne postulent que l'humain viendrait en « dernier » lieu, pas plus qu'il ne viendrait en « premier » lieu. Ils défendent en réalité une égalité biocentrique, dans laquelle tous ont des valeurs spécifiques qui confèrent le droit à vivre et à développer des plans vitaux. Les humains partagent l'environnement avec les plantes et les animaux. Cela ne saurait signifier que tous sont identiques, et, dans la Pacha Mama comme dans l'écologie profonde, les différences qui existent entre chaque forme de vie sont reconnues.

#### Les revendications actuelles

À l'heure actuelle, les idées de Pacha Mama sont soumises à toutes sortes de pressions. Les cultures dont elles sont originaires font face à différents types d'hybridation de savoirs, aux migrations des

membres des communautés au-delà des Andes, ou encore à la progression de nouvelles religiosités, pour ne mentionner que quelques problèmes.

De fortes tensions sont également engendrées par l'arrivée, par exemple, d'une agriculture mécanisée et intensive dans différents territoires andins, grâce notamment aux revenus vertigineux de l'exploitation minière et pétrolière. Mais en dépit de ces impacts, les gouvernements, qu'ils soient conservateurs ou progressistes, comme le gouvernement d'Evo Morales en Bolivie (qui s'est présenté en plusieurs occasions comme un président indigène), persistent dans leur stratégie d'exploitation de la nature pour nourrir la croissance économique.

Les communautés elles-mêmes sont atteintes par ces tensions. Elles sont dans de nombreux cas tiraillées entre des discussions sur les compensations économiques visant à rétribuer l'extraction de leurs ressources naturelles et leurs impacts. Les expériences de la Pacha Mama sont rognées, chaque jour, sous l'effet de la marchandisation de la nature par le capitalisme global.

## SUR LA NOUVELLE CONSTITUTION ÉQUATORIENNE

La nouvelle constitution équatorienne suscite une importante attention internationale, parce qu'elle présente deux innovations marquantes. Elle reconnaît, d'une part, les droits de la nature, et défend, d'autre part, l'idée d'une alternative au développement : le Bien Vivre (*Sumak Kawsay*). Cette approche permet de trouver de nombreux liens avec le développement durable.

Ce cadre établi, nous commencerons par rappeler que la nouvelle constitution octroie une importance substantielle aux droits de la nature. Elle est appréhendée de manière originale, puisque la catégorie de la nature est placée au même niveau que la Pacha Mama. Partant de là, elle dispose que la nature/Pacha Mama « *a droit à ce que soient pleinement respectés son existence, ainsi que le maintien et la régénération de ses cycles vitaux, sa structure, ses fonctions et ses processus évolutifs* » (art. 72). Elle va même plus loin sur ce point, et ajoute qu'elle a également droit à une restauration intégrale (art. 73). Cette approche originale est à son tour articulée avec la reconnaissance des droits classiques des citoyens, à la qualité de vie et à un environnement sain, comme nous le verrons plus bas.

[...] Ces droits classiques, comme, par

exemple, le droit à un environnement sain, sont également présents dans la constitution équatorienne : les droits à un environnement sain sont notamment mentionnés dans son article 14.

Ils correspondent à ce que l'on appelle les droits de troisième génération, qui incluent des éléments sociaux, économiques et environnementaux. Leur cadre conceptuel s'explique lui-même à partir des exigences des citoyens vis-à-vis de l'État. L'approche théorique diverge donc de celle qui fonde les droits de la nature. Dans ce cadre, l'environnement n'est pas protégé pour ses valeurs propres, mais parce qu'il est nécessaire pour garantir la qualité de vie et la santé des individus, leurs biens ou encore leurs bénéfices. Ce sont donc des droits qui partent de et reviennent vers l'être humain. L'un des intérêts du texte de Montecristi, c'est qu'il juxtapose les deux systèmes de droits : l'ensemble des droits des citoyens, qui inclut la qualité de l'environnement, et l'innovation que représentent les droits de la nature.

Ce système de droits trouve son articulation dans le Bien Vivre. La constitution dispose que le Bien Vivre n'est possible sans un environnement sain, écologiquement équilibré, qui garantisse la durabilité. Tous ces éléments s'influencent mutuellement.

Elle indique également que le Bien Vivre requiert que « *les personnes, les communautés, les peuples et les nationalités jouissent effectivement de leurs droits, et agissent dans le cadre de l'interculturalité, du respect de leurs diversités et de la coexistence harmonieuse avec la nature* » (art. 275).

Le Bien Vivre est un concept encore en construction, même s'il existe un consensus autour du fait qu'il représente une rupture avec les approches conventionnelles du développement. Cet objectif apparaît clairement dans la constitution de Montecristi, qui inclut dans cette perspective plusieurs liens avec la question environnementale. Elle indique que le régime de développement doit être au service du Bien Vivre, et, entre autres objectifs, on peut lire qu'il vise à « *restaurer et conserver la nature et maintenir un environnement sain et soutenable* » (art. 276), garantir l'accès à une eau, un air et un sol de qualité, ainsi qu'aux produits des ressources naturelles. Ces objectifs assignent des devoirs, tant à l'État qu'aux personnes et aux collectivités (art. 277 et 278).

Eduardo Gudynas, « Développement, droits de la nature et Bien Vivre : l'expérience équatorienne », trad. N. Haeringer, *Mouvements* 2011/4, n° 68.



Pour autant, la résistance citoyenne et les réseaux et coordinations entre différents mouvements sociaux engendrent une réaction d'opposition qui tente de faire face à ces problèmes. En Bolivie, une marche massive indigène est par exemple parvenue à interrompre la construction d'une route sur un territoire vierge, une zone écologiquement protégée. Ces dynamiques ont aussi connu de grands succès, comme la reconnaissance des droits de la nature en Équateur. Mais les tâches restantes sont nombreuses, et les résistances énormes.

L'idée de Pacha Mama se heurte en effet, dans ses acceptions andines premières aussi bien que comme source d'inspiration pour faire émerger une nouvelle culture, aux conceptions profondément enracinées du savoir occidental. Les résistances sont donc énormes, et apparaissent tant à la droite qu'à la gauche du spectre politique. Il ne s'agit pas de prétendre que tous devraient se transformer en indigènes andins, ce qui est évidemment impossible. Il est en revanche nécessaire de prendre au sérieux l'idée de Pacha Mama, de reconnaître ses potentiels et ses limites, et, à partir de ses particularités, de l'articuler à d'autres propositions substantielles de changement. Il s'agit donc d'un appel à abandonner les idées classiques de progrès, qui fragmentent la nature en ressources manipulables ;

ou de la croissance économique, selon laquelle la qualité de la vie se joue sur les marchés. L'enjeu est d'abandonner l'arrogance anthropocentrique, dans laquelle l'être humain décide de ce qui a de la valeur, pour tendre vers une communauté plus vaste, partagée avec d'autres êtres vivants et avec le reste de l'environnement.

---

---

**POUR VOUS ABONNER  
À LA **RdL** RENDEZ-VOUS SUR  
[WWW.REVUEDESLIVRES.FR](http://WWW.REVUEDESLIVRES.FR)**

---

---

# IVAN ILLICH

Retour sur une figure naguère célèbre de la pensée critique, aujourd'hui largement oubliée. À l'heure où le modèle du « développement » craque de toutes parts, mais où nous peinons à imaginer comment rompre avec lui, Ivan Illich pourrait nous être précieux.

Par **JÉRÔME DESQUILBET\*** et **CHARLOTTE NORDMANN\*\***

\* Jérôme Desquilbet est ingénieur et militant écologiste. Sa réflexion et son activité se concentrent notamment sur la vélorution, les logiciels évolutifs et les pratiques démocratiques.

\*\* Charlotte Nordmann est traductrice et essayiste, membre du collectif éditorial de la *RdL*. Elle est notamment l'auteur de *Bourdieu/Rancière. La politique entre sociologie et philosophie* (Amsterdam, 2006). Elle anime des conférences-débats tous les mois à La Maison Verte.

## Au cœur de la critique illichienne : la contre-productivité

Partons du plus simple, et surtout du plus parlant. Les militants et les militantes de la cause des cyclistes urbains connaissent bien Ivan Illich par le concept de *vitesse généralisée*. Analysons la manière dont nous nous déplaçons en calculant :

1. le bénéfice, c'est-à-dire les kilomètres par personne transportée ;
2. le coût total (comprenant l'achat d'un véhicule, son entretien, le temps passé non seulement à voyager, mais aussi à le choisir, le réparer, etc.) reconverti en heures (l'argent est rapporté au temps nécessaire pour le gagner).

Des kilomètres d'un côté, des heures de l'autre : le rapport entre le premier résultat et le second définit une vitesse (en km/h), que l'on appelle vitesse généralisée. C'est une clé pour comparer les systèmes de transport. Il se trouve que la vitesse généralisée de la voiture est certes supérieure à celle de la marche, mais inférieure à celle du vélo : le système censé nous faire aller plus vite s'avère en fait « contre-productif ».

La radicalité d'Ivan Illich est bien exprimée par cette façon de poser des questions *qui ne se posent pas*, de mettre en question le bénéfice réel de « progrès » techniques qui paraissent évidents, et de démontrer finalement des vérités contre-intuitives. Cette notion de « contre-productivité » est centrale dans l'œuvre d'Illich, et c'est, avec la « convivialité », la plus présente dans la lecture qu'en font les militants écologistes, dernier foyer sans doute où sa pensée est encore agissante aujourd'hui. Elle induit une critique radicale du modèle de développement industriel. Jean-Pierre Dupuy, dans *Pour un catastrophisme éclairé*, en donne un excellent résumé. À partir d'un certain degré de développement, au lieu de permettre la réalisation des finalités visées, les moyens techniques mis en œuvre produisent en fait le contraire. Pour le comprendre, Dupuy nous invite à distinguer deux façons de produire une valeur d'usage : un mode « autonome » et un mode « hétéronome ».

« Ainsi, on peut apprendre en s'éveillant aux choses de la vie dans un milieu rempli de sens ; on peut aussi recevoir de l'éducation de la part d'un professeur payé pour cela. On peut se maintenir en bonne santé en menant une vie saine, hygiénique ; on peut aussi recevoir des soins de la part d'un thérapeute professionnel. On peut avoir un rapport à l'espace que l'on habite fondé sur des déplacements à faible vitesse : marche, bicyclette ; on peut aussi

avoir un rapport instrumental à l'espace, le but étant de le franchir, de l'annuler, le plus rapidement possible, transporté par des engins à moteur. On peut rendre service à quelqu'un qui vous demande de l'aide ; on peut lui répondre : il y a des services pour cela<sup>1</sup>. » D'un côté, les besoins concernés sont satisfaits par les individus eux-mêmes, dans le cadre d'une communauté et d'un milieu sur lequel ils ont prise et qu'ils façonnent collectivement ; de l'autre, ces besoins exigent le recours à des professionnels et à des institutions spécialisées, régies par des normes édictées au niveau central.

Il ne s'agit absolument pas de condamner l'hétéronomie : elle n'est pas un mal en soi, mais elle ne se justifie que comme un « détour » qui doit viser finalement à nourrir l'autonomie. « Or l'hypothèse d'Illich est que la « synergie positive » entre les deux modes n'est possible que dans certaines conditions très précises. » Au-delà de certains « seuils » critiques, l'hétéronomie tend à interdire la réalisation autonome des biens visés. C'est là que se met en place une « contre-productivité ». Les institutions hétéronomes *se substituent* aux modes de réalisation autonomes de ces biens et tendent à les faire disparaître, et elles transforment des besoins naturels en « besoins » artificiels qu'elles sont supposées seules capables de satisfaire. Ainsi, le besoin naturel d'éducation devient besoin d'École, et l'École rend l'éducation impossible en inculquant à chacun l'idée qu'il est incapable de s'éduquer soi-même. Mais les grandes institutions qui règlent nos vies, comme la médecine ou l'École, sont selon Illich avant tout des lieux où se met en place une « liturgie », où se perpétuent des « mythes ». Or, dès lors que l'on confond santé et médecine, voiture et liberté de déplacement, éducation et École, on ne peut plus voir que ces institutions produisent le contraire des finalités censées les justifier.

L'exemple de la médecine permet de distinguer les trois dimensions de la contre-productivité. La contre-productivité est :

- *technique*, visible dans les effets cliniques, matériels, comme l'apparition de maladies causées par l'intervention médicale ou de résistances nouvelles des maladies sous l'effet de traitements ;
- *politique*, l'extension du traitement médical permettant de masquer les causes politiques des problèmes traités (ainsi la « dépression » est-elle souvent moins l'expression d'une « fragilité » psychologique individuelle qu'une réaction à une situation invivable) ;

– «culturelle», enfin, parce que la médecine nous dépoussède de notre expérience, nous interdit de lui accorder un sens en nous amenant à dénier les dimensions irréductibles de l'expérience humaine que sont la souffrance et la mort.

Pour Illich, qui reconnaissait en Ellul<sup>2</sup> un «maître<sup>3</sup>», à partir d'un certain degré de complexité technique (et de dépense énergétique), les outils censés contribuer à notre autonomie se retournent contre elle. Il distingue ainsi les «outils conviviaux» de ceux qui ne le sont pas. Certains outils, parce qu'ils supposent un degré élevé d'«expertise», parce qu'ils sont réservés à des «professionnels» ou parce que leur coût et leur complexité exige une gestion centralisée, ne peuvent être réappropriés par la collectivité, maîtrisés, produits et modifiés par les individus en fonction de finalités qu'ils définissent eux-mêmes. Là encore, l'exemple de la médecine vient à l'esprit. Mais Illich évoque aussi, dans *La Convivialité*, la façon dont la possibilité de se déplacer a été très sensiblement limitée pour la majorité des gens, en Amérique latine, par la disparition des vieux cars régulièrement réparés par leurs propriétaires, qui circulaient sur des routes défoncées, et qui pouvaient aller partout et transporter sans problème et à peu de frais un paysan et son cochon, au profit de transports conformes à toutes les normes de sécurité et de confort moderne, circulant sur des autoroutes flambant neuves (payées par la collectivité selon un plan de «développement» décidé par le gouvernement central), mais chers et ne desservant pas les petites localités, et bien évidemment inaccessibles au paysan et encore plus à son cochon...

Cet exemple suggère en outre ce qu'a de *contraignant* le développement de systèmes hétéronomes, et les difficultés matérielles qui s'opposent à ce que nous nous y soustrayons individuellement. Les structures techniques et bureaucratiques de la société industrielle font système, et ce système, qui a sa logique propre, contraint la liberté des individus et réduit leur prise sur le monde en «colonisant leur monde vécu» (Habermas), en bouleversant leur rapport à leur milieu, leur façon de le percevoir et les possibilités qu'ils ont d'y agir.

### Contre le mythe du «développement»

Comme avec le calcul de la «vitesse généralisée», il faut ici revenir à une analyse concrète pour dissiper le mythe majeur selon lequel le «progrès technique» permettrait de satisfaire «mieux» et à moins de frais «nos besoins». Ici comme ailleurs, le «mieux-être» est directement contradictoire avec la réalisation du «bien-être» parce qu'il nous engage dans une fuite en avant, dans un accroissement constant de la production et de la consommation, et suscite sans cesse des «besoins» nouveaux, et donc un «manque» chronique. De plus – cela affleure dans l'exemple des routes défoncées –, ce modèle est source d'inégalités: d'un coût considérable, il ne peut pas être mis en œuvre partout, et

l'«abondance» des uns a toujours pour revers le «dénouement» des autres. Ces analyses résonnent particulièrement aujourd'hui, alors que les limites matérielles au «développement» et à l'universalisation du modèle de vie occidental apparaissent de façon cruelle, sans que l'hégémonie de ce modèle soit pour autant diminuée.

La critique du «développement» menée par Illich a donc deux versants. Le premier consiste à contester que les «biens» qu'assure le «développement» à ceux qui sont censés en «profiter» au premier chef soient réellement des biens: se déplace-t-on effectivement plus facilement dans les «pays développés»? Y vit-on vraiment «de mieux en mieux», en meilleure santé et mieux éduqué qu'auparavant? Le second pose une autre question que le mot même de «développement» exclut: il consiste à demander ce qu'on y *perd*. Le développement crée du «sous-développement», crée du manque et de la misère là où existaient des modes de vie qui permettaient de vivre la rareté non comme un manque, mais comme une «condition» assumée par la communauté de façon collective<sup>4</sup>.

On ne peut cependant pas entendre les analyses d'Illich aujourd'hui comme on le faisait dans les années 1970. Depuis plus de vingt ans, mais avec une intensification marquée récemment, l'institution scolaire comme l'institution médicale font l'objet, dans lesdits «pays développés», d'attaques systématiques qui ont pour effet de les rendre à la fois plus contre-productives et plus inégalitaires encore. Dans ce contexte, il n'est sans doute pas inutile de réfléchir à notre dépendance radicale à elles. Une telle réflexion nous permettra peut-être de les défendre tout en nous donnant les moyens de regagner une certaine maîtrise sur elles, ou de leur imaginer des alternatives – il est probable que nous aurons à explorer l'une et l'autre voies.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer plus avant dans le détail du propos d'Ivan Illich, mais on ne pourrait pas comprendre la radicalité de sa critique du développement et du modèle de la société industrielle si on n'évoquait pas comment elle s'ancre dans son expérience et son histoire personnelle.

### Une vie sans séparation<sup>5</sup>

Ivan Illich, né en 1926, a dû fuir Vienne en 1946 avec sa mère et ses frères à la mort de son père, étant alors passé du statut de «demi-Aryen» à celui de «demi-Juif». Étudiant à Florence puis à Rome après la guerre, il y est ordonné prêtre et part aux États-Unis étudier les écrits alchimiques de Pierre le Grand (xiii<sup>e</sup> siècle) au lieu de poursuivre la carrière qui semblait toute tracée pour lui dans l'aristocratie du Vatican. Ivan Illich «se lie d'amitié» avec l'abbé Hugues de Saint-Victor, un auteur du xii<sup>e</sup> siècle, à partir des œuvres duquel il tentera de retracer «la naissance du texte<sup>6</sup>»; l'Ivan Illich historien du concept d'outil et des sens (notamment de la vue) vivait pour ainsi dire

---

*Le développement crée du «sous-développement», crée du manque et de la misère là où existaient des modes de vie qui permettaient de vivre la rareté non comme un manque, mais comme une «condition» assumée par la communauté de façon collective.*

---

---

Curieusement, les critiques d'Ivan Illich ont, dans une certaine mesure, « intégrées » l'idée que certaines des institutions les plus centrales à notre « bien-être » – la médecine, l'École, le système des transports... – sont en fait contre-productives est devenue banale. Mais en même temps, la force critique de cette constatation est complètement désamorcée.

---

simultanément à deux époques, observant le xx<sup>e</sup> siècle depuis le xii<sup>e</sup>.

Nommé à New York, il demande rapidement un poste à l'archevêché pour s'immerger dans la communauté portoricaine, qu'il vient de découvrir, communauté nouvellement immigrée et dont le catholicisme s'exprime différemment de celui des paroisses de souche irlandaise ou italienne. Cette rencontre sera décisive. Il est ensuite nommé à Porto Rico en 1956, avec des responsabilités dans la direction du système éducatif de l'île. C'est là qu'il découvre avec étonnement que les investissements massifs dans l'enseignement obligatoire, supposé être la condition préalable au développement, ne produisent pas les effets attendus. L'analyse de cette situation, éclairée par la comparaison qu'établit Illich entre l'institution scolaire et l'Église, est le germe d'*Une société sans école*.

C'est le début d'une trajectoire publique ecclésiastique, philosophique et bien sûr politique dont les différentes composantes ne seront jamais séparées, et qui s'articulera à une succession d'initiatives concrètes (notamment la mise en place de centres de formation), toujours en immersion et en lien avec les personnes rencontrées et les communautés. Ivan Illich se retire du concile Vatican II qui refuse dans sa déclaration finale de condamner les États détenant des armes atomiques, tout en proscrivant l'usage du préservatif.

Ses prises de positions et ses initiatives lui valent d'être violemment attaqué, parfois physiquement, par des organisations catholiques de droite au Mexique, par l'Opus Dei et par l'Église catholique elle-même, qui finit par lui intenter un procès. Ivan Illich n'a jamais cessé d'être prêtre, dans la mesure où il n'a jamais été rayé des registres de l'Église catholique, mais l'institution finit par le chasser à l'été 1968, lui qui voulait déprofessionnaliser les prêtres, libérer l'Église du pouvoir, et surtout la persuader que « *recourir aux Évangiles pour conforter un système social ou politique est un blasphème*<sup>7</sup> ».

Dans sa paroisse de Porto Rico, Ivan Illich avait créé un centre d'enseignement de l'espagnol et de la culture locale pour les prêtres et les religieuses. C'était pour lui un lieu où apprendre à relativiser sa propre culture. En 1959, il voyage à travers l'Amérique latine à pied et en bus et lorsque, en 1960, il doit partir de Porto Rico, chassé par sa hiérarchie, il prolonge l'expérience au Mexique en fondant à Cuernavaca le fameux CIDOC (Centre de documentation interculturelle), une université libre (mise à l'index en 1969) qui rayonne dans le monde entier jusqu'en 1976, où les attaques physiques contre le centre rendent sa fermeture nécessaire.

De 1970 à 1976, Ivan Illich, qui voyage et enseigne dans des universités états-uniennes, publie quatre livres à la suite, dans lesquels il développe sa critique des institutions centrales de la modernité : *Une société sans école*; *Énergie et équité*; *La Convivialité*; et *Némésis médicale – l'expropriation*

*de la santé*. Ils lui vaudront une célébrité considérable. Ce succès touche la France, où il est invité et crée de nombreux liens. *Énergie et équité* paraît en français (traduit de l'allemand) dans *Le Monde*, par épisodes, en mai 1973, et Jean-Pierre Dupuy publie dans une note interministérielle de 1975 des calculs de vitesse généralisée.

Le CIDOC ferme en 1976. Ivan Illich pense un moment trouver le recul nécessaire en s'immergeant dans une langue et une culture asiatiques. Il voyage en philosophe itinérant créateur de lieux d'échanges, et effectue en historien des allers-retours jusqu'au xii<sup>e</sup> siècle. De la critique des institutions de la modernité, il passe alors à la critique des cadres conceptuels et des valeurs qui la sous-tendent.

Prenant du champ par rapport à ses questionnements des années 1970, il publiera alors notamment *Le Travail fantôme*, sur l'invisibilisation et la répression du travail informel, qui sous-tend l'économie marchande; *Le Genre vernaculaire*, sur la façon dont le développement de la civilisation industrielle a défait la construction traditionnelle du genre<sup>8</sup>; *H<sub>2</sub>O: les eaux de l'oubli*, sur la réduction de l'eau, auparavant matière poétique, à un élément physique susceptible d'être traité et débité, dépourvu de toute dimension d'expérience vitale; ou encore *Du lisible au visible: la naissance du texte*, qui étudie les débuts de la lecture scolastique, lorsque la lecture devient « *le modèle dominant de la forme la plus haute d'activité intellectuelle* », à l'heure où ce modèle est remis en question; ou encore des livres et des articles s'inscrivant dans son projet de raconter une histoire des sens et des sensations, qui compléterait celle de l'invention des concepts d'outil et d'instrument. La simple évocation de ces travaux illustre la diversité de ses recherches, et témoigne à la fois de sa curiosité et de sa volonté de se donner les moyens de regarder son temps avec distance, tant pour en comprendre la singularité que pour libérer son imagination par rapport à lui.

Ivan Illich meurt à Brême en décembre 2002, non pas du cancer, avec lequel il avait appris à vivre, mais un matin, paisiblement.

### Libérer l'avenir ?

Curieusement, les critiques d'Ivan Illich ont, dans une certaine mesure, été « intégrées » : *pour une part*, on pourrait dire que l'idée que certaines des institutions les plus centrales à notre « bien-être » – la médecine, l'École, le système des transports... – sont en fait contre-productives est devenue banale. Mais en même temps, la force critique de cette constatation est complètement désamorcée. Elle ne suscite pas l'indignation qu'on attendrait, et elle débouche encore moins sur une critique du « développement » ou du « progrès » technique et de sa diffusion.

C'est sans doute que ces aspects « contre-productifs » du « développement » sont supposés accidentels, et marginaux, et qu'on n'y voit rien de

révélateur sur l'essence même du développement. Confrontés par exemple au fait que la santé des habitants du pays le plus développé du monde occidental ne paraît pas s'être vraiment améliorée depuis les années 1960, confrontés à la constatation que ce «développement» s'accompagne d'une aggravation constante des inégalités, au niveau mondial et à l'intérieur même des différents États, on n'en tire pas matière à une condamnation du développement en lui-même, mais seulement de certains de ses aspects. Plutôt que de remettre en question le mythe du « progrès », on imagine qu'il serait possible de mieux « encadrer » ce progrès, en lui imposant des règles permettant de limiter tant ses effets destructeurs qu'inégalitaires.

Par ailleurs, si certaines des critiques d'Illich sont peut-être « passées », ce qui a été radicalement oublié, c'est tout le versant positif de son analyse : à savoir que, contre la dépossession de nos propres vies qu'induit notre dépendance aux institutions, il s'agit de privilégier l'utilisation et l'invention d'outils « conviviaux », élaborés par et pour la communauté, et de retisser la trame d'un monde vécu commun, sur lequel nous pourrions avoir une prise collectivement.

C'est pour cela qu'il est nécessaire de relire Illich aujourd'hui : pour comprendre ce que pourrait être une écologie véritablement *politique*, c'est-à-dire animée du désir de permettre aux gens de regagner une certaine maîtrise sur leurs vies, et donc sur ses conditions matérielles. Si avoir conscience des effets contraires du développement ne nous conduit qu'à désirer l'élaboration d'un cadre législatif plus contraignant, nous ne contribuerons qu'à renforcer l'emprise de la bureaucratie sur nos vies, et à approfondir notre dépossession<sup>9</sup>.

S'il faut relire Illich aujourd'hui, c'est aussi et surtout parce que ce qui nous manque le plus, c'est la capacité à inventer d'autres façons de vivre et de désirer. « *Libérer l'avenir* », c'est d'abord parvenir à libérer notre imagination. Si l'on songe aux histoires de l'après-développement qu'il faudrait bien que nous arrivions rapidement à nous raconter pour mettre notre imagination créatrice au service de la politique réelle, alors, avec ses explications simples, lumineuses et profondes, Ivan Illich pourrait être un inspirateur précieux, aux côtés bien sûr d'autres auteurs, poètes, historiens, philosophes morts ou vivants. (Re)formons des cercles d'amis qui (re)feront le monde – littéralement ?

#### NOTES

- 1. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, p. 25-26. ■ 2. Auteur notamment de *La Technique ou l'enjeu du siècle* (1954) et du *Système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977. ■ 3. « Hommage d'Ivan Illich à Jacques Ellul » (1993), in *La Perte des sens*, Paris, Fayard, 2004, p. 154-155. ■ 4. Ce versant de la critique illichienne a été développé par Majid Rahnema, par exemple dans *Quand la misère chasse la pauvreté* (Actes Sud, 2003) et *La Puissance des pauvres* (Actes Sud, 2008). ■ 5. Pour les éléments biographiques, lire Jean Robert et Valentine Borremans dans leur préface au premier volume des *Œuvres complètes*, Thierry Paquot dans sa préface au second volume et David Cayley dans son introduction à *La Corruption du meilleur engendre le pire* (Actes Sud, 2007). ■ 6. Dans *Du lisible au visible: la naissance du texte*, trad. J. Mignon, Paris, Éditions du Cerf, 1991. ■ 7. Cité par David Cayley. ■ 8. Pour un aperçu dans leur contexte des polémiques qui ont accueilli ce livre, voir l'introduction de David Cayley. ■ 9. Voir à ce propos l'article d'André Gorz: « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », paru en 1992 dans la revue *Actuel Marx* (n° 12), et republié dans le recueil *Ecologica* (Galilée, 2008).

#### EXTRAIT

#### PRÉMIÈRES DE LA CRISE GLOBALE

À l'heure actuelle, on essaye encore de boucher les failles de chaque système. Aucun remède ne marche, mais on a encore les moyens de tous se les offrir, l'un après l'autre. Les gouvernements s'attaquent à la crise des services publics, de l'éducation, des transports, du système judiciaire, de la jeunesse. Chaque aspect de la crise globale est séparé des autres, expliqué de façon autonome et traité en particulier. On propose des solutions de rechange qui rendent crédible la réforme sectorielle : les écoles d'avant-garde contre les écoles traditionnelles redoublent la demande d'éducation ; les villes satellites contre l'aérotrain renforcent la conviction que le développement des villes est une fatalité ; une meilleure formation des médecins

contre la prolifération des professions paramédicales nourrit l'industrie de la santé. Et, comme chaque terme de l'alternative a ses partisans, en général on ne choisit pas, ou plutôt on essaie les deux à la fois. En fait, on tâche de faire un gâteau toujours plus gros, mais c'est en pure perte.

On imite l'attitude de Coolidge face aux premiers signes de la Grande Dépression, en interprétant de travers, comme lui, l'annonce d'une crise bien plus radicale. L'analyse générale des systèmes est censée relier entre elles les crises institutionnelles, mais elle ne fait que conduire à plus de planification, de centralisation et de bureaucratization, afin de parachever le contrôle de la population, de l'abondance et de

l'industrie destructrice et inefficace. La croissance de la production des décisions, des contrôles et des thérapies est supposée compenser l'extension du chômage dans les secteurs de la fabrication. Fascinée par la production industrielle, la population reste aveugle à la possibilité d'une société post-industrielle où coexisteraient plusieurs modes de production complémentaires. Essayer de susciter une ère à la fois hyperindustrielle et écologiquement réalisable, c'est accélérer la dégradation des autres composantes de l'équilibre multidimensionnel de la vie. Le coût de la défense du *statu quo* monte en flèche.

Ivan Illich, *La Convivialité*, in *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Fayard, 2003, p. 572-573.

La santé et la maladie sont une affaire profondément politique. Cette dimension est pourtant le plus souvent refoulée par les institutions, notamment médicales, qu'elles soient privées ou publiques. C'est sur la base de ce constat qu'a été créée la Case de Santé à Toulouse, un dispositif original qui vise à traiter collectivement les questions de santé et à résister au pouvoir de l'industrie pharmaceutique. Par **NAJATE ZOUGGARI\***

\*Najate Zougari est traductrice et journaliste à CQFD. Elle est également membre du collectif éditorial de la RdL.

La Case de Santé<sup>1</sup> est un centre de santé communautaire qui a ouvert ses portes en août 2006 dans un quartier populaire de la ville de Toulouse. L'un des initiateurs du projet, Jérôme Host, explique: « *On a voulu créer un lieu de santé différent, c'est-à-dire un lieu capable d'accueillir des personnes avec une philosophie de la santé différente – qui impliquerait la participation des usagers. Tout au long du montage du projet, on a vraiment essayé de laisser la place aux usagers avec des moments de rencontre et de construction collective. Sur le plan strictement médical, nous avons tenu à maintenir notre indépendance vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique. Sur le plan social, c'est aussi une autre façon de travailler, prioritairement axée sur la défense des usagers et de leurs droits, avec une action militante qui prend en charge des situations difficiles de façon à faire bouger les choses de manière concrète.* »

Quatre médecins, une infirmière, une psychologue, trois travailleurs sociaux, deux médiateurs de santé, un gestionnaire et des usager-e-s autonomes: la Case a été pensée comme un espace de lutte contre les inégalités sociales de santé frappant les populations les plus démunies et souvent les plus invisibles, mais aussi comme un espace de rencontre et de créativité politique, pour casser l'isolement et fédérer une organisation solidaire des usagers. Le projet repose donc sur l'idée que les problèmes « individuels » ne peuvent être résolus que par la mobilisation d'un collectif.

Il part d'un constat simple: la maladie n'est pas seulement le fait d'une différence de constitution biologique ou d'une hygiène de vie individuelle, c'est aussi le résultat de facteurs sociaux et de politiques publiques. Jérôme Host rappelle, que l'espérance de vie d'un ouvrier non qualifié est nettement inférieure à celle d'un cadre – en moyenne 7 ans. L'écart est de 3 ans pour les femmes. Si la France a assurément accompli de nets progrès en matière de santé publique, ceux-ci ne profitent pas également à toute la population. Les écarts de mortalité selon la classe sociale sont d'ailleurs renforcés par des disparités régionales: 3 ans de différence pour un homme ou une femme, selon qu'il ou elle réside en Île-de-France ou dans le Nord-Pas-de-Calais. Les articles généralistes sur les inégalités sociales de santé n'abordent pas la disparité liée à la race. En revanche, le professeur S. Leonard Syme du département de santé publique de l'université de Berkeley<sup>2</sup> a montré qu'à New York, un habitant

noir de Harlem a actuellement une espérance de vie de quinze ans de moins qu'un homme blanc résidant dans les quartiers bourgeois.

L'équipe toulousaine de la Case de Santé se veut au service de tou-te-s, quelle que soit la condition sociale des usager-e-s. Selon le texte de présentation de leur site internet, la population qui consulte est composée pour moitié de personnes en grande précarité. Jérôme Host précise que 65 % des usagers sont des étrangers, dont une centaine de jeunes femmes migrantes. Un des axes de lutte est la défense des droits des « chibanis », immigrés âgés et isolés qui résident souvent en foyer depuis leur arrivée en France, dans les années 1960 et 1970. Ces foyers sont exposés aux incendies accidentels – dus au caractère vétuste des bâtiments – ou criminels: le 24 janvier dernier, aux Mureaux, un foyer Adoma (anciennement Sonacotra) brûle, heureusement sans faire de victimes; le 14 novembre 2010, en revanche, le bilan est plus lourd dans un foyer de travailleurs immigrés à Dijon: 7 morts et 730 blessés. Invisibilisée, la condition des « chibanis » est exemplaire des inégalités sociales de santé: ces retraités du bâtiment et des travaux publics sont victimes dès 55 ans de pathologies généralement observées chez les Français de vingt ans plus âgés. Le Haut Conseil à l'Intégration impute ces disparités aux conditions de travail sur les chantiers, aux logements précaires, carences alimentaires, diabète et infections respiratoires. Il ne s'agit pas de mettre en œuvre une démarche « charitable »: la retraite et l'accompagnement sanitaire et social dont les « chibanis » ont besoin est un droit. C'est pourquoi la Case de Santé comporte aussi un engagement juridique, que Jérôme Host notamment prend en charge. Il a des contacts fréquents avec la préfecture, ayant bien conscience du considérable harcèlement administratif subi par les usagers étrangers. Notre quotidien, explique-t-il, consiste à rencontrer des patients, tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Il précise: « *Une dizaine de patients vient sur rendez-vous, on reçoit 40 à 50 patients par jour. Ces visites alternent avec des moments conviviaux. Nous défendons l'accès à la santé et le droit au séjour pour les étrangers malades.* »

Si, pour illustrer ces « moments conviviaux », le site donne l'exemple de tournois de cartes ou de sorties à la mer, ceux-ci ne sont cependant pas réductibles à d'inoffensifs loisirs: ils sont un moyen de se rencontrer et d'échanger des expériences en vue de la défense d'intérêts communs. Jérôme Host résume ainsi le rôle de ces activités qui dépassent le cadre

des pratiques médicales habituellement proposées dans la plupart des centres de santé: «*Le but, c'est de sortir de l'isolement, de provoquer la rencontre et, ensuite, par la rencontre, de réussir à créer des solidarités entre les gens. Les activités, moments conviviaux, sont des prétextes qui permettent d'anticiper les problèmes auxquels les usagers sont confrontés et d'y répondre ensemble. Par exemple, les contrôles dont ils font l'objet par rapport à leur temps de résidence en France. L'élaboration de ces problématiques et la nécessité d'y répondre par une action politique sont nées dans des moments de convivialité. Il ne s'agit pas tant de proposer des petits moments de loisir que de faire converger les gens. Ils ont des problématiques et des intérêts communs: ils seront plus forts s'ils les défendent ensemble que si nous proposons un accompagnement individuel, s'il s'agissait juste de prendre rendez-vous pour régler un problème personnel. C'est quand même plus intéressant quand on peut constater qu'en se regroupant on devient plus forts. Quand on se bat à dix, à cinquante ou à cent, on parvient peut-être mieux à débloquer la situation de tout le monde. Et c'est mieux que de débloquer la situation d'un seul dossier. L'idée, c'est la convivialité.*»

Cette convivialité prend d'autant plus de sens que la Case de Santé s'inscrit dans un territoire, qu'elle s'ancre dans un quartier. Jérôme Host appelle d'ailleurs le centre de santé «la boutique» – une boutique sans vigiles et dont il suffit de pousser la porte. Arnaud-Bernard est l'un des vingt-deux quartiers de la municipalité de Toulouse. Quartier populaire du Nord de la ville, il a été le refuge des antifascistes et des républicains espagnols dans les années 1930 avant de devenir celui des travailleurs maghrébins trente ans plus tard. Comme le note l'anthropologue Slimane Touhami (Centre d'anthropologie de Toulouse, EHESS), les vagues d'immigration ont remodelé la ville et Arnaud-Bernard est un «quartier à vocation d'accueil»<sup>3</sup>. Jérôme Host insiste fortement sur la dimension locale de l'action: «*On est ancrés dans un quartier déterminé, on a un territoire. On veut interagir avec là où on est ; c'est ici que l'on voit les gens qui sont les principales victimes des inégalités sociales de santé pour leur proposer un accompagnement spécifique. Ce sont les gens qui fréquentent ce quartier.*»

L'accompagnement spécifique proposé aux usager-e-s complète les missions traditionnelles de soins primaires et de prévention. Il prend la forme d'expérimentations de plus ou moins longue durée, selon les besoins et l'investissement de ceux et celles qui s'y engagent. Pour Jérôme Host, la Case de Santé est une structure expérimentale: «*On tente beaucoup de choses lors de moments collectifs. On crée une cohésion autour d'un besoin. Par exemple, la cantine de femmes. Il y a une centaine de femmes migrantes isolées, vivant en foyers d'hébergement d'urgence qui fréquentent le centre. Ce sont souvent des femmes africaines, maghrébines. C'est un profil*

*différent des chibanis, des immigrés qui ont un parcours en France très long, alors que ces femmes sont arrivées il y a deux mois ou l'année dernière. La cantine se destinait à des femmes migrantes et à toutes les femmes, c'était un espace non-mixte qui devait créer des solidarités entre les femmes en grande précarité. L'expérience a duré un an. Pareil pour le groupe Avortement: c'était moins un groupe de parole qu'un groupe de défense du droit à l'IVG.*»

En même temps, la Case de Santé est un centre agréé, soumis à l'obligation du Tiers-Payant – comme les hôpitaux publics. Les usager-e-s peuvent avoir accès à un médecin référent ou s'y rendre de manière ponctuelle. Les actes médicaux représentent 30 % de son budget, le reste étant financé par des subventions publiques – provenant des collectivités territoriales ou des fonds de l'État pour la prévention santé. Les postes ont été créés grâce à des emplois aidés. Mais comme toutes les associations, la Case de Santé doit chaque année trouver les subventions qui lui permettront d'assurer sa pérennité.

L'équipe de la Case de Santé adopte enfin un regard critique sur la médication à outrance et les collusions avec l'industrie pharmaceutique: elle promeut une prescription raisonnée et décline les voyages tous frais payés pour des «colloques» publicitaires aux Antilles. Jérôme Host précise: «*Il y a évidemment un conflit d'intérêt entre l'industrie et le milieu médical. À la Case de Santé, on n'a jamais reçu les visiteurs médicaux, alors que tous les médecins de France reçoivent régulièrement des visiteurs médicaux – terme politiquement correct pour parler des commerciaux de l'industrie qui viennent vanter les mérites de tel ou tel médicament à grand coup de cadeaux et d'offres diverses. On a vu et on voit encore les résultats. La source principale et unique d'information pour les médecins de la Case de Santé, c'est la revue Prescrire, la seule revue indépendante et autofinancée par ses adhérents. C'est elle qui a rendu publique l'affaire du Mediator. On prescrit trop de médicaments. Pour l'année 2007, à la Case de Santé, on avait prescrit 100 000 euros de médicaments de moins que la moyenne des médecins en Midi-Pyrénées. Il y a beaucoup de patients qui étaient soignés ailleurs avec des prescriptions longues comme le bras et qui repartent d'ici avec des prescriptions longues comme le doigt. Avec l'affaire du Mediator, les langues se délient: plus de la moitié des médicaments prescrits en France ne servent à rien.*»

Rappelons que la France est le pays d'Europe où sont prescrits le plus de médicaments. La Case de Santé nage donc à contre-courant d'une pratique néfaste pour la santé publique mais redoutablement rentable pour l'industrie pharmaceutique. La lutte contre les inégalités sociales de santé s'exerce ainsi sur tous les fronts – de l'ordonnance médicale aux bureaux de la préfecture de police – dans la mesure où, pour les initiateurs du projet, la santé ne se réduit pas à l'absence de maladie.

---

«Le but, c'est de sortir de l'isolement, de provoquer la rencontre et, ensuite, par la rencontre, de réussir à créer des solidarités entre les gens.»

---

## NOTES

- 1. <http://www.casedesante.org/>.
- 2. <http://www.healthresearchforaction.org/>.
- 3. <http://framespa.univ-tlse2.fr/actualites/slimane-touhami-arnaud-bernard-ou-quand-l-autre-fait-la-ville-29248.kjsp?RH=cahiers>.

# ICONOGRAPHIE

## Commonscript par Société Réaliste

En 1949, la romancière américaine d'origine russe Ayn Rand (1905-1982) adapta pour le cinéma son roman *The Fountainhead* (*La Source vive*), sous la direction de King Vidor, avec dans les rôles principaux Gary Cooper et Patricia Neal. L'histoire est celle de Howard Roark, un architecte moderniste luttant de toute son ardeur prométhéenne contre le goût dégénéré et grégaire de son temps. Ayn Rand s'y fait l'avocate frénétique de l'ultra-individualisme, fustigeant la dégradation « collectiviste » du goût public et tenant l'artiste pour le plus évident représentant du génial égoïsme créateur – Frank Lloyd Wright, qu'elle admirait beaucoup, servit de modèle à son héros. Personnage principal de cette réponse propagandiste au cinéma nazi et soviétique d'avant-guerre, New York y apparaît comme le corps idéalisé du capitalisme. Quelques années plus tard, Rand allait synthétiser son embrassement absolutiste de la cause capitaliste dans sa théorie « objectiviste », une conception assumée comme globalisante et guerrière, à l'origine de nombreux préceptes de ses admirateurs, à commencer par Ronald Reagan et Alan Greenspan. Dans sa version de *Fountainhead*, Société Réaliste s'est employé à effacer systématiquement tous les personnages du film. En résulte 111 minutes de décors vides d'action, mais non pas de sens : c'est tout le pourtour du film, cette fantasmagorie de New York et ce discours visuel par et sur l'architecture qui véhicule un monde forclos, la « maison sans fenêtres » des titans du capital.

*Commonscript* (« Script commun ») est d'une part constitué d'un ensemble de vidéogrammes tirés de cette nouvelle version du film, qui décrivent la scène d'action principale du film, le bureau d'un tycoon

new-yorkais, où tous les signes se valent pour faire valoir un même fantasme de domination : vues sur la ville, projections architecturales, mappemonde, contrat ou encore unes de journaux. D'autre part, quelques-uns des principaux mantras idéologiques récités par le héros du film ont été réinscrits, à ceci près que d'affirmations au singulier ils ont été convertis au pluriel, et du présent de l'indicatif, projetés au futur, pour constituer les éléments de langage inquiétants d'un projet social issu d'une logorrhée égomaniaque. Ces inscriptions sont faites sur fonds colorés, dont les teintes proviennent de l'image *Colors of the Spectre* (*Couleurs du Spectre*), dans laquelle Société Réaliste s'est appliquée à relever des nuances caractéristiques de détails architecturaux des palais abritant le pouvoir exécutif des 24 premières puissances mondiales, depuis le portique d'entrée de la Lodge à Canberra jusqu'aux cheminées de l'Élysée à Paris. Enfin, ce « script commun » s'écrit dans la police *Falling Haus*, un cerbère typographique créé par Société Réaliste par la fusion entre *Exhibition*, célèbre fonte de Frank Lloyd Wright, et *Universal*, issue des recherches de Josef Albers au Bauhaus.

Société Réaliste est une coopérative artistique parisienne créée en 2004 par Ferenc Gróf et Jean-Baptiste Naudy. En avril 2012, elle présentera le deuxième volet de son exposition « Empire, State, Building » au Ludwig Muzeum de Budapest (catalogue publié en 2011 par Éditions Amsterdam, le Jeu de Paume et le Ludwig Muzeum)

[www.societerealiste.net](http://www.societerealiste.net)

## Traduction des inscriptions de « Commonscript »

P. 3 Ils viendront sur terre sans armes.

(Gris du toit de la Maison Blanche, Washington D.C.)

P. 7 Leur cerveau sera leur seule arme.

(Bleu des panneaux de Zhongnanhai, Pékin)

P. 11 Leur vérité sera leur seule motivation.

(Vert de la façade du Kantei, Tokyo)

P. 19 Leur essence sera leur esprit.

(Rose du rez-de-chaussée du Rashtrapati Bhavan, New Delhi)

P. 22 Ils établiront leurs propres standards.

(Bleu des fenêtres de la Chancellerie, Berlin)

P. 31 Ils n'auront pas d'autre choix que de se soumettre ou de diriger.

Ils choisiront de diriger.

(Rouge des tours du Kremlin, Moscou)

P. 35 Ils ne serviront rien ni personne. Ils ne donneront ni ne demanderont d'aide.

(Noir de la porte du 10 Downing Street, Londres)

P. 49 Ils ne vous rappelleront que ce qu'ils avaient une fois prédit.

(Jaune des cheminées du Palais de l'Élysée, Paris)

P. 53 Ils seront tant dénoncés que cela ne leur importera plus.

(Gris des fenêtres à barreaux du Palais Chigi, Rome)

P. 61 Ils sauront ce qui vient par le principe sur lequel cela se construit.

(Vert de la porte du 24 Sussex Drive, Ottawa)

P. 71 Qui sera la société? Eux.

(Rose de la terrasse du Çankaya Köşkü, Ankara)

P. 55 Ils vous achèteront les plans, le site et les ruines.

(Vert du porche de la Lodge, Canberra)

## Traduction des couleurs de « Colors of the Spectre » (double page centrale)

Jaune des cheminées du Palais de l'Élysée, Paris

Rouge des tours du Kremlin, Moscou

Gris du clocher de la Catshuis, La Haye

Rouge de la coupole du Palais Royal, Riyad

Vert de la couverture du Palais Saadabad, Téhéran

Gris du toit de la Maison Blanche, Washington D.C.

Rose de la terrasse du Çankaya Köşkü, Ankara

Bleu des tuiles de Cheongwadae, Seoul

Beige des volets d'Istana Merdeka, Djakarta

Bleu des fenêtres de la Chancellerie, Berlin

Rose des briques du Palais de La Moncloa, Madrid

Jaune du crépi de la Maison Gouvernementale, Bangkok

Vert de la façade du Kantei, Tokyo

Rose du portique de la Casa Rosada, Buenos Aires

Beige de l'entablement du Palais Présidentiel, Varsovie,

Gris des fenêtres à barreaux du Palais Chigi, Rome

Bleu des panneaux de Zhongnanhai, Pékin

Vert de la porte du 24 Sussex Drive, Ottawa

Noir de la porte du 10 Downing Street, Londres

Rouge de la colonnade du Bâtiment Présidentiel, Taipei

Gris de la rampe du Palais du Planalto, Brasília

Jaune des escaliers de Los Pinos, Mexico

Rose du rez-de-chaussée du Rashtrapati Bhavan, New Delhi

Vert du porche de la Lodge, Canberra